



SEPTEMBRE
OCTOBRE
2018

#07

Cause

COMPRENDRE LE MONDE
AGIR POUR LE CHANGER

★

commune

REVUE D'ACTION POLITIQUE DU PCF

p.12 DOSSIER

DÉVERROUILLER LE MOUVEMENT POPULAIRE

p.7 LE GRAND ENTRETIEN
Rendez-vous
à l'Université permanente

p.68 HISTOIRE
Martha Desrumaux
au Panthéon :
briser les murs du silence

p.95 DANS LE TEXTE
Le parti politique,
« prince moderne »

p.46 MILITER : **L'école au cœur des luttes**

3 ÉDITO

Guillaume Roubaud-Quashie Un an...

6 POÉSIES

Victor Blanc Lêdo Ivo

7 REGARD

Élodie Lebeau Bouchra Khalili

8 LE GRAND ENTRETIEN

Florian Gulli Rendez-vous à l'Université permanente, projet accessible et exigeant d'éducation populaire

12 LE DOSSIER : DÉVERROUILLER

LE MOUVEMENT POPULAIRE

Davy Castel Identifier les verrous, forger les clés

Pierre Crépel Micro-trottoir de printemps

Gérard Streiff De la nécessité de mieux connaître « l'opinion publique »

Elsa Guquelin Du fatalisme et des moyens de le faire reculer

Davy Castel L'individualisme : symptôme de tous les maux

Constantin Lopez Agir dans une société mondialisée : c'est possible !

Camille Claude « Le » public et « le » privé ?

Aurélie Fiorel La « diversité » : une bonne clef ?

Simon Lahure Lutter contre la déresponsabilisation et la délégation du pouvoir politique

Frédo Coyère Prendre conscience de l'ampleur des forces de progrès à l'œuvre

42 RÉACTIONS

45 CONGRES

Cap sur le congrès d'Ivry-sur-Seine

46 MILITER

Jérémie Giono L'école au cœur des luttes

52 CHRONIQUE EUROPÉENNE

Ian Brossat Élections européennes : Cinq raisons pour lesquelles il faut s'y intéresser dès maintenant

54 PARLEMENT

Laurence Cohen Mise sous tutelle de l'apprentissage

57 CONTROVERSE

Gérard Streiff L'État Macron

59 CRITIQUE DES MÉDIA

ACRIMED Les petits forçats du journalisme

62 FÉMINISME

Hélène Bidard, Shirley Wirden Alerte aux publicités sexistes

65 PHILOSOPHIQUES

Yves Schwartz L'homme producteur et comment il fait histoire

68 HISTOIRE

Pierre Outteryck Martha Desrumaux au Panthéon : briser les murs du silence

70 PRODUCTION DE TERRITOIRES

Patrick Ribau « Le vent qui descend du nord » : les kurdes d'Irak

73 SCIENCES

Janine Guespin-Michel Sciences, techniques, culture et pensée du complexe

76 SILO

Julia Tournaire La métropole en commun

78 IDÉES

Marc Brynhole L'enjeu culturel d'aujourd'hui et le parti communiste

82 SONDAGE

Gérard Streiff Un doute sur les « réformes » de Macron

83 STATISTIQUES

Fanny Chartier 1,8 million d'emplois en France sous contrôle étranger

84 LIRE

Marine Miquel Récits et paroles des femmes et hommes, travailleurs agricoles

87 CRITIQUES

• **Bernard Friot** *Vaincre Macron*

• **Robert Merle** *Derrière la vitre*

• **Danielle Bleitrach, Marianne Dunlop** *1917-2017 Staline tyran sanguinaire ou héros national ?*

90 DANS LE TEXTE (GRAMSCI)

Florian Gulli, Jean Quétier

Le parti politique. « prince moderne »

Cause commune

La rédaction en chef de ce numéro a été assurée par Davy Castel

Tél. : 01 40 40 12 34 - Directeur de publication : Guillaume Roubaud-Quashie

Directeur : Guillaume Roubaud-Quashie • Rédacteurs en chef : Davy Castel, Jean Quétier, Gérard Streiff • Secrétariat de rédaction : Noëlle Mansoux • Comité de rédaction : Aurélien Aramini, Hélène Bidard, Victor Blanc, Vincent Bordas, Saliha Bousseadra, Mickaël Bouali, Séverine Charret, Pierre Crépel, Camille Ducrot, Maëva Durand, Jean-Michel Galano, Jérémie Giono, Florian Gulli, Élodie Lebeau, Gérard Legrip, Constantin Lopez, Corinne Luxembourg, Igor Martinache, Sophie Mazonot-Chappuy, Marine Miquel, Laura Moscarelli, Michaël Orand, Léo Purquette, Julien Rossi, Marine Roussillon, Sabrina Royer • Direction artistique et illustrations : Frédo Coyère • Mise en page : Sébastien Thomassey • Édité par l'association Paul-Langevin (6, avenue Mathurin-Moreau 75 167 Paris Cedex 19) • Imprimerie : Public Imprim (12, rue Pierre-Timbaud BP 553 69 637 Vénissieux Cedex) • Dépôt légal : septembre/octobre 2018 - N°07 - ISSN 2265-4585 - N° de commission paritaire : 0919 G 93466.

Un an...

Peinant à écrire cet éditorial de septembre en plein mois de juillet, je laisse filer les jours, juste le temps d'être frappé par ceci – qu'on a beau savoir mais qu'on oublie : le matraquage médiatique autour d'un thème a tôt fait de laisser place à un nouveau matraquage autour d'un nouveau thème et, quelques mois plus tard, quelques semaines plus tard, on en a presque perdu jusqu'au souvenir. Il y a quelques jours encore, on ne parlait que coupe du monde ; voici qu'à l'heure où j'écris ces lignes, on ne parle plus que d'Alexandre Benalla et la coupe du monde paraît déjà appartenir à un monde très lointain. Ce parfait inconnu il y a quelques jours est sur les lèvres de tous les plateaux à présent et le phénomène invasif redouble avec les chaînes d'information en continu et leurs bandeaux qui passent et repassent sur vous, imprimant votre rétine et la réimprimant. Se rappellera-t-on son nom à la rentrée ? Sa présence aujourd'hui est telle – et les faits évoqués sont par ailleurs très graves – qu'on serait facilement affirmatif mais est-ce bien raisonnable ? Je ne sais quelle ampleur cette affaire est appelée à prendre mais prenez le cas extrême des terroristes qui ont frappé la France – extrême gravité des actes et extrême couverture médiatique : on se rappelle encore le nom de Mohammed Merah, des frères Kouachi – du moins ne pourrai-je l'oublier pour ma part, en raison de cette collante homophonie – mais il est déjà difficile de se rappeler celui de ceux qui ont suivi...

« Le matraquage médiatique autour d'un thème a tôt fait de laisser place à un nouveau matraquage autour d'un nouveau thème et, quelques mois plus tard, quelques semaines plus tard, on en a presque perdu jusqu'au souvenir. »

J'avais déjà été saisi de cet étrange sentiment en lisant le bel et stimulant livre de Claude Mazauric, *Au bord du gouffre*, dans lequel l'historien livre sa chronique, au jour le jour. Lisez-le et vous verrez – entre mille choses fort intéressantes : vous avez déjà oublié la plupart des événements rapportés. Plus exactement, vous vous direz sans doute : ah oui, c'est vrai, il y a eu ceci, et cela. Vous n'aviez pas vraiment oublié, à la manière dont vous avez oublié ce que vous faisiez le 15 avril 1992 à 14 heures (ça, il ne ►►

►► vous en reste, vraiment, aucun souvenir] : mais ça vous était, comme dit étrangement la formule, *complètement sorti de la tête*. À présent qu'un document vous y confronte, ça vous revient mais ce qui me frappe, c'est que vous revient aussi qu'à l'époque, on ne parlait que de ça, que vous en avez parlé vous-même et puis, aujourd'hui, il n'en demeure en votre esprit rien ou ce presque rien qu'est l'imperceptible trace. Presque comme un bloc de pierre qu'on martèlerait un jour pour lui donner une forme et qui se tiendrait là dans son évidence, face à vous ; et puis le lendemain, nouveau martèlement et une forme nouvelle serait devant vous, avec la même évidence invasive et incontournable mais dans laquelle rien – presque rien – ne subsisterait de la forme précédente. Et ainsi de suite, de jour en jour, de martèlement en martèlement. Comment ne pas penser, en tirant un peu la métaphore, à ces noms d'empereurs *gravés* (voyez la force du mot : gravés dans le marbre, gravés pour l'éternité, etc.) qu'on *martelait* lorsque le Sénat avait décidé leur *damnatio memoriae* (condamnation de la mémoire visant l'effacement). N'y a-t-il pas quelque chose de ce processus accéléré dans notre vie médiatique et publique : une gravure avec cette impression que ce qui est gravé ce jour est destiné à durer (tant tout le monde ne parle que de ça) et, très vite, un martèlement qui efface presque tout de ce qui avait été gravé... ?

« Écrire une revue bimestrielle et, tout autant, lire une revue bimestrielle, c'est s'arracher à cette obsession de la quotidienneté pour tâcher de penser au-delà, de construire au-delà. »

Me prenant à penser à nouveau à ceci, je me suis demandé si je ne tenais pas là quelque chose pour le présent éditorial. Non qu'il faille rejeter comme insignifiants les combats qui s'inscrivent dans ces étranges quotidiens sitôt gravés que martelés – il en reste bien quelque chose et c'est une modalité de la vie publique qui compte fort – mais le fond des choses, le durable, le long cours, le structurel : quelle est sa place si la totalité est dévorée par le si périssable événement du jour ? Non, décidément, le révolutionnaire coupé de la chronique des jours serait un étrange et impuissant mystique coupé de ses contemporains mais le révolutionnaire pleinement immergé dans le spectacle de cette étrange gravure serait bien incapable de contribuer à changer le – sale – cours des choses. Alors, oui, chères lectrices, chers lecteurs, il faut donner de la force à votre revue bimestrielle, *Cause commune* qui fête son tout premier anniversaire et s'inscrit dans une autre temporalité.

Quelle étrange chose qu'une revue bimestrielle à notre époque... J'écris en juillet pour septembre, et encore est-ce là un privilège car la plupart des articles que vous allez lire dans ce numéro ont été rédigés en juin si ce n'est en mai. Cet exercice assez peu

courant en politique nous oblige à tenter de répondre à cette question singulière et précieuse : qu'est-ce qui vaudra, politiquement, la peine d'être dit, d'être lu dans deux mois, dans trois mois ? Écrire une revue bimestrielle et, tout autant, lire une revue bimestrielle, c'est s'arracher à cette obsession de la quotidienneté pour tâcher de penser au-delà, de construire au-delà. Est-il besoin d'écrire ceci – qui sera assurément toujours d'actualité dans deux mois, dans trois mois et sans doute quelques autres mois encore... – : nous en avons grand besoin. Être dans son temps, dans son année, dans son mois, dans son jour, dans son heure : assurément mais non moins, voir loin, mettre en perspective, dépasser l'écume. Le programme est ambitieux. Prétentieux, presque. Mais y en a-t-il d'autre ? C'est avec cette idée en tête – qui dépasse de beaucoup les réalisations, les missions et les possibilités de *Cause commune* – que nous voulons travailler et entrer dans cette nouvelle année d'existence. Nous avons besoin, pour cela, de vous, de votre soutien, de vos critiques, de votre fidélité, de vos abonnements.

« À l'heure des ensorcellements quotidiens où on noue nos esprits à l'obsession du jour puis à celle du lendemain, dans une aliénante concaténation qui réduit l'horizon au passage d'un maillon au suivant, ne devient-il pas urgent de rompre la chaîne des temps ? »

Mais nous voulons aussi franchir une étape nouvelle. En apportant notre concours à l'Université permanente, nous poursuivons ce même objectif en donnant un peu de notre force à cette nécessaire aventure qui commence. Non, pour agir efficacement aujourd'hui et demain, étudier dans cette nouvelle structure le matérialisme, la Révolution française, les crises économiques ou la trajectoire de Louis Aragon ne nous fera pas perdre notre temps. Nous serons si loin des gravures du jour mais il nous faut cet écart pour lever la tête et mieux saisir le burin que les autres manient en nous réduisant parfois au commentaire.

Louis XVIII, pour ouvrir la Restauration, appelait à « renouer la chaîne des temps » pour refermer une bonne fois pour toutes cette funeste parenthèse révolutionnaire. Projet vain et bientôt vaincu. À l'heure des ensorcellements quotidiens où on noue nos esprits à l'obsession du jour puis à celle du lendemain, dans une aliénante concaténation qui réduit l'horizon au passage d'un maillon au suivant, ne devient-il pas urgent de rompre la chaîne des temps ? *Cause commune* n'y suffira pas mais, avec vous, *Cause commune* peut y contribuer substantiellement. ●

Guillaume Roubaud-Quashie, directeur de *Cause commune*.

LÊDO IVO

Lêdo Ivo, né en 1924 au Brésil, dans la ville portuaire de Maceió, est le père d'une œuvre vaste : romans, recueils de poèmes et de nouvelles, essais... *Requiem* est un long et puissant poème en huit parties, inspiré au poète par la perte de sa femme. L'ouvrage s'ouvre sur une épigraphe, le vers énigmatique de Mallarmé, tiré du « Tombeau de Verlaine » : « Un peu profond ruisseau calomnié la mort ». Il fallait l'entendre prononcer le vers, en français, avec son accent des terres lointaines, paraît-il... On a dit tant de choses sur ce vers, à tort et à travers, comme on a dit tant de choses sur la mort. Lêdo Ivo ne glose pas. Il revient simplement sur les bords du ruisseau. La mort ne se dit pas, elle se vit à travers la mort de l'autre. Le livre s'inscrit dans un travail de deuil. *Requiem*, c'est la poésie de l'absence : « Un océan muet m'entoure / blanc comme un linceul. / Et la pluie tombe et lave / les latrines de la mort. » Cette absence amène à la révélation d'une absence plus universelle, qui va à l'encontre de la métaphysique occidentale de l'Être : « Et la vie s'évapore / dans un

ciel qui n'abrite aucun dieu » et « La mort seule enseigne que les anges n'existent pas. » L'aimée va rejoindre le non-lieu du rêve. Il n'y a rien, rien qu'une nuit « pure et vide ». La mort simple, peu profonde, Mallarmé nous le disait déjà. Il n'y a rien ; que le lieu, l'« Aqui » qui ouvre le poème, l'« ici » de l'être-là-seul du poète, qu'il peuple comme il peut de ses mots et d'évocations concrètes et touchantes. Cette simplicité, c'est aussi celle de la poésie. Je ne sais pas si les mots du poète sont faciles à traduire, si le *traduttore* se fit davantage *traditore*, mais le travail de Philippe Chéron me semble remarquable : le vers coule avec aisance, naturel et sincérité. Tout semble si simple, si tendre ! L'évocation des rues, de la nature, de la vie quotidienne, des gens, tout est source d'une profonde émotion. Lêdo Ivo parvient à renouveler des images tombées dans l'eau de rose empoisonnée : « Et j'ai toujours aimé l'amour, qui est comme les artichauts / quelque chose que l'on effeuille, qui dissimule / un cœur vert impossible à effeuiller. » Le poème passe et repasse entre la strophe longue, espèce

de laisse élégiaque, et le tercet plus propre aux invocations, au ressassement de l'anaphore...

Si la mort est simple, le deuil n'en est pas moins douloureux. Et difficile. Le poète recherche partout, dans toutes les réalités, sa bien-aimée. Voyage, errance, vagabondage... il constate que c'est grâce à sa femme qui a été « un homme parmi les hommes ». Maintenant, il observe ses semblables avec étonnement. Il ne reconnaît plus la « rumeur du monde », il s'efforce de la saisir, mais elle lui demeure étrangère. Que reste-t-il à faire ? Reprendre son souffle avant d'envisager sa propre finitude. Lêdo Ivo est mort le 23 décembre 2012, à Séville, loin de sa patrie. Le poème prend alors une dimension nouvelle. Je suis ému, et changé, aussi. Aujourd'hui je n'ai plus la force de faire de l'humour noir : un *Requiem* peut en cacher un autre... Lêdo Ivo nous laisse un grand poème. Venez, laissez la calomnie et approchez du ruisseau clair. ●

Victor Blanc

La mer avance comme une épée.
Pour cette traversée je n'emporte rien
à l'exception de ce qui est resté de moi,
les débris prouvant mon naufrage.
J'ai marché au milieu de la foule. J'ai entendu la rumeur
du monde
dans la voix du démagogue, dans le reggae retentissant,
dans le cri du vendeur ambulancier, dans les turbines
d'un jet, dans l'imprécation des pauvres impatientes à
l'arrêt du bus, dans le murmure amoureux qui éclaire
les ténèbres, dans la pluie fulgurante.
J'ai discuté avec la pierre et j'ai connu
son silence et son épaisseur ; et un arbre d'écume
a fleuri pour moi dans le matin lumineux.
J'ai vu le vent souffler sur les terres inondées
et enlacer la misère du monde.
Tel un bûcheron, j'ai enfermé mon jour et attendu
la nuit.
Elle est venue aveugler le fil de la hache inclinée contre
le mur,
et les bûches se sont trouvées stockées sous l'abri

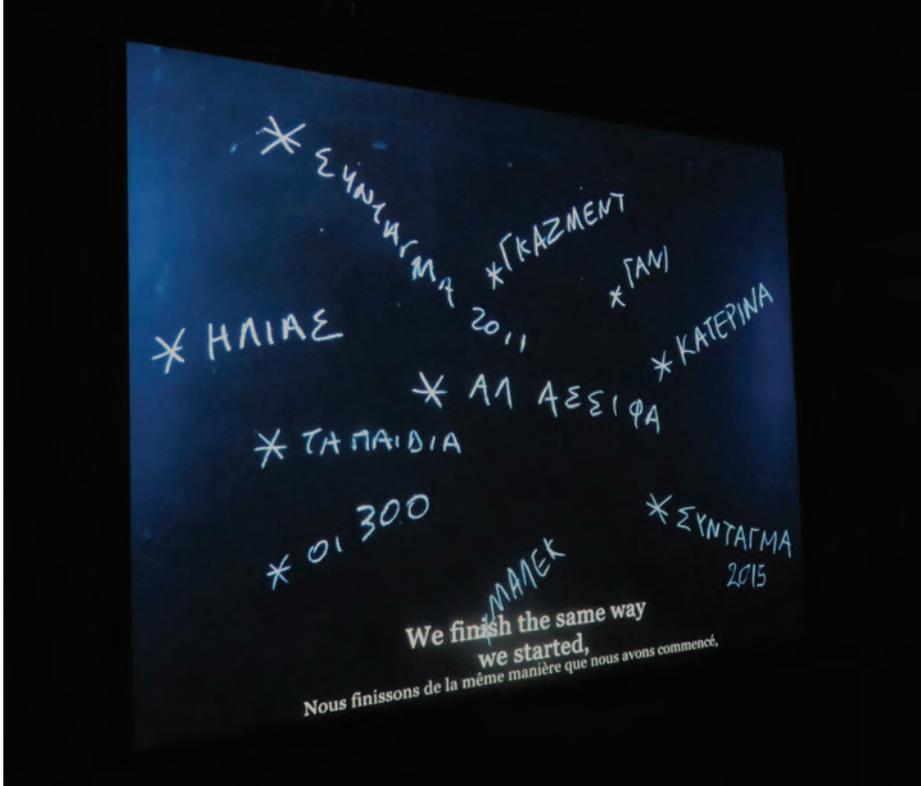
jusqu'à devenir cendre odorante.
J'ai vu le cheval boiteux descendre la colline et hennir
à la lumière des étoiles.
J'ai tenté d'ouvrir la porte qui est toujours fermée.
J'ai traversé les ponts des grandes villes,
respiré l'amour et bu l'univers,
et j'ai revu la mer, substantielle comme le vin et le pain.

J'ai été un homme parmi les hommes, un regard parmi
les regards,
et à présent je suis seul.
J'ai toujours été amour dans le lit mémorable
et aujourd'hui ma main errante ne trouve que
les ténèbres
là où se trouvait le corps bien-aimé.
Un océan muet m'entoure
blanc comme un linceul.
Et la pluie tombe et lave
les latrines de la mort.

Lêdo Ivo, *Requiem*, 2008, traduit par Philippe Chéron

Bouchra Khalili

Émouvants mouvements



The Tempest Society (2017), vidéo (détail), Bouchra Khalili, *Blackboard*, rétrospective de son œuvre, du 05 juin au 23 septembre 2018 - Galerie nationale du Jeu de Paume, Paris.

Quand arrête-t-on d'être un étranger ? Cette question existentielle est au centre de la dernière vidéo *The Tempest Society* (2017) de l'artiste franco-marocaine Bouchra Khalili, présentée pour la première fois l'année dernière à la documenta 14 de Cassel.

Dans une usine désaffectée, trois Athéniens venus d'horizons différents, à qui l'appartenance citoyenne est déniée, se proposent d'analyser la situation actuelle de l'immigration en Grèce. Ils évoquent leur parcours et les moyens qu'ils ont déployés pour tenter de supporter leur condition permanente d'étranger et les difficultés rencontrées devant l'appareil administratif d'État. Tissant un lien entre les pièces oubliées d'*Al Assifa* (la tempête, en arabe), une troupe de théâtre active dans les années 1970 à Paris qui dénonçait le racisme ambiant dans la société française,

et le contexte actuel en mer Méditerranée, l'artiste accompagne ces acteurs vers l'élaboration d'une stratégie de résilience où la libération de leur parole est théâtralisée. Par sa rencontre avec les autres, le récit d'une épopée singulière est transcendé en véritable odyssee collective. Pour Bouchra Khalili, ce sont ces récents flux de populations qui forment des constellations : chaque étoile symbolisant une étape de ces douloureux périple. Les installations multimédia de Bouchra Khalili rendent hommage à une multitude d'histoires passées sous silence par la pensée dominante dans une perspective de décolonisation de nos modes de pensée et de nos pratiques.

Élodie Lebeau

Rendez-vous à l'Université permanente, projet accessible et exigeant d'éducation populaire

Florian Gulli, philosophe, dirige l'Université permanente qui porte l'ambition d'ouvrir un nouvel espace de diffusion des pensées progressistes. Pour *Cause commune*, il présente la démarche et expose ses objectifs avant d'inviter à la soirée de lancement vendredi 28 septembre.

— PROPOS RECUEILLIS PAR **LÉO PURQUETTE** —



Vous dirigerez l'Université permanente dont Cause Commune et d'autres structures sont partenaires. De quoi s'agit-il ?

L'Université permanente, ce sera, tout au long de l'année, quatre grands cycles composés de neuf séances chacun. Chaque mardi soir, ou presque, à partir du 9 octobre, elle proposera une conférence d'une heure environ. Le principe est simple : à chaque semaine son cycle. Le premier mardi du mois, c'est philosophie ; le second, place aux lettres ; le troisième, voici l'histoire ; le quatrième, l'économie ferme le bal.

Les séances auront lieu à Paris, place du Colonel-Fabien, dans ce magnifique espace Niemeyer. Elles seront simultanément retransmises sur les réseaux sociaux. Passé le temps du direct, une chaîne « Youtube » accueillera les confé-

rences. Dans tous les cas, sur place ou par voie numérique, il sera possible de poser des questions aux intervenants car c'est bien cette rencontre, ces échanges que nous recherchons.

L'Université permanente s'inscrit dans un projet plus large d'éducation populaire. Non pas des savoirs diffusés d'en

haut, mais des savoirs mis à disposition du plus grand nombre avec lesquels entamer un dialogue. Deux contraintes donc : un discours accessible et en même temps exigeant d'un point de vue intellectuel. Pour ce faire, nous avons bénéficié de l'aide très précieuse de personnalités parmi les plus compétentes dans leur domaine.

Le cours de Littérature portera sur Aragon et sa structure a été élaborée sur les conseils d'Olivier Barbarant, inspecteur général de l'Éducation nationale et doyen du groupe Lettres, qui a dirigé l'édition des œuvres d'Aragon dans la Bibliothèque de la Pléiade (Gallimard). Le cours d'histoire sera consacré à la Révolution française. Claude Mazauric, grand historien de la Révolution française et professeur émérite des universités, que les lecteurs de *Cause commune* connaissent bien, a participé à l'élaboration du programme avec Côte

« Nous voulons ouvrir un autre espace pour accueillir des pensées construites et progressistes. »

Université permanente

**36 CONFÉRENCES
TOUS LES MARDIS
SOIR À PARTIR DU
9 OCTOBRE 2018**

À L'ESPACE NIEMEYER,
2, PLACE DU COLONEL-
FABIEN 75019 PARIS
ET SUR LA CHAÎNE YOUTUBE
@UNIVPERMANENTE
DÈS LE MERCREDI

LITTÉRATURE : **ARAGON** / HISTOIRE : **RÉVOLUTION FRANÇAISE**
PHILOSOPHIE : **MATÉRIALISME** / ÉCONOMIE : **LES CRISES**

Cause commune 

Simien, jeune agrégé et docteur, de sorte que se mêleront, dans ce qui se veut un cycle grand public, les recherches les plus classiques et les plus récentes pour proposer une synthèse accessible, exigeante et intégrant les apports les plus neufs de l'historiographie. Le cours de philosophie, sur le matérialisme, se terminera par une interview d'Olivier Bloch, grand spécialiste du sujet – dont il synthétisa les enjeux dans un « Que sais-je ? » (PUF) qui fit date –, professeur émérite à l'université Paris-1 Panthéon-Sorbonne et fondateur du Centre d'histoire des systèmes de pensée moderne.

Là encore, les profils mêleront les générations poursuivant ce même objectif. Dernier cours, celui d'économie, qui abordera la question des crises, conçu par notre ami Constantin Lopez, jeune agrégé et doctorant au Centre d'économie de la Sorbonne, en lien avec des économistes très confirmés.

Je tiens, avec Lorraine Finkl, avec qui je dirige l'Université permanente, à remercier tous les intervenants qui vont nous proposer une année vraiment très riche. Il faudrait aussi évoquer toutes les structures qui apportent leur soutien pour la réussite de cette initiative comme la Fon-

dation Gabriel-Péri, la Maison Aragon-Triolet pour le cycle Aragon et bien d'autres que nous ne pouvons encore nommer avec assurance à l'heure où ces lignes sont écrites mais qui seront, sans nul doute, avec nous, à la rentrée.

En quoi cette Université permanente diffère de l'actuel système de formation du PCF

L'Université permanente ne relève pas du secteur formation du PCF. Les communistes y trouveront, pour sûr, une matière précieuse mais notre vocation profonde est de nous adresser *très largement* à ce public curieux, intéressé par des questions politiques, théoriques et culturelles, et auquel ne suffisent pas Stéphane Bern, Alain Finkielkraut ou François Lenglet. Franchement, notre époque est particulièrement paradoxale sur ce plan : avec la multiplicité des chaînes de télévision, de radio, avec l'immense océan d'Internet, on a l'impression d'avoir accès à à peu près tout. Pourtant, on est écrasé par l'idéologie dominante et ses quelques poignées d'« experts » qu'on trouve partout, quoiqu'ils soient souvent bien courts et, à tout le moins, unilatéraux.

Nous voulons ouvrir un autre espace pour accueillir des pensées construites et progressistes. La demande existe. Il y a tout ce tissu très vivant des universités populaires, des Pyrénées-Orientales à l'Université nouvelle du Bas-Rhin en passant par Gennevilliers ou ces ►►



► « mardis des Révolutions » du 18^e arrondissement de Paris. Des partenariats ne seraient d'ailleurs pas absurdes. Au-delà, dans un registre d'apparence différente, regardez le succès qu'ont pu avoir à Paris les débats de fond quand la place de la République était le siège

« Cette volonté d'avoir un autre point de vue, signe d'une distance avec les discours dominants, est tout sauf microscopique. »

vivant de Nuit debout, avec ses répliques dans bien des villes de France. Regardez l'écho des youtubers qui proposent des exposés didactiques de ce type. Mesurez l'affluence au Forum Marx organisé par *L'Humanité* et Marx 2018!

Pour autant, je crois que cette demande, si légitimement forte, ne trouve pas encore là à s'épuiser. Il y a de la place et de la légitimité pour notre Université permanente. Car, pour le dire en deux mots, ce qui pouvait hier nourrir une perspective progressiste prenant au sérieux les apports de Marx, s'est vu si largement relégué, dans notre société, au second, voire au troisième plan, du fait de l'offensive idéologique du libéralisme à partir des années 1980 que nous ne serons pas de trop pour animer cette si nécessaire contre-offensive.

On sait aussi les difficultés de mobilisation parfois rencontrées ?

Détrompez-vous. La Coopérative des idées, en Seine-Saint-Denis ne désemplit pas, pas plus que l'Université populaire de l'Aube. Quand on propose des contenus clairs et de qualité et qu'on le fait savoir, l'affluence est au rendez-vous : savez-vous qu'à Bobigny, Bernard Vasseur a rassemblé pour trois séances exigeantes sur Marx – qui sont devenues un livre fort utile – plusieurs centaines de personnes et des milliers de vues *via* les réseaux sociaux ?

Alors, oui, bien sûr, on ne peut pas vraiment dire que notre société encourage

cette recherche de savoirs car elle porte déjà une sorte de rupture avec ce qu'on nous propose d'ordinaire. Oui, la vie quotidienne se charge souvent de décourager tout cela aussi : la fatigue du travail, s'occuper de sa famille, un temps de transport trop long, la place d'autres activités aussi... Mais cette volonté d'avoir un autre point de vue, signe d'une distance avec les discours dominants, est tout sauf microscopique.

J'ajoute que deux choses ici pourraient faciliter les choses. Le programme annuel permet d'avoir une vue globale des cours et de pouvoir anticiper longtemps à l'avance. La diffusion sur youtube et les podcasts des émissions apportent aussi de la souplesse. Les Franciliens pourront assister à la séance parisienne mais tous, où qu'ils habitent, pourront aussi, l'écouter ou la regarder chez eux, à d'autres moments, en voiture, dans les transports en commun, etc.

Le mouvement ouvrier a formé par le passé des générations de militants issus des couches populaires. L'Université permanente vise-t-elle à renouer avec cette tradition ?

C'est évidemment en partie dans cette

tradition que l'Université permanente s'inscrit, même si, je le redis, l'Université permanente n'a pas vocation à s'adresser à un public seulement militant.

Mais, pour répondre à votre question, l'une des images que l'on retient souvent du PCF, c'est justement son rapport à la connaissance et sa volonté de la diffuser. On sait parfois, même hors de ses rangs, qu'il existait naguère des « écoles » du parti. Lequel de vos lecteurs n'a pas rencontré de militants communistes férus d'histoire ou de philosophie quoique la vie ne les ait pas amenés sur les bancs des facultés où on enseigne ces disciplines ? N'idéalisons pas, mais ne nions pas que cela existe. Ce lien entre politique et savoir renvoie à une idée profonde : « la lutte des classes passe d'abord par la lutte des idées », pour reprendre une formule de Lucien Sève. La politique n'est pas qu'une affaire électorale. Elle n'est pas

L'éducation populaire doit tenir compte de ces transformations historiques. Il ne s'agit pas de donner des prêt-à-penser. Il s'agit de mettre à disposition des savoirs, de provoquer des dialogues

« Ce lien entre politique et savoir renvoie à une idée profonde : « la lutte des classes passe d'abord par la lutte des idées », pour reprendre une formule de Lucien Sève. »

réductible non plus à l'indignation morale ou à la rébellion. Il faut bien sûr pointer partout l'indécence du capitalisme, mais cela n'est pas suffisant. Si l'on ne comprend pas la réalité dans laquelle on vit, on ne pourra pas comprendre l'évolution des rapports de forces, ni bâtir des alternatives.

Alors évidemment, il ne s'agit pas de refaire ce qui se faisait : l'Université ouvrière où enseigna Politzer avant la Seconde Guerre mondiale ou l'Université nouvelle qui prit sa suite à la Libération. On ne se baigne jamais deux fois dans le même fleuve. La société française a évolué, les gens sont mieux formés, le nombre de bacheliers et d'étudiants est incomparablement plus élevé aujourd'hui qu'en 1945 par exemple.

avec des approches théoriques si rarement proposées dans le bouquet médiatique si apparemment ample, de rendre possibles des réappropriations historiques...

La pensée de Marx revient au premier plan du débat d'idées. Quelle place aura-t-elle dans les formations proposées ?

Il est vrai que depuis la crise de 2008, on assiste à un regain d'intérêt pour Marx, notamment dans le champ intellectuel. C'est beaucoup, mais c'est aussi encore trop peu. Par exemple, la conscience du réchauffement climatique ne va presque jamais de pair avec la désignation du capitalisme comme l'une de ses causes essentielles. Les

LES SÉANCES DE L'UNIVERSITÉ PERMANENTE
AURONT LIEU LES MARDIS,

à l'espace Niemeyer

(Paris 19^e – place du Colonel-Fabien
métro Colonel-Fabien; Ligne 2)

SOIRÉE DE LANCEMENT
DÉBAT ET CONCERT
VENDREDI 28 SEPTEMBRE

RETROUVEZ LE PROGRAMME P. 88

communistes s'emploient à populariser davantage ces analyses.

Pour ce qui est de l'Université permanente, elle ne consacrera pas, cette année, de cycle à la pensée de Marx. Peut-être sera-t-il au programme de l'une des prochaines années. Néanmoins, il hantera assurément bien des séances. Le cours d'économie, bien entendu, sera l'occasion de mettre en lumière ses grilles d'analyse pour penser les crises. Entendons-nous : il ne s'agit pas tant de revenir à Marx comme à un texte sacré que de prolonger son effort intellectuel pour décrypter notre présent. Marx sera présent en tant que tel dans le cours de philosophie sur le matérialisme. Marx lui-même, mais aussi ceux qui ont pu l'inspirer, tout comme ceux qui l'ont utilisé par la suite. Enfin, le choix de la Révolution française comme thème du cours d'histoire n'est pas anodin. Il ne saurait se ramener étroitement à Marx mais on sait que Marx lui-même a longtemps médité cet événement fondateur. Bref, le nom de Marx n'est pas dans le programme mais, en cette année bicentenaire de sa naissance, son spectre sera parmi nous... Rendez-vous le vendredi 28 septembre pour la soirée de lancement et dès le mardi 9 octobre pour la première séance de l'année, séance de philosophie consacrée au matérialisme antique. ●

DÉVERROUILLER LE MOUVEMENT POPULAIRE

Identifier les verrous, forger les clés

PAR **DAVY CASTEL***

Dans une situation historique donnée – qu'on soit sur les pentes du Vésuve dans les années 70 avant notre ère, dans la Beauce au XVII^e siècle, à Lomé aujourd'hui ou à Bonneuil-sur-Marne –, inscrite dans une société de classe en un moment qui n'est pas révolutionnaire, les classes laborieuses sont au travail et ne semblent pas envisager de rompre leurs chaînes. Pourquoi ? Prise à l'échelle de chaque individu, cette question trouve mille et une réponses. Prise à l'échelle d'une société, cette question trouve sans doute quatre, cinq, six grandes et structurantes réponses. Celles-ci ne sont ni absolues ni éternelles et il appartient sans doute aux révolutionnaires de se poser la question de leur identification.

POURQUOI DES MILLIONS DE FRANÇAIS RESTENT-ILS À L'ÉCART DES MOBILISATIONS ?

On a lu, ici et là, certaines et certains écrire, avec un arrière-goût de reproche : les Champs-Élysées étaient pleins pour la victoire de la France à la coupe du monde de football, mais ils ne l'étaient

pas pour défendre la SNCF, les retraites, l'ISF... On peut bien sûr se lamenter, voire mépriser le bas peuple qui ne perçoit pas les voies de sa libération mais le révolutionnaire peut-il se contenter de cela ? Pour chaque situation historique donnée, mêlant éléments objectifs – qui existent, indépendamment de la conscience qu'en ont tel et tel : une crise économique, une révolution technologique, le vieillissement d'un appareil productif, des intérêts contradictoires au sein de segments de la classe dominante, etc. – et éléments subjectifs – ce que tel ou tel croit, espère, redoute, imagine possible ou non, etc. –, ne gagne-t-il pas à tenter de cartographier les belles vallées propices aux assauts et les chaînes montagneuses ? Qu'est-ce qui est possible, qu'est-ce qui ne l'est pas ? Quelles sont les forces de l'adversaire, comme ses faiblesses ? Quelles sont les opportunités objectives qui se présentent et s'annoncent ? Qu'est-ce qui unit les nôtres et qu'est-ce qui les divise ? Qu'est-ce qui les motive, qu'est-ce qui les retient ?

Évidemment, nous ne vous proposerons pas, dans ce dossier, de répondre à toutes ces ques-

tions. Nous en visons une en particulier ; et pour qui croit que l'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes, elle compte fort : qu'est-ce qui fait verrou au déploiement progressiste et offensif du mouvement populaire ? Pour le dire autrement, pourquoi des millions de Français restent-ils à l'écart des mobilisations ? Pour quelles raisons aujourd'hui les disciples de Mme Thatcher semblent imposer leurs lois sans

« On peut bien sûr se lamenter, voire mépriser le bas peuple qui ne perçoit pas les voies de sa libération mais le révolutionnaire peut-il se contenter de cela ? »

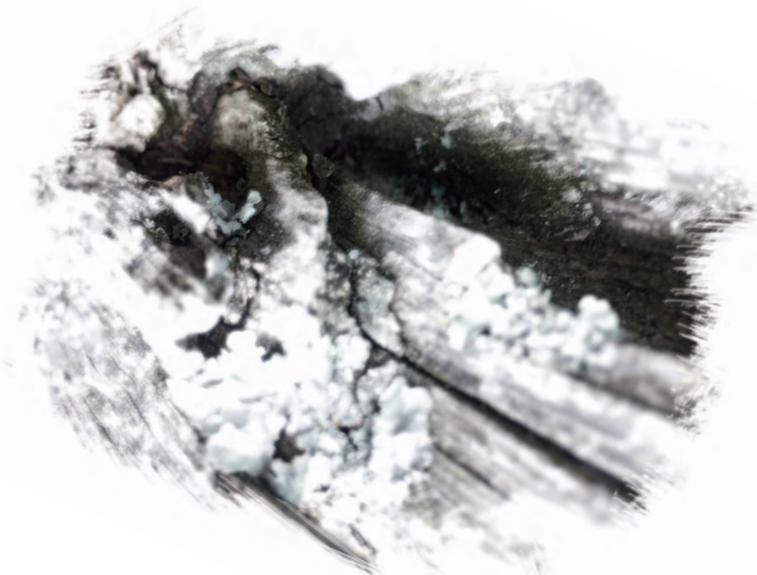
trop de difficultés, en s'enfonçant presque comme dans du beurre ? Que l'extrême droite, les communautaristes, les intégristes prospèrent ? Que les mouvements émancipateurs divers semblent marquer le pas, ne parviennent pas à s'unir, ni à remporter des victoires significatives ? Quels sont donc les verrous auxquels ils se heurtent ? Et quelles sont les clés pour les ouvrir ? Immense questionnement qu'il est indispensable de commencer à traiter si l'on souhaite faire bouger ce vieux monde.

RETROUVER L'ESPOIR

Pour cela, nous centrerons dans ce dossier notre analyse sur un certain nombre de verrous : la présence d'un certain fatalisme parmi nos concitoyens, qu'ils soient « engagés » ou non, l'individualisme, le sentiment d'impuissance à agir dans une société mondialisée ou les décisions semblent échapper au pouvoir des peuples, mais aussi notre insuffisante capacité à générer l'unité, à dépasser les divisions, souvent discutables, comme celle par exemple entre « le public » et « le privé », à retrouver l'espoir et à le faire partager, à redonner de la vigueur à la valeur ô combien structurante de l'égalité, à susciter l'engagement, l'implication, à éviter la déresponsabilisation et la passivité. Également, pour identifier des réponses possibles à cette tentaculaire question, il faut prendre le

temps d'écouter ce qu'en disent nos concitoyens. Pour cela, nous avons procédé de deux façons différentes. D'abord, nous avons posé la question à un échantillon, bien sûr non représentatif mais suffisamment hétérogène pour être instructif, de personnes rencontrées çà et là, de manifs en marchés. Les réponses obtenues, souvent en adéquation avec nos analyses mais pas toujours, sont dans tous les cas riches de sens pour nourrir ces dernières. Ensuite, nous nous sommes plongés dans les enquêtes d'opinion, récentes et plus anciennes, pour tenter de capter l'évolution de cette opinion et de la comprendre. Si, bien sûr, ces enquêtes – et la notion d'opinion publique elle-même – sont à prendre avec toutes les précautions nécessaires, il n'en reste pas moins qu'elles fournissent de précieux éléments de réponse à la question qui nous occupe ici. Vous l'aurez compris, il ne s'agit pas seulement de faire une belle cartographie des principaux problèmes ; il s'agit dans le même mouvement de réfléchir aux clés – tournevis ou bazookas... – qui permettent d'ouvrir ces verrous. C'est à cet exercice gigantesque que le présent dossier apporte quelques petites pierres, non pas pour clore le sujet mais pour en donner à voir, comme un apéritif, le potentiel enjeu. ■

*Davy Castel est rédacteur en chef de *Cause commune*. Il a coordonné ce dossier.



Micro-trottoir de printemps

« Le football est un sport qui se joue à onze contre onze et, à la fin, c'est l'Allemagne qui gagne. (Enfin, pas cette fois !)

La politique est un sport qui se joue à 65 millions (en France), à 7 milliards (dans le monde), contre quelques-uns et, à la fin, ce sont les capitalistes qui gagnent. (Mais peut-être pas pour toujours ?) Pourquoi et que faire ? »

Nous avons posé la question à des gens variés, militants ou non. Les âges sont approximatifs, les prénoms parfois fantaisistes. Sans être totalement représentatif, cet échantillon est révélateur de ce qui trotte dans les têtes.

Rochefort-sur-Mer, 19 avril, à la manifestation

PAUL, 20 ans, journaliste vacataire

Les modes de communication ont été révolutionnés, ils cimentent et fixent les choses. Macron est bien plus fort et plus malin que les autres dans cet exercice, il maîtrise parfaitement le double discours. D'autre part, sur le fond, on a trop pris l'habitude de s'adapter au jour le jour, surtout les jeunes, il y a un problème générationnel, notamment avec le travail, on a fini par se dire : « De toute façon, ça va le faire, et sinon on trouvera bien une solution ».

MARTINE, 50 ans, CGT énergie

Tout le monde a les mêmes aspirations et revendications, mais il y a une division chez les travailleurs. Le syndicalisme d'accompagnement prend chez certains, parce que la société a évolué : le salariat est moins ouvrier, davantage maîtrise et cadres, donc il y a des sensibilités un peu différentes. L'individu a pris le dessus sur le collectif, la CFDT et la CGC ont axé leur ligne là-dessus. Les partis politiques sont très peu présents à Rochefort, nous n'avons pas de liens avec eux, c'est dommage au vu de tous les enjeux sociétaux qui existent.

MONIQUE, 70 ans, FSU

C'est surtout que les gens ont peur : dans le privé, c'est très dur de mobiliser ; à Rochefort, le chômage doit être de 20-25 %. Il y avait beaucoup plus de monde à la manif des retraités le mois dernier.

SÉBASTIEN, 30 ans, chômeur diplômé

Il y a trois raisons. 1) Les gens sont tous divisés : à l'hôpital, il y a grève, mais ils ont décidé de manifester le 21 plutôt qu'aujourd'hui ; en plus, les syndicats sont divisés entre eux. 2) Les gens ont du pain et des jeux, les Romains avaient déjà compris que c'est comme ça qu'on les tient. 3) Les médias assènent : la grève s'essouffle, Macron dit : je ne changerai pas.

Pourquoi beaucoup de gens se laissent-ils influencer ainsi ? D'abord, la peur de perdre son emploi, et surtout d'être rejeté de tout, traité de « marginal » (ce mot est péjoratif, il ne devrait pas l'être, les marges ce n'est pas forcément négatif), alors que c'est le système qui est obsolète. Pourquoi la situation est-elle différente de celle de mai 68 ? Cela vient de notre éducation, on nous apprend à ne plus parler, si on se rebelle on est immédiatement réprimé. Les gens sont brisés par la vie, ils se sentent incapables, par peur de l'échec ils ne vont même pas essayer : j'en vois des dizaines autour de moi qui auraient envie de faire des choses, par exemple de voyager, et qui ont peur, même quand il ne peut rien leur arriver. C'est l'argent qui est le maître, on considère que les gens n'ont pas à être heureux, alors qu'un employé heureux est plus productif ! Il ne s'agit plus de soigner, mais de vendre des traitements.

Quelles pistes pour en sortir ? La connaissance ! On essaie d'abrutir le peuple, de faire qu'il ne lise plus. Je suis dégoûté du système éducatif ; le niveau du bac aujourd'hui, c'est celui du brevet d'il y a quarante ans. Les partis politiques ? C'est toujours divisé, ils sont menés par des professionnels de la politique qui n'ont jamais été dans la merde, les gens intègres ça n'existe plus guère, même s'il en reste quelques-uns. Je ne me vois pas m'engager là-dedans, c'est trop orienté sur l'immédiat, j'ai une vision plus globale.

FRÉDÉRIC, 40 ans, CGT

Ce qui retient les gens, c'est la peur de perdre le peu qu'ils ont. En plus, il y a la division : dans une boîte comme la mienne, filiale d'Airbus, il y a autant de sous-traitants que d'inscrits, tous ont un statut différent à l'intérieur de la même entreprise, donc des revendications différentes. Il y a aussi la peur des sanctions et la pression de l'employeur. Enfin, la fatalité, on nous dit partout : « ça ne sert à rien de faire grève, de manifester, de toute façon ils imposeront leur truc ».

Lyon, 1^{er} mai, à la manifestation

PHILIPPE, 45 ans, dirigeant d'entreprise

Les gens sont repliés sur leurs problèmes quotidiens. Il y a une perte de repères, en matière de valeurs, de philosophie. On ne donne plus aux gens le temps de réfléchir, de savoir comment ils voudraient vivre. Ils n'ont plus confiance en ceux qui sont censés les conduire ; ceux-ci leur ont fait croire qu'ils les écoutaient, mais n'ont jamais tenu aucun compte de leurs idées et de leurs avis. Cette méfiance englobe les partis politiques de gauche et les syndicats.

STÉPHANE, 35 ans, cadre municipal

C'est aussi notre faute, on manque d'ouverture, on s'adresse toujours aux mêmes, donc on laisse de côté de nombreuses compétences et bonnes volontés. On reste souvent crispés sur des questions annexes. Il faut aussi être à l'affût

des revendications nouvelles et non pas rester à la traîne et se contenter de s'y rallier du bout des lèvres.

Vaulx-en-Velin, 5 mai, marché du Mas du Taureau

MARIE-FRANCE, 65 ans

Macron arrive quand même à faire partager sa vision de la société. Pour être audible, il faut qu'on reparte du local, du concret, qu'on recrée des solidarités, qu'on fasse du porte-à-porte au lieu de regarder les gens de loin.

LUCAS, 25 ans

Les jeunes n'ont plus confiance dans les structures politiques traditionnelles, d'où l'indifférence ou la radicalisation.

DANIELLE, 50 ans

Mon fils a voulu s'engager à 16 ans, maintenant il en a 26, c'est fini, il dit : « dans la boîte, c'est chacun pour sa gueule, alors je fais pareil. » Le manque d'unité à gauche est d'abord dû aux ego des dirigeants, nationalement et même localement, les gens ne peuvent pas comprendre que FI et PCF ne s'entendent pas. On dirait qu'ils préfèrent se neutraliser plutôt que de s'unir contre Macron et les patrons. Les différences de positions sur ceci ou cela, sur le style d'actions, cela pourrait déboucher sur une amélioration de tous, si on le voulait.

LAURENT, 35 ans, En Marche

Macron s'impose parce qu'il a trouvé un nouveau modèle. Dans la préparation de la présidentielle, j'ai eu la possibilité de dire ce que j'avais à dire, de travailler en groupe sur des thématiques qui nous concernent, pour élaborer le programme. Je ne suis pas d'accord avec tout (par exemple avec le bombardement de la Syrie), mais je m'y retrouve sur les aspects économiques, je trouve qu'on peut être libéral et social, solidaire, c'est le marché qui régule.

MOHAMMED, 60 ans

Je ne sais ni lire ni écrire, j'ai fait tous les métiers (ménage, terrassement, etc.). Il y a trop ►►

► d'oppositions entre les gens. Avant, si t'avais pas d'argent, tu pouvais aller manger avec les autres. Maintenant, si ton voisin est en train de mourir, tu t'en fous. Dans une usine, on n'est solidaire que si on se connaît (par exemple de la même région, de la même culture), sinon...

Lyon, 5 mai, à « La Fête à Macron »

FLORENT, 20 ans, élève ingénieur

On n'est pas unis, parce que chacun veut tirer la couverture à soi. Mais il y a aussi des solutions différentes dans les divers partis et syndicats, par exemple sur le lien entre économie et écologie, sur la croissance. L'union naîtra plus facilement dans le combat « contre » que sur des propositions. En face, au contraire, pour le moment, la communication est bien blindée, le double discours est difficile à contrer.

Lyon, courant mai, des lecteurs de bibliothèque

PIERRE, 20-25 ans

On ne peut plus analyser le mouvement de la société en termes de classes. En effet, la situation des gens est trop précaire et trop instable, donc personne ne peut se projeter sur une classe bien définie. On est souvent aussi découragé d'avance parce que tout est devenu trop complexe et qu'il faut dépenser une énergie considérable pour le moindre petit truc le plus élémentaire.

NORA, 20-25 ans

Macron, il est jeune, on le sent donc plus proche de nous et il soutient l'initiative. J'aime aussi Mélenchon, il faut des hommes politiques qui sortent des traditions, puisque les jeunes sont indifférents à la politique.

Lyon, 26 mai, à la « Marée populaire »

ALICIA, 30 ans

La souffrance au travail épuise tellement les gens qu'ils n'ont souvent plus la force de lutter, d'aller aux manifestations, ils préfèrent

rentrer chez eux, se distraire, se vider la tête devant la télé.

JULIEN, 35 ans

L'obstacle principal, c'est l'individualisme. Le pire, c'est la bagnole, c'en est la source principale ; mais plus généralement, on sous-estime les ravages idéologiques de l'*american way of life*, de la consommation effrénée, auxquels les gens se sont habitués et auxquels ils sont poussés quotidiennement par la pub. Malgré quelques prises de conscience (autour du climat, des ZAD, etc.), les partis de gauche et les syndicats sont un peu désarmés face à cela.

SAM, 30 ans

Les partis de gauche et les syndicats préfèrent les alliances électorales, les négociations, à la véritable lutte des classes, à la vie concrète dans les quartiers populaires. Alors que ce qui gêne vraiment le gouvernement aujourd'hui ce sont les grèves ! Regarde ici, il y a surtout des petits groupes militants, des gens qui se connaissent déjà : à 95 % ce ne sont pas les ouvriers, les paysans et les chômeurs, c'est chez eux qu'il faut aller.

THIERRY, 30 ans

Les syndicats, la plupart des partis se contentent de se battre contre, il faudrait davantage d'imagination et se battre pour quelque chose. Ce sont des machines à perdre, ça fait des dizaines d'années qu'ils disent à peu près pareil et qu'ils déclinent, il serait temps de le reconnaître. Je milite dans mon syndicat (SUD), mais j'aimerais des initiatives qui sortent un peu plus de l'ordinaire, il y a de bonnes vidéos, on ne les utilise pas assez.

Lille, 24 juin, Marché de Wazemmes

ELISSAR, (27 ans)

Macron donne une image rassurante de stabilité. Son élection est la preuve de la « victoire culturelle » de la classe bourgeoise, mieux organisée, au sein même des classes populaires. On a un peu perdu l'idée d'un « monde d'après » enviable, on est juste dans la résistance au coup par coup. Je suis toujours au PCF, mais en retrait, comme « plombée par la lourdeur de l'appareil », par certains discours de

cooptation, ou réformistes, par sa difficulté à capter le dynamisme de la société civile ; les communistes donneraient plutôt l'impression d'un groupe fermé. Macron et Mélenchon, à tort certes, ont réussi à fournir aux gens le sentiment de pouvoir s'exprimer, de peser sur l'orientation du mouvement.

AHMED et ZACHARIE (30 ans)

Il y a eu un tournant depuis Chirac. Avant, on écoutait de temps en temps, on reculait. Maintenant ils ne reculent plus. Les gens sont de plus en plus inquiets pour eux, ils ont peur, sont stressés, dans la précarité, et du coup chacun est centré sur ses petits problèmes. C'est toujours les plus pauvres qui prennent. Il y a une concurrence déloyale volontairement organisée au sein de l'Europe, qui bénéficie aux gros (par exemple dans le bâtiment où les très petites entreprises françaises sont mises à mal, pendant que Bouygues rafle tout). On a trop de problèmes, pas la tête à penser à autre chose. « Vous parlez société, nous on pense qu'au pain. »

JACQUES (37 ans, vendeur au marché),

CONSTANCE (50 ans) et YOUSSEF (45 ans).

On est des pions, ils décident de tout là-haut, pour les riches, c'est tout, c'est comme ça, faut subir. Les gros sont forts, ils anticipent, ils vendent bien leur truc, on a du mal à réagir. On a peur, on est découragé à force de ne pas se faire entendre. Le vote ça sert à rien, de toute façon ils sortent tous des mêmes écoles. « Faudrait que plus personne vote, arrêter de participer à leur système ». Les manifs : guère mieux. « Il faut changer la routine, donner un coup de pied dans la fourmilière pour que les gens réagissent. Et envoyer des messages positifs, pour redonner espoir. »

CLÉMENCE, 20 ans

Faut pas dire qu'on nous impose tout, on a de la chance en France. C'est à nous de nous bouger si on n'est pas d'accord, arrêter de se plaindre, alors qu'on fait rien soi-même pour changer le système. Faut oser exprimer son opinion, même si ça ne plaît pas à tout le monde. « En tout cas, les assos, les syndicats, politiques etc., ils font leur boulot, je trouve. »

LÉO, 30 ans

Je suis intérimaire, je me tiens assez loin de tout. Il faut qu'on se regarde nous-mêmes ; en

fait, on ne remet pas en question le fonctionnement global de la société, ni de ceux qui la dirigent. C'est vrai qu'il est difficile de concilier les idées et les envies de tout le monde, on n'a plus de vision d'ensemble, c'est facile de jeter la pierre.

KARIM, 40 ans

L'individu a changé, il est devenu égoïste. Du temps de Georges Marchais, il y avait une vie sociale, les ouvriers étaient regroupés, les syndicats actifs. L'injustice, c'est pas qu'en France, c'est un système mondial, il faudrait une révolution, c'est pas avec la parole qu'on va inverser les choses. Les manifestations, ça a peu d'efficacité, on peut être divisé sur les détails, mais il faut revenir à l'essentiel.

Conclusion

Les verrous qui ressortent, ce sont d'abord la force, la détermination et l'organisation de l'adversaire ; mais il y a aussi, dans la population, l'individualisme, la peur, l'instabilité et l'éclatement des cadres statutaires, les insuffisances de l'éducation, la servitude volontaire, le syndrome de la défaite.

Les verrous ne se situent pas seulement dans le « peuple », on en déplore aussi chez les « militants » organisés :

- la faible surface de contact avec de nombreuses catégories de la population ;
- le repli sur des combats défensifs ;
- l'absence d'un projet de société lisible et entraînant ;
- la difficulté à articuler luttes sociales et luttes écologiques ;
- les divisions contre nature entre les organisations syndicales entre elles, politiques entre elles, et plus généralement entre toutes les organisations militantes.

Les clés se lisent certes en miroir de ce qui précède. On insiste aussi sur la nécessité de partir du concret, notamment dans les milieux populaires, de sortir des routines et des actions traditionnelles, de faire preuve d'imagination, de créativité, de radicalité. ■

*Propos recueillis par **Pierre Crépel**.

De la nécessité de mieux connaître « l'opinion publique »

Oui, l'opinion publique existe. Cette notion est souvent décriée, tant elle tendrait à masquer l'hétérogénéité et les contradictions des opinions du peuple de France pour simplifier et réifier tout cela dans une seule et unique pensée dominante. Si cette critique n'est pas dénuée de pertinence, il n'en reste pas moins que des tendances générales se dégagent qui autorisent à user de cette terminologie. Et l'ignorance, volontaire ou involontaire, de cette opinion constitue incontestablement un frein à la diffusion d'une pensée alternative et communiste.

PAR GÉRARD STREIFF*

Une bonne connaissance de l'état de l'opinion publique est utile aux militants. L'opinion, en effet, est un acteur de la vie politique avec lequel il faut compter. On le voit bien lors des grandes batailles sociales. Car établir un rapport de forces, c'est aussi gagner la bataille de l'opinion. Et l'adversaire ne s'y trompe pas. Or, nous manifestons parfois – ce « nous » désignant les militants progressistes au sens large – une certaine désinvolture à propos de cet enjeu de l'opinion. On avance nos idées sans trop se soucier de

l'état de l'autre, celui à qui elles sont destinées ; on gomme ainsi l'importance, et l'autonomie, de cette opinion. Bourdieu ne disait-il pas (c'était en 1978) : « L'opinion publique n'existe pas », formule provocatrice signifiant que les questions des sondeurs sont dans la tête des sondeurs, et non des sondés...

On associe aussi trop souvent connaissance de l'opinion avec manipulation de

l'opinion. Certes, cette pratique est courante. L'actuel pouvoir macronien est très friand d'études, d'enquêtes et autres sondages (c'était

aussi le cas de Sarkozy – on se souvient du scandale du budget Sondages de l'Élysée d'alors – ou de Hollande). L'équipe Macron consacre une part importante de son énergie à connaître l'opinion pour surfer sur les thèmes porteurs, tenter d'en détourner le sens le cas échéant, et rendre plus présentable sa politique ; ou tout simplement pour être dans « l'air du temps ». Un exemple significatif : les sondés appellent les politiques à « agir » ; les macroniens vouent donc un culte à l'action (pour l'action) et le président répète qu'il a agi, qu'il agit et qu'il agira...

A contrario, « on » mythifie parfois cette opinion, on la rêve disponible, ici et maintenant, pour tout grand chambardement. Mais dans les deux cas (négliger ou fantasmer), « on » manifeste une même ignorance de ce que pense l'opinion.

DES IDÉES DE PROGRÈS PEUVENT DEVENIR DOMINANTES

Disons, pour le dire vite, que nous entendons par opinion ce que l'on appelle aussi les idées dominantes (étant entendu qu'on pourrait légitimement discuter des différences entre idées, opinions et valeurs mais cela dépasse le cadre de cet article). Demandons-nous pourquoi les idées dominantes dominent ? Marx disait (c'est du moins une citation qui lui est souvent prêtée) que les idées dominantes sont les idées de la

« Établir
un rapport
de forces,
c'est aussi gagner
la bataille
de l'opinion. »

classe dominante. Oui, mais pas que, oserons-nous suggérer. Des idées de progrès peuvent devenir dominantes, à certains moments, dans certaines conjonctures, et le rester ; et donc contrarier les intérêts des dominants. Assez systématiquement, les thématiques ayant trait aux inégalités sociales ou encore les propositions d'action contre l'accaparement (exil fiscal, paradis financiers, pouvoir des multinationales...) montrent par exemple une opinion très fortement engagée, et majoritairement progressiste. C'est d'ailleurs la raison pour laquelle ce type de questions est le plus souvent minoré, voire exclu, dans la plupart des enquêtes.

Bref, connaître l'opinion est indispensable pour qui veut faire porter un message politique. Ici, je souhaiterais développer deux questions. La première : puisque nous nous interrogeons sur les idées de fatalisme, j'aimerais préciser ainsi la question : depuis quand les idées de fatalisme dominent ? La seconde : que peut-on dire de l'état de l'opinion française en cet été 2018 ?

L'IMAGE DU PCF À TRAVERS UNE ENQUÊTE DE 1983

Ainsi, à quand remontent, de manière massive et dominante, les idées de résignation et de fatalisme ? Mon hypothèse est la suivante : il y a eu un déplacement significatif, et régressif, de l'opinion à la charnière des années 1970 et 1980. Nous sommes alors entrés dans un cycle long, dont nous ne sommes pas encore sortis (même si le panorama idéologique est en permanent remue-movement). Il y eut alors un moment, qu'on peut dater, où tout un panel d'idées progressistes, et dominantes, à la sortie des « trente glorieuses » a été bousculé et contrarié, jusqu'à devenir minoritaire. Sur des questions comme le rôle de l'État (providence), la place de la propriété publique, de la fonction publique et des services publics, un changement significatif opéra. Cette évolution coïncida avec l'entrée dans la crise, et l'émergence d'une idéologie de crise.

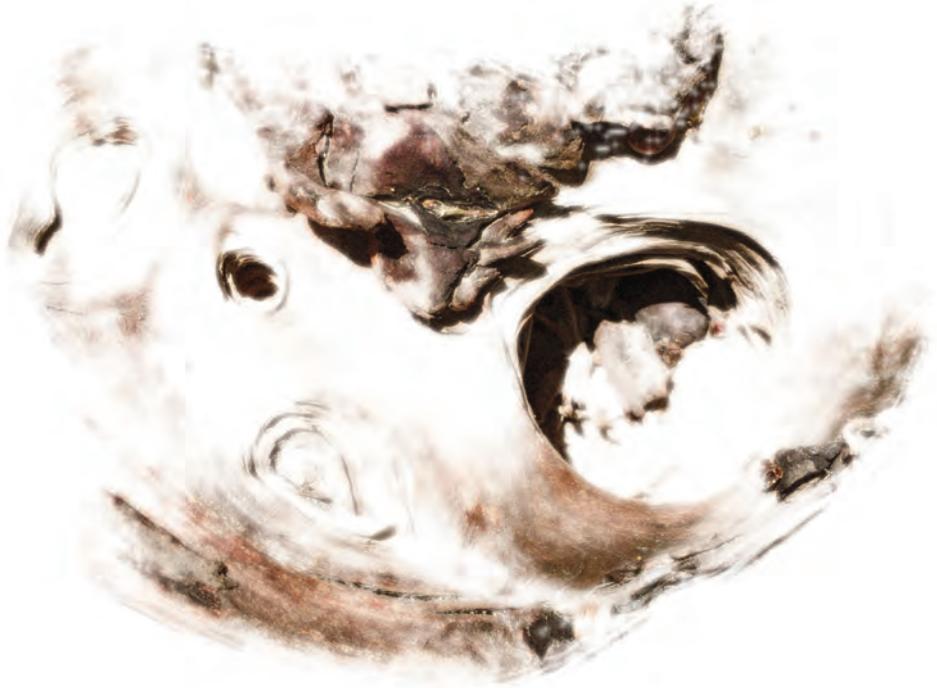
J'ai travaillé récemment sur une biographie de Georges Marchais. L'enjeu de la présidentielle de 1981 est bien sûr central dans cette histoire. Le PCF perd, au premier tour, un quart de son électorat (qu'il ne retrouvera pas). La direction communiste d'alors est sidérée par ce résultat, alors même que la campagne de son candidat (et de ses militants) avait été extrêmement dynamique et que les communistes faisaient preuve, globalement et depuis plusieurs années, d'inventivité

et d'innovation (sur le socialisme et la démocratie notamment). Soucieuse de comprendre les ressorts de l'opinion, la direction communiste encourage alors une vaste étude sociologique, s'appuyant sur la SOFRES et un groupe de sociologues communistes ou apparentés, piloté par l'universitaire Michel Simon. Georges Marchais rend compte, au printemps 1983, devant le bureau politique de cette étude (à ma connaissance, elle ne sera pas transmise aux membres du comité central, ni *a fortiori* aux militants ; elle est disponible aux archives du parti).

« Connaître les ressorts,
les tendances et contre-
tendances de l'opinion
publique devrait
nous permettre d'intervenir
plus efficacement
dans le champ politique. »

L'enquête est passionnante pour ce qu'elle révèle de l'image du PCF. L'opinion lui reproche son « irréalisme ». « Le PCF fait trop de promesses qui ne tiennent pas compte de la réalité », dit l'étude. Les électeurs qui s'éloignent du PCF alors « ont pensé que nous mettions la barre trop haut par rapport au PS qui a été perçu comme raisonnable », note Georges Marchais. On retrouve ainsi tout le débat qui a traversé les années 1970 sur la nature de la crise et des mesures à prendre pour la dépasser. L'argumentaire communiste n'a pas convaincu.

L'enquête est également intéressante car elle montre l'image désormais désastreuse des pays socialistes. Mais, pour en rester au cœur de notre interrogation (opinion et fatalisme), l'étude montre que des évolutions idéologiques fortes sont à l'œuvre en ce début des années 1980. Je cite le rapport de Georges Marchais : « [On assiste à] une pénétration indiscutable, y compris dans notre électorat et dans la classe ouvrière, des thèmes découlant de la fatalité de la crise, visant à l'acceptation des sacrifices. [...] On constate »



►► un très fort acquiescement à la diminution des charges des entreprises » ou à la diminution des indemnités des chômeurs (qui est alors une idée majoritaire dans l'ensemble de l'électorat et quasi majoritaire dans l'électorat communiste). On y observe encore un soutien de l'opinion à un blocage des prix et des salaires ou à une réduction du déficit de la Sécurité sociale par une réduction des remboursements. La demande de nationalisations, qui était très forte dans la décennie 1970, fléchit. « L'idée qu'il y a assez de nationalisations, qu'il ne faut pas aller plus loin » (36 % des sondés) équilibre et devance l'idée qu'« il faudra des nationalisations nouvelles » (35 %). En somme, et pour le dire vite, l'opinion publique en ce début de la décennie 1980 est – sur ces enjeux économiques et sociaux – plus à droite que celle de la décennie précédente, sous Pompidou et Giscard.

Pour le PCF qui « rêvait » alors l'état de l'opinion, c'est une douche froide. Les communistes, pourtant, ont identifié dès 1971 la nature de la crise du capitalisme en cours : une crise structurelle, durable, profonde. Un article fameux du secrétaire général cette année-là l'atteste. Mais ils n'ont pas vu, ou pas su voir, arriver en même temps l'idéologie de crise. J'ajoute que ce retournement

de l'opinion s'accompagne (et est en partie provoqué par) d'un double phénomène : une contre-offensive vigoureuse, notamment idéologique, libérale, dès l'après-Vietnam (1975) menée par les dominants (Reagan, Thatcher, l'atlantisme rénové...) et mise aussi en musique par la social-démocratie (Mitterrand et sa « pédagogie du renoncement ») ; et d'autre part le processus d'effondrement lamentable des pays de l'Est, qui commence par la Pologne où le régime communiste est mis hors jeu... par une révolte ouvrière ! Cette tendance de l'opinion identifiée dans l'étude de 1983 va être dominante durant une bonne vingtaine d'années. Il faudra attendre 1995, et le mouvement social contre les dérèglements proposés par Juppé, pour noter un début d'infléchissement important. Il n'en reste pas moins que l'approfondissement continu de la crise nourrit un double mouvement de résignation et de résistance.

LES SIGNES D'UNE ÉVOLUTION DE L'OPINION

Pour suivre aujourd'hui l'évolution de l'opinion, et en dresser un état des lieux, plusieurs outils d'analyse sont à disposition. Kantar TNS (SOFRES) propose régulièrement (tous les deux

ans) un *Baromètre des valeurs des Français*, en testant deux cent dix mots « qui structurent notre imaginaire et notre quotidien ». L'institut Elabe a produit « les mots de la France en mouvement ». IPSOS, comme SOFRES, établit également un tableau des « valeurs des Français », tous les dix ans (1981, 1990, 2000). L'association pour la recherche sur les systèmes de valeurs (ARVAL), avec Pierre Bréchon, universitaire grenoblois, multiplie (tous les neuf ans) des études similaires. Kantar TNS observe un « tournant » en 2016. Citation : « En 2016, notre baromètre révèle une véritable prise de conscience qu'il est désormais impossible de s'en sortir tout seul face à l'ampleur et à la globalité des dysfonctionnements d'un système qui semble "s'abîmer" en termes de sécurité au sens large, de chômage, de renforcement des inégalités, des périls environnementaux, de la montée des populismes, du déferlement des affaires. » Le poids des attentats entraînerait le « besoin de se rassembler autour de valeurs communes ». Et la note de Kantar se termine ainsi : « [Existe] une aspiration mais aussi une urgence à (re)faire collectif dans tous les domaines : refaire société, refaire ensemble, se reconstruire dans un monde commun et positif! » On considérera bien sûr cette étude, comme toutes les autres, avec le regard critique nécessaire. En même temps, difficile de ne pas prendre en compte des formulations radicalement nouvelles comme « refaire collectif », après des décennies dominés par le chacun pour-soi.

Au cours de cette même année 2016, l'étude de Pierre Bréchon, dans « les métamorphoses de la société française » insiste sur « un réagencement des valeurs » et constate : « L'une des tendances les plus fortes consiste en la valorisation de l'autonomie individuelle : cette montée de l'individualisation s'illustre par la volonté d'être libre dans ses choix de vie, en faisant fi des prescriptions morales (qu'elles soient issues de l'État, de la religion ou encore de la famille). [...] Les Français plébiscitent le fait de pouvoir expérimenter les choses par eux-mêmes, en relativisant toute forme de prêt-à-penser. » Les individus s'adaptent « et réussissent à s'en sortir à peu près, à travers leur réseau », dit encore l'étude qui insiste : « Bien entendu, l'individualisation n'est pas à rapprocher de l'individualisme : l'auteur précise que l'on peut vouloir être autonome et faire des choix humanistes et solidaires ! Vis-à-vis de la sphère professionnelle, l'individualisation répond à la

quête de réaliser un travail utile socialement, qui fasse sens avec la vie de celui qui le réalise et qui résonne de manière pertinente avec les mouvances sociales. La valeur travail reste un trait particulièrement saillant de la société française. » S'ils se montrent favorables à l'entrepreneuriat, les sondés marquent aussi « une volonté de plus grande égalité et de tolérance entre citoyens, sans oublier la conservation des acquis sociaux [ce qui pour Pierre Bréchon, explique leur récusation massive de la loi El Khomri] ». Une nuance cependant : « Aux côtés de ces aspects liés à l'individualisation, un regard particulièrement pessimiste semble être porté par les Français sur le fonctionnement de la société, la sphère politique et la méfiance envers autrui. Cette forme de pessimisme sociétal peut générer des effets délétères, notamment sur les espaces collectifs de co-construction du sens, instruments de dialogue social et d'innovation. »

Enfin, l'enquête d'ELABE 2018, qui prend en compte l'élection de Macron, vaut aussi d'être citée, du moins sa conclusion : « Distance face à une amélioration de la situation qui, à date, ne concernerait certains Français que de loin, peur face aux insécurités collectives et personnelles, sentiment d'injustice fortement ancré, viennent donc confronter la volonté marquée de tourner une page dépressive, de renouer avec un esprit de conquête, de retrouver un sens mobilisateur et une fierté réaffirmée. Si elle apparaît plus apaisée qu'il y a quelques mois, cette confrontation illustre bien le risque d'une France à deux vitesses : l'une affirmant avec force l'envie d'y croire, prête à se convaincre qu'elle a des atouts pour s'engager dans ce renouveau. L'autre constatant qu'à date, elle n'a pas les moyens d'y croire, qu'elle ne dispose pas des armes pour lutter contre son déclassement et qu'elle doit faire face le plus souvent seule à ses peurs et à son sentiment d'injustice. Un dernier regard sur la cartographie pour se convaincre de cette tension : les deux mots crise et espoir sont placés exactement au même niveau pour l'image que nos concitoyens se font de la France. »

L'opinion publique existe, disions-nous. En connaître les ressorts, les tendances et contre-tendances, devrait nous permettre d'intervenir plus efficacement dans le champ politique. ■

*Gérard Streiff est journaliste. Il est responsable de la rubrique Controverse.

Du fatalisme et des moyens de le faire reculer

Parlez autour de vous : l'idée qu'une mobilisation populaire pourrait prochainement changer sérieusement la donne reste faiblement répandue, et c'est un euphémisme. Ce qui prédomine au contraire sont diverses nuances de fatalisme.

PAR **ELSA GUQUELIN***

On dira que celles-ci naissent des discours médiatiques. C'est une dimension assurément importante : combien de journalistes, d'éditorialistes, d'« experts » télévisés l'expliquent sur tous les tons matins et soirs ? L'austérité ? Les privatisations ? Il n'y a pas d'alternative, messieurs dames. Reste que bien des militants – de toutes formations – ont trop vite fait de se poser en avant-garde éclatante, nettement démarquée d'un bas peuple auquel ils prêtent toutes les crédulités. Les sondages donnent pourtant à peine un Français sur deux pour faire confiance aux médias écrits et audiovisuels. Près des deux tiers répondent non quand on leur demande s'ils croient que les journalistes sont indépendants et résistent aux pressions de l'argent. L'explication n'est donc pas nulle mais elle est très partielle. Ce qui n'empêche pas d'imaginer qu'une clé dans le déverrouillage de la situation réside en une bataille sur ce front médiatique.

OÙ EN EST L'IDÉE QU'ON NE PEUT PAS FAIRE AUTRE CHOSE ?

On dira aussi que le fatalisme naît de l'échec des grandes expériences socialistes du XX^e siècle. La meilleure preuve de la possibilité du communisme – si constamment décrié par les classes dominantes comme une dangereuse chimère –, ce fut longtemps, à entendre les communistes, l'existence de pays socialistes fonctionnant, de

fait, d'une manière très différente des pays capitalistes. Le *hic* bien connu, c'est que leur échec même permit aux capitalistes de retourner l'argument : la meilleure preuve de l'impossibilité du communisme, c'est l'échec de toutes ses tentatives du XX^e siècle. Tout cela compte dans les esprits. Et les programmes – si subtils... – des collèges et lycées autour du « totalitarisme » sont là pour asséner cela avec toute l'autorité de l'institution scolaire. Poussant l'avantage, l'idéologie dominante a tôt fait de taxer de « soviétisme », c'est-à-dire de dangereuse, inefficace et criminelle chimère, toute mesure s'élevant un peu haut contre l'ordre établi. Tout cela compte, oui. Mais cela compte tout de même

« Nous-mêmes, progressistes, aimons parfois à nous complaire dans la mémoire de nos échecs, de nos erreurs, de nos limites. »

de moins en moins : l'antisoviétisme n'est plus ce qu'il était et l'Union soviétique a vraiment perdu toute centralité dans les débats. Le calme mou qui a caractérisé le centenaire de 1917 nous a entraînés bien loin de l'hystérie anticommuniste de 1997. Près d'un Français sur deux, d'après l'enquête de la Fondation Gabriel-Péri de la fin 2017, considérait même que « les régimes totalitaires qui se sont réclamés du communisme n'ont rien à voir avec la pensée communiste ou marxiste initiale ». Il y a sans doute ici un verrou alimentant l'idée qu'on ne peut pas faire autre chose puisqu'il y en a qui ont essayé et qu'ils ont eu des problèmes, etc., mais le verrou est un peu rouillé. Cela n'empêche pas de travailler à faire

« Libérer le mouvement populaire, faire grandir la confiance du grand nombre dans ses propres forces, c'est un axe stratégique qui peut se décliner très concrètement. »

grandir une vision plus juste du siècle passé mais la mise en mouvement populaire ne sera sans doute pas si grandement libérée, une fois qu'on aura massivement rappelé les conquêtes du temps de Lénine, le rôle de l'Armée rouge pendant la Seconde Guerre mondiale ou des pays socialistes dans la décolonisation ou les droits des femmes.

FATALISME ET EXPÉRIENCES CONCRÈTES

Non, le fatalisme a une source plus directement ancrée dans l'expérience concrète de millions de Français, ce qui est bien plus redoutable que les strates idéologiques plus ou moins lointaines jusqu'ici évoquées. C'est ce qu'évoquait l'éditorial « Les voies de la volonté populaire » (*Cause commune*, n° 3) qui notait « ce que notre époque a d'inédit à l'échelle de plus de deux siècles : l'énorme majorité de notre peuple n'a fait l'expérience d'aucune lutte conquérante victorieuse et a, au contraire, vu défiler une noria de défaites collectives. » Voilà un verrou que le pouvoir veille bien à laisser fermé à double tour : l'arrogance et l'acharnement dont font preuve Emmanuel Macron et les siens avec les cheminots en est l'indubitable marque.

Alors, que faire face à ce verrou si puissant qui indique à chacun qu'il est inutile de se lever car la porte est décidément fermée et ne cédera pas ? Il y a une bataille idéologique à mener et l'histoire peut être de grand secours : combien de discours la bourgeoisie nous a laissés dans lesquels elle explique doctement qu'elle ne cédera pas, que ce serait la porte ouverte au chaos, à l'anarchie, à la chienlit, qu'elle est sereine et droite dans ses

bottes, etc., etc. et puis, finalement, face au mouvement populaire, l'impossible mille fois allégué devient tout à coup non seulement possible mais réalisé. La mémoire de nos victoires n'est pas célébrée par Stéphane Bern et ses amis. Nous-mêmes, progressistes, aimons parfois à nous complaire dans la mémoire de nos échecs, de nos erreurs, de nos limites, dans quelque élan romantique (vous connaissez la chanson : « Les plus désespérés sont les chants les plus beaux / Et j'en sais d'immortels qui sont de purs sanglots »). Pourtant, il y a un intérêt stratégique, pour le présent, à rappeler que la domination de classe, malgré ses muscles et ses grands airs, n'est pas invincible ; c'est rappeler au présent pour les faire nôtres (où ce « nôtres » est le plus ample possible) ces expériences d'hier pour leur donner comme la clarté et la force de conviction de nos propres expériences.

Mais l'histoire ne peut pas tout car elle répond mal aux arguments des profondes mutations de l'époque, si intégrés par le grand nombre – et pour cause, ils mesurent sous leurs yeux l'ampleur de ces changements, dans les loisirs, dans le travail, dans la vie même. Autrement dit, l'histoire ne répond pas au : « Oui, bien sûr, on a réussi ça, par le passé, mais aujourd'hui, les temps ont tellement changé que cela n'est plus possible : la mondialisation, la révolution numérique, etc., etc. » Quelle arme anti-fatalisme reste alors, en dernière instance, la plus efficace ? C'est sans conteste celle de l'expérience. Il faut réamorcer la pompe, par tous moyens. Et quel moyen plus efficace que la lutte *victorieuse* ? Belle plaisanterie, dira-t-on : qui ne veut pas de victoire ? Certes, certes, mais une chose est de n'être pas opposé à une victoire, de regarder ça avec un bon œil et autre chose est d'être obnubilé par cela, de s'organiser en vue de cela. Libérer le mouvement populaire, faire grandir la confiance du grand nombre dans ses propres forces, c'est un axe stratégique qui peut se décliner très concrètement. N'y a-t-il pas là une clé, et des plus sûres : travailler à multiplier les expériences de victoires, aider à ce que leçon en soit tirée afin de s'appuyer sur celles-ci, les mettre en avant pour aller plus loin ? ■

*Elsa Guquelin est politiste.

L'individualisme : symptôme de tous les maux

Parmi les verrous au mouvement populaire et à l'action collective, il en est un qui vient spontanément à l'esprit : l'individualisme. Cet article propose quelques clés d'analyse et suggère certaines stratégies d'action.

PAR DAVY CASTEL*

Commençons par préciser les termes afin d'éviter toute confusion : l'individualisme (« je pense à moi et à moi seul, je ne peux compter que sur moi pour bâtir mon avenir et celui des autres ne me concerne pas », le mythe du *self-made-man*, pour le dire vite) est à ne pas confondre avec l'individualisation (la recherche d'autonomie, d'indépendance et d'autodétermination face aux carcans collectifs et sociaux qui déterminent qui doit être à quelle place et ce qu'il est censé penser et faire). L'un n'entraîne pas automatiquement l'autre : on peut, et on doit, s'organiser collectivement pour sortir des carcans imposés par le capital, l'État, la religion... ; ce qui implique conscience d'un intérêt commun, au contraire de l'individualisme. S'il n'en reste pas moins que les deux peuvent être liés et que l'étude de ces liens nécessiterait une analyse poussée, c'est ici sur l'individualisme que nous porterons principalement notre attention.

INDIVIDUALISME ET FATALISME

Si, au tournant des années 1970-1980, le développement du fatalisme (se reporter à l'article de G. Streiff dans ce dossier : « De la nécessité de mieux connaître l'opinion publique ») coïncide avec un certain essor de l'individualisme, ce n'est justement pas une coïncidence. Quand la croyance en l'efficacité de l'action collective s'éteint, l'individualisme prospère. En la matière, la direction de la relation de cause à effet importe : ce n'est pas tant, comme on l'entend souvent, à

cause du développement de l'individualisme que l'action collective régresse. C'est bien plutôt l'inverse : lorsque l'on finit par ne plus croire en le pouvoir de l'action collective, l'individualisme devient le premier refuge.

INDIVIDUALISME, PEUR ET PRÉCARITÉ

Cela relève quasiment d'une évidence plate : l'idéologie de la crise engendre de la peur, la peur engendre le repli sur soi et le chacun pour soi. Peur de l'avenir, mais aussi du présent, que nourrissent la précarisation des vies et la menace du chômage de masse. Paradoxalement, et de façon sans doute moins évidente, l'individualisme trouve ainsi ses ressorts dans un désir d'inclusion : dans un contexte fataliste où l'on ne croit plus en grand-chose, l'individualisme apparaît comme la

meilleure stratégie pour éviter de se retrouver en marge. Car, sous l'effet de la propagande néolibérale de l'être autonome, responsable de ce qui lui arrive, perdure l'idée que les exclus sont fautifs et responsables du sort, non qui leur a été réservé, mais dans lequel ils se seraient eux-mêmes placés. Est ainsi réduite dans les esprits la responsabilité des rapports sociaux dans les destinées individuelles et, partant, la solidarité et l'identification avec les exclus. Bien au contraire, l'individualisme trouve ses fondements dans le désir de prendre ses distances à l'égard de celles et ceux qui se trouvent en marge et de ne pas connaître le même sort qu'eux ; et donc de continuer à participer à un système qui produit ces

« Quand la croyance en l'efficacité de l'action collective s'éteint, l'individualisme prospère. »

« Dans un contexte fataliste où l'on ne croit plus en grand-chose, l'individualisme apparaît comme la meilleure stratégie pour éviter de se retrouver en marge. »

exclus. S'installe alors un cercle vicieux où la précarisation des conditions de vie renforce l'individualisme et où en retour l'individualisme, en réduisant la portée de la contestation et de l'action collective, nourrit la précarisation.

INDIVIDUALISME ET INTENSIFICATION DU TRAVAIL (ET DE LA VIE EN GÉNÉRAL)

Aux côtés des deux précédents, un autre déterminant de l'individualisme, moins fréquemment évoqué, est à ne pas négliger : l'intensification des rythmes de vie et le sentiment d'urgence et de manque de temps que celle-ci produit. Les individus n'ont plus le temps de se réunir, de discuter, d'échanger, de réfléchir : il faut agir, agir, agir. Ce culte de la vitesse et de la productivité qui caractérise, plus encore qu'hier, le capitalisme contemporain, n'est pas destiné uniquement à accroître la marge de profit : il a aussi pour fonction de faire taire et, au-delà, d'éteindre les cerveaux. *A mindless worker is a happy worker* [un travailleur sans esprit est un travailleur heureux], comme le raillent les créateurs de Futurama. Il paraît donc urgent... de ralentir, de mettre en pause, de retrouver le temps, et par la même occasion, le contrôle. Or le retour du collectif, et de sa force oppositionnelle, est tout à la fois une condition et une conséquence de cette nécessaire reprise en main de la temporalité.

INDIVIDUALISME ET CRISE DE CONFIANCE

L'individualisme est aussi à rattacher à une certaine crise de confiance, ou plutôt à une crise de

confiance certaine. Lorsque cette expression est employée, on pense spontanément à la crise de confiance envers le système politique et ses représentants, son impuissance face aux pouvoirs économiques. Mais il est une crise de confiance qu'on évoque moins, et qui est tout aussi importante sinon plus dans la compréhension de l'essor de l'individualisme : la crise de confiance en soi, et en ses pairs. Lorsqu'on ne s'estime plus capable de peser, individuellement et collectivement, il ne reste guère d'autre issue que de faire le dos rond et de se plier sur soi.

INDIVIDUALISME ET CONFORMISME

Enfin, et paradoxalement, l'individualisme trouve aussi sa source dans un certain conformisme. De tout temps et en tout lieu, des individus se sont engagés et s'engagent dans l'action collective en suivant le chemin que d'autres ont ouvert. On débraye parce que les autres débrayent : pensez à Charlot et à son maître d'atelier dans *Les Temps modernes*. Bien sûr, et parallèlement, un phénomène de conscientisation et d'appropriation naît progressivement, sans quoi la participation à l'action collective ne perdure pas lorsque l'adversité qu'elle génère grandit. Mais les choses marchent tout aussi bien dans l'autre sens : on

ne s'engage pas parce que les autres ne le font pas non plus, quand bien même on considérerait que ce serait la voie à suivre « dans un monde idéal ». Il suffit souvent dans ces cas-là que quelques-uns grattent l'allumette pour que le brasier prenne. Mais le danger est grand que personne ne veuille prendre le risque que le pétard soit mouillé.

VERS UN REFLUX DE L'INDIVIDUALISME ?

Même s'il ressort des points précédents que l'individualisme relève souvent d'une stratégie par défaut, lorsque le collectivisme est perçu comme une gageure ou une impasse, il repose aussi sur la croyance qu'il est possible de s'en sortir seul, et que c'est même plus efficace de faire son trou seul que d'appuyer et de prendre appui sur les autres. Mais cette croyance ne serait-elle pas en recul ? L'idée que l'on a besoin les uns des autres ►►

« Convaincre de la puissance du collectif passe par un discours résolument positif, porteur d'espoir, de détermination et de stratégie. »

- ne referait-elle pas petit à petit son chemin ? Plusieurs articles dans ce dossier présentent des faits et analyses qui tendent à le laisser penser.

QUELLE STRATÉGIE ?

Dans ce contexte, grande est la tentation parmi les forces qui se réclament du progrès social d'accompagner l'individualisme, de le prendre comme un fait inamovible, de l'élever au rang de valeur, en un mot de le réifier ; et donc d'y adapter discours et stratégies. Ce faisant, non seulement on le renforce mais on le légitime.

Au contraire, on a tout intérêt à lutter contre, à nager à contre-courant, tout en cherchant, et c'est essentiel, à être audible, à emmener nos concitoyens avec nous ; ne pas s'enfermer dans le « on a raison, ils ont tort, ils s'en rendront compte un jour », mais convaincre de la puissance du collectif, ce qui passe par un discours résolument positif, porteur d'espoir, de détermination et de stratégie. Ceci implique aussi de regarder en soi comment le discours fataliste et misérabiliste nous pénètre, et son influence sur notre façon de nous adresser à nos interlocuteurs. Si l'on veut que les classes populaires retrouvent l'espoir, il faut d'abord y croire soi-même : on ne peut pas être convaincant si on n'est pas convaincu.

« Le retour du collectif, et de sa force oppositionnelle, est tout à la fois une condition et une conséquence de cette nécessaire reprise en main de la temporalité. »

Aussi, on le répète à l'envi, le retour du collectif implique l'unité, tandis que la division prospère sur les postures individualistes (et inversement). En cette matière comme en d'autres, les discours ne suffisent pas, les actions concrètes s'imposent. Passer avec plus de vigueur du discours à l'action implique alors de cesser de partir du postulat que l'on a raison quand les autres ont tort et, au

contraire, de s'efforcer de rechercher, dans une approche dialectique véritable, en quoi et sur quels points les autres ont raison et sur quoi on peut bâtir ensemble ; en se tenant loin de toute posture démagogique qui consisterait à dire que tout le monde a raison sur tout et que tout est conciliable, mais tout aussi loin de tout cynisme qui consisterait à prôner l'espoir et l'unité tout en restant soi-même intimement convaincu qu'on ne peut rien tirer de nos différences (voire de nos divergences).

Enfin, cela implique également de mettre en évidence que l'action collective produit des résultats. Et, de ce point de vue, nous avons sans doute une part de responsabilité importante dans le défaitisme ambiant : parce que chaque victoire n'est jamais suffisamment importante, qu'elle n'est pas au regard de nos exigences et qu'elle n'a pas suffisamment fait plier le capital, nous sortons souvent nous-mêmes des combats collectifs que nous menons et auxquels nous participons avec un discours d'échec. Le tout récent mouvement des cheminots en est la parfaite illustration. Certes, la réforme est passée, certes, le mouvement social n'a pas produit les résultats espérés. Mais qu'aurait été cette réforme si elle ne s'était exposée à une forte résistance collective ? La libéralisation et la déqualification des cheminots n'auraient-elles pas été encore plus massives, plus rapides, plus intenses sans l'opposition forte des cheminots et de leurs soutiens ? Cette longue grève a donc produit des effets : elle montre aux dominants que la résistance existe toujours ; elle les force à avancer leurs pions plus doucement et prudemment qu'ils ne le voudraient et qu'ils ne le feraient si cela ne générait pas de résistance en face. Ceci ne doit pas, bien sûr, nous amener à réduire nos exigences, à se satisfaire de peu, à se dire qu'on a gagné et que tout va bien ; mais en même temps que le « ce n'est pas suffisant », il faut aussi rappeler le « notre action est utile ». Si elle n'empêche pas le TGV capitaliste d'avancer, elle le ralentit sérieusement. Et ne serait-ce que pour cela, elle est utile, nécessaire, efficace et porteuse de raisons d'espérer. ■

*Davy Castel est psychologue. Il est maître de conférences en psychologie sociale et psychologie du travail à l'université de Picardie Jules-Verne.

Agir dans une société mondialisée : c'est possible !

En militant, il est fréquent d'entendre ce genre de réflexion de la part des personnes que nous cherchons à convaincre : « De toute façon, on ne peut rien faire en France, puisque tout se décide à Bruxelles, au FMI ou à Wall Street. Regarde la Grèce, regarde le b*** qu'ils ont réussi à faire au Venezuela, etc. » La puissance des marchés et la mondialisation donnent parfois l'impression que l'action politique est impossible et que nos propositions sont vouées à l'échec. Mais ce constat peut et doit être dépassé.

PAR **CONSTANTIN LOPEZ***

La libre circulation des marchandises et du capital a mis en concurrence les territoires, les salariés du monde entier et a transformé les logiques de la production à l'échelle mondiale : pression à la baisse sur les salaires au Nord, utilisation de main-d'œuvre industrielle à bas coût dans les périphéries, réorganisation du processus de production à l'échelle mondiale... Par exemple, dans l'industrie automobile européenne (notamment française), les activités stratégiques (conception, marketing...) sont gérées en Europe occidentale, tandis qu'une partie significative de la production et de l'assemblage est délocalisée dans des pays à bas salaires. En outre, la destruction des grands bastions industriels et le développement du travail précaire ont accentué la capacité répressive du patronat et limité les capacités des travailleurs à s'organiser collectivement pour défendre leurs droits. Le capital fait aujourd'hui valoir sa capacité à se déplacer rapidement pour échapper à l'impôt et casser les systèmes de protection sociale. « Si tu me taxes, je pars ; si tu m'obéis, je t'aide (mais je te surveille et je te tiens) », telle est l'alternative que le capital cherche à nous imposer. Est-ce une fatalité ?

UNE SITUATION CONSTRUITE

La situation actuelle est la conséquence de choix politiques. Examinons, pour nous en convaincre, le cas emblématique de l'Union européenne. Dès le traité de Rome de 1957, les États fondateurs de la CEE optent pour une intégration par la concurrence à une époque où le libéralisme sauvage est pourtant discrédité. En 1986, l'institution

d'un marché unique des capitaux fait de la CEE un fer de lance de la mondialisation financière. Les traités ultérieurs, adoptés à une faible majorité ou contre l'avis des peuples, ont approfondi les options réactionnaires de cette Europe des affairistes. Loin d'être des victimes impuissantes de la mondialisation financière, les pouvoirs publics européens, mais aussi nationaux, en ont été les fidèles servants. Les dirigeants politiques ont fait le choix de la mondialisation financière parce qu'ils y trouvaient leur intérêt de classe, ou, ce qui revient au même, parce qu'ils rejetaient par avance d'autres options qui auraient impliqué une confrontation avec le capital. Or on a de bonnes raisons de penser que ce qui a été fait par le politique peut être défait par le politique. « Maintenant c'est fait, c'est trop tard », rétorqueront les défaitistes à courte vue. Ont-ils raison ? Non, le système craque de partout. En prenant du recul, c'est même l'idée qu'on ne peut rien changer qui semble peu convaincante.

DES CONTRE-EXEMPLES

De nombreux contre-exemples montrent qu'il est possible, en construisant un rapport de force, de rompre avec les institutions capitalistes

« Si tu me taxes, je pars ; si tu m'obéis, je t'aide (mais je te surveille et je te tiens) », telle est l'alternative que le capital cherche à nous imposer. Est-ce une fatalité ? »

»

►► actuelles dans une perspective progressiste. Les pouvoirs publics ont ainsi toujours la capacité, pour le meilleur et parfois pour le pire, d'exercer un contrôle sur les flux de capitaux et de marchandises.

- Mettre des boulets aux pieds de la finance

Il est tout à fait possible pour un pays de développer des outils pour exercer une emprise politique sur les investissements et les mouvements de capitaux réalisés sur son territoire. Parmi ceux-ci, la mise en place d'un contrôle des changes (contrôle des flux de capitaux internationaux) peut jouer un rôle clé pour contrer le pouvoir de la finance. De nombreux pays du Sud ou « émergents » ont fait ce choix, qui s'est souvent révélé

« En prenant du recul, c'est même l'idée qu'on ne peut rien changer qui semble peu convaincante. »

judicieux. Ainsi, à la suite de la crise économique asiatique de 1997, la Malaisie a défié le FMI et établi de sévères restrictions à la liberté de circulation des capitaux : limitation de certaines opérations bancaires transfrontalières, instauration d'un délai d'un an pour rapatrier des capitaux. La Malaisie a été le premier pays d'Asie du Sud-Est à sortir de cette crise. Cela montre en outre que la fuite des capitaux, arme redoutable dont dispose la bourgeoisie pour saboter l'économie d'un pays menant des politiques contraires à ses aspirations, peut être contrée par des mesures politiques.

- Protectionnisme : aggravations et résistances

La mondialisation n'empêche pas non plus les pouvoirs publics d'influer sur le commerce. La période récente a remis de façon lamentable la question du protectionnisme et des barrières à l'échange au cœur du débat public. Ainsi, Trump accuse les Chinois et les Européens d'être responsables des maux dont souffrent les États-Unis, et met en place des barrières douanières agressives pour réindustrialiser son pays. Dans le même temps, il menace tous ceux qui souhai-

teraient commercer avec l'Iran, s'ingérant de façon brutale dans les relations commerciales internationales. Par ailleurs, des pays comme la Chine ou l'Équateur ont aussi recours au protectionnisme, mais pour atteindre des buts ciblés de développement.

Les barrières à l'échange sont donc toujours utilisées au service d'objectifs politiques. Dans le cadre d'une lutte contre le dumping social et écologique, ou pour atteindre des objectifs productifs, exercer un contrôle politique sur les flux de marchandises pourrait s'avérer faisable et très utile. Un reproche souvent fait, à juste titre, à ceux qui proposent la mise en place de solutions de type protectionniste est que le protectionnisme peut être porteur de dérives xénophobes et nationalistes. Pas de confusion : il ne s'agit pas ici de plaider pour le protectionnisme dans un esprit nationaliste, ou de proposer la mise en place d'armes économiques au détriment des autres peuples. Il s'agit au contraire de rendre impossible le chantage aux salaires effectué notamment par les capitalistes français. Ces derniers sont en effet des champions de la délocalisation et du dumping social : 70 % du chiffre d'affaires du CAC 40 est effectué à l'étranger, les deux tiers des salariés des groupes du CAC 40 sont étrangers. On se doute que cette internationalisation n'a rien d'internationaliste, et que les investissements des gros capitalistes français ne répondent pas à des critères philanthropiques ou à des objectifs de développement.

Différents types de protection peuvent être imaginés. Instaurer une taxe à l'importation tenant compte, par exemple, de la distance parcourue et du niveau des droits sociaux garantis aux travailleurs employés à l'étranger favoriserait certainement des hausses de salaires dans les pays du Sud, et rendrait moins opérant le chantage à la délocalisation effectué en France. Il est également envisageable d'exiger le respect de normes sociales et écologiques pour les produits importés. Ce type de protection bénéficierait aux travailleurs français comme aux travailleurs étrangers. Elle réduirait en revanche le pouvoir de nuisance du grand capital national. On est loin ici d'un protectionnisme chauvin mis en œuvre dans le but de protéger nos capitalistes nationaux des capitalistes étrangers.

Enfin, il peut être décidé démocratiquement qu'il est fondamental de conserver le contrôle d'un certain nombre d'activités stratégiques, parce qu'elles rendent possible la mise en place de poli-

tiques industrielles ou parce qu'elles sont jugées d'importance prioritaire. Il se peut que ces activités ne soient pas toujours compétitives. Si tel est le cas, il est impossible de permettre la continuation de l'activité sans une politique volontariste, passant notamment par la commande publique ou par des barrières à l'importation. Ce point est le plus sujet à débat, puisque les autres pays pourront juger, à raison, que ces restrictions les pénalisent. Il n'y a pas de réponse simple à ces questions, qui ne pourront être réglées que par la discussion et dans un esprit de coopération afin d'éviter l'escalade des mesures de rétorsion.

CONQUÉRIR L'ÉTAT POUR DÉMOCRATISER L'ÉCONOMIE

Il s'agit en somme de conquérir un contrôle politique sur l'économie, mais dans une perspective *démocratique*. Quand l'économie capitaliste se grippe sous l'effet de ses propres contradictions, quand la crise pointe le bout de son nez et que l'impérialisme fait parler les armes pour tenter coûte que coûte de sauver un système à la dérive, la politique repasse au premier plan. Notamment, l'échelon étatique reste incontournable et totalement fonctionnel au grand capital. Les États capitalistes rivalisent toujours dans des luttes de puissance, ils restent garants du cadre permettant la mise en valeur du capital.

ARTICULER LES CADRES LOCAUX, NATIONAUX ET INTERNATIONAUX

Il faut donc nous emparer, dans une perspective de transformation sociale, de l'ensemble des leviers dont nous disposons dans les cadres locaux et nationaux, sans pour autant négliger le cadre international.

La mondialisation ne rend pas obsolète l'existence du secteur public : elle accroît au contraire sa nécessité. La crise de 2007 n'a pas conduit à l'effondrement généralisé du système pour la simple raison que les États ont sauvé les banques avec de l'argent public, allant jusqu'à nationaliser temporairement des banques. C'est l'inefficacité de la gestion capitaliste elle-même qui a rendu cela nécessaire. Ceci montre qu'il est toujours possible, et indispensable, de reconstituer un important secteur public bancaire, y compris en nationalisant des banques, pour orienter le déve-

« La mondialisation ne rend pas obsolète l'existence du secteur public : elle accroît au contraire sa nécessité. »

loppement économique dans un sens conforme à l'intérêt du pays.

Rappelons également que la France compte toujours quelques fleurons industriels possédés par l'État ou à capitaux publics. La SNCF est par exemple une des entreprises françaises les plus compétitives et les mieux implantées à l'étranger, ce que la propagande libérale s'efforce de nier et de mettre à mal. La compagnie ferroviaire publique démontre chaque jour qu'il est possible de développer les services publics en France et d'affronter les entreprises privées sur leur propre terrain. Contrairement aux calomnies répandues par la bourgeoisie, les services publics ne coûtent pas « trop cher » : ils sont des atouts économiques, sur lesquels le capital voudrait d'ailleurs faire main basse, de façon sélective. Éducation, recherche, santé, ferroviaire, routes : ces services et infrastructures publics contribuent largement plus à l'efficacité

productive de la France que les dispositifs bancals qui, tels le CICE, subventionnent directement les profits du grand capital.

La notion de service public reste ignorée par l'UE. Mais certaines activités et infrastructures pourraient constituer l'ébauche de services publics transnationaux, comme la ligne Thalys constituée par les sociétés nationales de chemin de fer belge et française. N'y a-t-il pas là des jalons intéressants pour réfléchir, en lien avec le renforcement des services publics nationaux, à la mise en place de services publics de qualité issus de coopérations internationales ?

Outre le nécessaire élargissement du secteur public, il s'agit bien de développer, à l'intérieur de toutes les entreprises, des mécanismes de contrôle par les salariés dans l'objectif de développement d'une véritable démocratie économique. L'économie sociale et solidaire, qui représente 10 % des emplois en France, est loin d'être anecdotique et démontre chaque jour que c'est possible.

Cette démocratie économique peut de plus contribuer à renforcer l'efficacité économique. En effet, les travailleurs sont souvent les mieux à même de proposer des solutions aux problèmes concrets rencontrés dans leur entreprise. La démocratie économique est à la fois un impératif politique et productif dans la mesure où, permettant la contribution large des intelligences, ►►

► elle accroît l'efficacité. Si le capital peut migrer rapidement, les compétences productives ne migrent pas si facilement. La mise en œuvre des mesures précédentes, si elles s'accompagnent d'un accroissement de la productivité et de l'attractivité de notre territoire, peut contrebalancer les effets négatifs liés à l'apparition d'un conflit ouvert avec le capital. Le capital est opportuniste par essence, il s'investit là où ses conditions de rentabilité sont garanties. Il sera pour lui difficile de renoncer à d'importants bassins de compétence munis de services publics efficaces.

ET SI L'HISTOIRE BASCULAIT À NOUVEAU ?

L'impression domine aujourd'hui que les rapports de force au niveau international nous sont extrêmement défavorables. Les États-Unis avec Trump à leur tête sèment la zizanie dans le monde entier et connaissent de graves dérives dans leur politique intérieure. La droite et l'extrême droite semblent se renforcer en de nombreux endroits : au Moyen-Orient, en Europe ... En Amérique latine, la grande vague progressiste initiée par Chavez en 1998 a perdu son élan initial face aux difficultés économiques et aux attaques provenant aussi bien de la droite putschiste revancharde que des impérialistes étatsuniens.

Mais si l'histoire basculait à nouveau ? Les rapports de force politiques au niveau international évoluent parfois rapidement et de façon surprenante. Qui aurait pu prévoir le printemps des peuples de 1848 ? Qui eût cru qu'en 1917, au cœur de la grande boucherie impérialiste, émergerait une révolution capable de donner une impulsion rapide et décisive à l'ensemble des luttes sociales, anticoloniales et démocratiques du XX^e siècle ? Les transformations considérables réalisées par les gouvernements et mouvements progressistes latino-américains dans les années 2000 étaient-elles dans la continuité logique de la « longue et obscure nuit néolibérale » dénoncée par l'ex-président équatorien Rafael Correa ? Les aspirations au progrès social et à la démocratie ressurgissent toujours à un moment ou à un autre, quel que soit le poids de la chape de plomb avec laquelle

les dominants cherchent à les recouvrir. Pourquoi en serait-il différemment aujourd'hui ?

De nombreux signes nous permettent de penser que la conjoncture politique internationale est susceptible d'évoluer dans un futur proche. Les forces progressistes, socialistes, communistes,

existent toujours et reprennent du poil de la bête dans des contextes parfois inattendus.

Dans la Turquie semi-fasciste d'Erdogan, le PKK parvient à se développer. On voit renaître des mouvements socialistes d'inspiration marxiste aux États-Unis (avec Bernie Sanders) et au Royaume-Uni (avec Jeremy Corbyn). En Europe, des partis communistes comme le PTB en Belgique ou le PCP au Portugal semblent en capacité de conquérir des positions de pouvoir.

En définitive, les principaux obstacles qui nous sont opposés sont politiques. L'objectif qui s'impose est donc de constituer un bloc

social majoritaire prêt à précipiter la rupture avec les dogmes aujourd'hui hégémoniques, et notamment avec les traités européens. ■

*Constantin Lopez est agrégé de sciences économiques et sociales.

« Les rapports de force politiques au niveau international évoluent parfois rapidement et de façon surprenante. »



« Le » public et « le » privé ?

Voici un verrou dont on sous-estime souvent l'importance : l'article défini singulier. Pour le faire sauter, il faut examiner ce qu'il y a dessous.

PAR CAMILLE CLAUDE*

Le rassemblement n'est pas seulement une question politique ou syndicale. S'il peine à se réaliser, c'est aussi le reflet de difficultés dans la convergence d'intérêts de classes. Les mouvements militants sont-ils toujours assez attentifs à bien identifier les possibilités d'alliances, à éviter les catégorisations en partie inadaptées et les expressions malencontreuses ? Prenons l'exemple de ce qu'on appelle « le public » et « le privé ».

Le public. Pour la gauche, ce sont l'égalité, le désintéressement, ce qu'on doit naturellement à tous. Pour la droite, ce sont la rigidité, les contraintes, la bureaucratie et souvent la fainéantise : Courteline + Brejnev + Lafargue.

Le privé. Pour la gauche, ce sont l'appât du gain, l'exploitation. Pour la droite, ce sont le dynamisme, l'innovation, l'efficacité.

La gauche nationalise, la droite privatise. Les combats des travailleurs, du peuple, des intellectuels apparaissent donc limpides : il faut soutenir le public contre le privé. Mais est-ce si simple ? Évidemment, on a raison de défendre l'égalité, les services publics et de lutter contre le règne du fric et de l'exploitation. Mais est-il sûr qu'on rassemble toutes les forces disponibles en opposant frontalement « le » public et « le » privé, « le » patronat et « les » salariés ?

COMMENÇONS PAR « LE » PUBLIC

Ce qu'on appelle le public comprend des entités aussi différentes que l'appareil d'État, les collectivités locales, les services publics, les entreprises nationales, la Sécurité sociale, etc. Tout cela n'est

pas uniformément bon pour les travailleurs. N'oublions pas la nature de classe de l'État, son appareil répressif, sa diffusion de l'idéologie dominante, à savoir celle de la classe dominante. Certaines collectivités locales sont des points d'appui pour les luttes, d'autres des relais pour les pouvoirs financiers. L'État-patron n'est pas un enfant de chœur, les suicides à la Poste et à l'hôpital en témoignent. Et comment les entreprises publiques et nationales sont-elles gérées ? Lorsqu'il y a eu la grande vague de nationalisations en 1981, elles se sont empressées d'adhérer au MEDEF et de fonctionner (à quelques exceptions près) comme les entreprises privées.

Les services publics, la Sécurité sociale, doivent être défendus, mais surtout améliorés ; ils ont été dévitalisés depuis des décennies, non seulement pour réaliser des « économies » budgétaires, mais aussi pour faire accepter leur privatisation ou

leur suppression à terme. Dans un article célèbre (mais pas assez) des *Cahiers de politique économique* de l'OCDE de 1996, Christian Morrisson l'a expliqué tout crûment. Pour faire accepter les ajustements structurels sans trop de risques politiques, il est préférable 1) de pratiquer une « coupure des investissements publics » (c'est indolore sur le

moment parce que les gens ne s'en aperçoivent que bien plus tard, « au moment de l'application des mesures ») ; 2) « si l'on diminue les dépenses de fonctionnement, il faut veiller à ne pas diminuer la *quantité* de service, quitte à ce que la *qualité* baisse » [<http://projet.pcf.fr/100925>]. On imagine ensuite la réaction de la population : si c'est

« Est-il sûr qu'on rassemble toutes les forces disponibles en opposant frontalement “le” public et “le” privé, “le” patronat et “les” salariés ? »

► ça le public, alors le privé ne sera peut-être pas pire. En outre, avec le déclin et la bureaucratie dans les anciens pays « socialistes », le « public » parfois présenté comme idéal laissait à désirer !

TRANSITION PUBLIC/PRIVÉ

Est-ce si facile de reconnaître le « public » du « privé » ? Une entreprise dont les capitaux sont à 51 % d'État, le reste étant réparti entre divers « investisseurs », et qui est gérée selon les critères capitalistes est-elle publique ou privée ? Et d'ailleurs comment savoir si tel hôpital est public ou privé, si telle filiale d'EDF, de la SNCF, de la Poste est de droit public ou privé, si on a affaire à un agent ou à un sous-traitant, etc. ? L'invisibilité de la différence est souvent voulue. Par exemple, ne serait-il pas instructif de mettre son nez dans la galaxie Keolis ? « Keolis est un opérateur privé de transport public franco-qubécois du secteur des transports de voyageurs », nous dit Wikipédia, dont la notice déploie les tentacules à travers la France et le monde. « La société, basée à Paris, est détenue à 70 % par la SNCF et à 30 % par la Caisse de dépôt et de placement du Québec. Son chiffre d'affaires a atteint 5 milliards d'euros en 2015. Keolis fait partie de SNCF Mobilités. » Bien malin qui pourrait dire si c'est plutôt public ou plutôt privé sans avoir mené une étude sur la question et sans enquêter sur l'origine et la destination de ces 5 milliards.

« La gauche nationalise, la droite privatise. Les combats des travailleurs, du peuple, des intellectuels apparaissent donc limpides : il faut soutenir le public contre le privé. Mais est-ce si simple ? »

Et que dire des cascades de mariages et de concubinages entre le public et le privé : les délégations de service public (DSP), les partenariats publics privés ou PPP (contrats de partenariat, BEA, BEH), les marchés de conception, réalisation, exploitation/maintenance (REM) et les marchés de réa- lisation et d'exploitation/maintenance (CREM),

le marché global de performance (MGP) qui est une innovation issue de la réforme 2016 des marchés publics... Ils peuvent être parfaitement légitimes comme au contraire se révéler de pures escroqueries. Le rapport de force, la vigilance et la compétence des élus dans les collectivités locales, sont déterminants pour savoir ce qu'il en est dans chaque cas, pour pouvoir influencer dans le bon sens.

CONTINUONS PAR LE « PRIVÉ »

Dans les groupements de droit privé, il y a ceux « à but lucratif » et ceux « à but non lucratif ». Les seconds sont en principe des associations désintéressées, mais ce peut être une tromperie ou un marchepied pour le lucratif. Il faut donc parfois voir au cas par cas si on doit plutôt les considérer comme proches des services publics ou non.

« La lutte des classes traverse le public comme le privé, certes de façon différente. »

L'économie sociale et solidaire (ESS) représente un secteur diversifié qui emploie beaucoup plus de monde qu'on ne le croit en général. Le PCF a décidé à juste titre qu'il faut l'encourager, le faire vivre, mais c'est forcément au sein de contradictions à analyser. C'est une question sans nul doute suffisamment importante pour ne pas esquiver le débat.

Le dernier médecin en libéral d'une petite ville, un spécialiste qui officie en banlieue pauvre et sans dépassement d'honoraires, le dernier petit commerce d'un village doivent-ils être considérés comme « le privé » ou comme de fait une variante du service public ? L'autoentrepreneur, possesseur de ses moyens de production, mais exploité par le haut et par le bas, un peu comme les canuts au XIX^e siècle, est-il un faux patron ou un faux salarié ?

Dans les tracts, les communiqués syndicaux et politiques, on fustige souvent « le patronat » pour soutenir « les salariés », c'est en général assez juste. Mais il y a des salariés très haut placés qui ne sont pas à plaindre et des petits patrons qui ne gagnent

pas le SMIC et ne jouissent ni des avantages du vrai patron ni de ceux du salarié. En outre, le PCF, les partis de gauche combattifs, les syndicats ne se prononcent pas pour la suppression de toute activité à but lucratif. Un gouvernement de gauche devrait bien avoir une politique d'incitation pour les artisans, les commerçants, les petites entreprises à but utile.

CONCLUSION

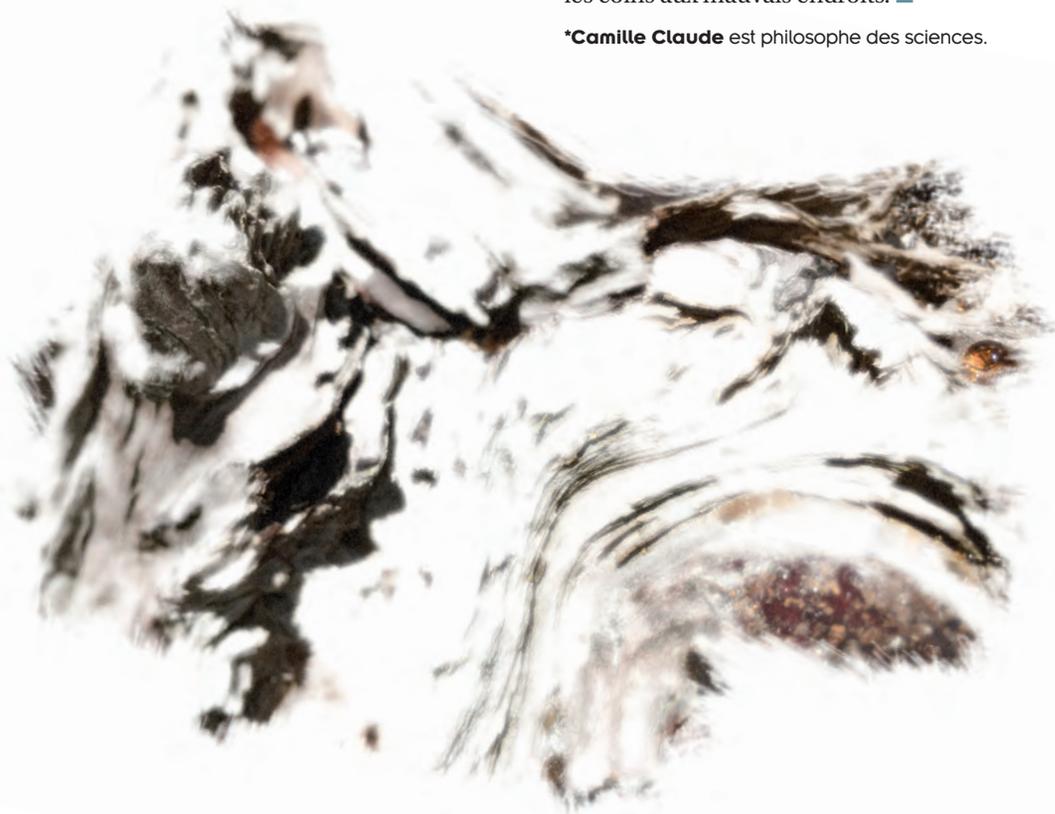
La lutte des classes traverse le public comme le privé, certes de façon différente. Dans tous les cas, l'analyse de la situation concrète est nécessaire. Bien entendu, en première approximation, un rassemblement en faveur des travailleurs, des pauvres, des gens honnêtes, doit comporter une défense et illustration des secteurs publics, mais deux précautions s'imposent.

1. Quels sont les objectifs et quels sont les moyens? Les exploités, ce sont le « grand » patronat, leurs commis dans l'État, la finance, les actionnaires; les exploités, ce sont les travailleurs, salariés ou « indépendants », plus les laissés-pour-compte. La défense du public est

souvent un moyen d'alléger l'exploitation, de jeter des ponts à plus long terme vers une société plus juste. Mais « le » public n'est pas « le » but.

2. Surtout à l'heure où les classes sociales, et en particulier la classe ouvrière, peinent à être définies clairement, objectivement et encore plus subjectivement, il faut poser la question des alliances de classes aujourd'hui. Autrefois, on portait une grande attention (théorique et pratique) à ces questions: ouvriers/paysans; classe ouvrière/intellectuels; salariés/artisans, commerçants, petites entreprises. Regrettons également qu'on emploie souvent l'expression « la petite bourgeoisie » sans la définir et pour désigner aussi bien les artisans que les instituteurs ou les intermittents du spectacle. Il ne faudrait pas laisser prise dans la population à des appréciations du type: « Les syndicats s'occupent des salariés (et surtout de ceux du public) et ils tournent le dos aux couches moyennes non salariées qui souffrent. » Les capitalistes savent fort bien diviser ceux qu'ils exploitent (Français/immigrés, titulaires/précaires, travailleurs/chômeurs, employés/indépendants, etc.); sachons ne pas laisser enfoncer les coins aux mauvais endroits. ■

*Camille Claude est philosophe des sciences.



La « diversité » : une bonne clef ?

Appréhender au mieux la question de la diversité nécessite de l'inscrire dans une problématique large, associant égalité, identité sociale, majorité...

PAR AURÉLIE FIOREL*

La lutte en faveur de la « diversité », des « minorités visibles » et des groupes discriminés, s'est imposée dans le débat public. La célébration et la reconnaissance des différences semblent même s'identifier purement et simplement à l'idée de justice sociale. Une société juste serait une société débarrassée du racisme, du sexisme et de l'homophobie. À l'intérieur de ce cadre, les discussions politiques prennent pour objet les intérêts matériels ou symboliques de la « diversité ». On s'interroge sur l'égalité des chances, la discrimination positive, la mise en place de quotas. On discute de la place à accorder aux revendications mémorielles. On réfléchit à la mise en œuvre de campagnes de sensibilisation pour faire « évoluer les mentalités ».

La promotion de la diversité fait désormais (presque) consensus. Aux États-Unis, l'élection d'Obama a été présentée comme le symbole d'une société acceptant mieux les minorités. En France, le président Sarkozy lui-même avait commencé son mandat en ouvrant certains ministères à des personnes « issues de la diversité ». La critique de cette conception de la justice est cependant indispensable. Non bien sûr pour évacuer purement et simplement la question de la diversité, mais pour la réinscrire dans une problématique plus large.

L'OUBLI DE L'ÉGALITÉ.

La « promotion de la diversité » peut venir se substituer à une conception de la justice centrée

autour de la question de l'égalité. Avec le thème de la diversité, la justice sociale peut être complètement déconnectée de la question de l'égalité matérielle. Désormais, une société pourra être qualifiée de juste tout en étant de plus en plus inégalitaire. L'horizon ne sera plus la réduction des inégalités, l'atténuation des hiérarchies sociales, mais la diversité au sein de la classe dominante. Walter Benn Michaels, auteur d'un livre au titre éloquent *La diversité contre l'égalité*, écrit :

« Si ceux qui gagnent plus d'argent que tout le monde ne sont que des Blancs et des hommes, il y a un problème ; si l'on trouve parmi eux des Noirs, des basanés et des femmes, il n'y a plus de problème. Si votre origine ou votre sexe vous prive des chances de réussite offertes aux autres, il y a un problème ; si c'est votre pauvreté, il n'y en a pas ».

On peut décliner cette critique dans plusieurs domaines. La loi sur la parité homme/femme en politique par exemple. Elle a eu des effets symboliques importants. Mais elle a en réalité surtout assuré la présence de femmes des classes supérieures aux côtés d'hommes des classes supérieures sur les bancs de l'Assemblée nationale. Quant à l'absence des

ouvriers et des employés, hommes ou femmes, sur ces mêmes bancs, on ne s'y intéresse guère. De là à considérer qu'il s'agit d'un problème politique !

Des inégalités sociales, désormais, on ne parle plus. Elles font aujourd'hui partie du décor ; on les a déclarées naturelles et même bénéfiques. La seule préoccupation désormais est la composition de l'élite et l'exigence qu'elle reflète en son sein la diversité sociale, c'est-à-dire que la proportion des femmes, des homosexuels et des personnes de couleurs y soit la même que dans la société.

« Avec le thème de la diversité, la justice sociale peut être complètement déconnectée de la question de l'égalité matérielle. »

« Non seulement, l'idéologie dominante ne parle plus des classes populaires, des ouvriers et des employés, mais les intéressés eux-mêmes ont trop souvent cessé de se penser à travers ces catégories. »

Dans ce nouveau discours, les classes populaires n'existent pas. Elles sont hors champ. Cette obsession pour les modalités de recrutement de l'élite se double d'une indifférence complète pour la diversité au sein des catégories défavorisées socialement. François Dubet écrit dans un article du *Monde* (30/11/2009) à propos de l'école :

« Si nous sommes indignés par la faible part des enfants de travailleurs et des enfants issus des minorités discriminées parmi les élèves des classes préparatoires et des grandes écoles, nous le sommes beaucoup moins par leur sur-représentation dans les filières scolaires les moins valorisées leur promettant les emplois les plus précaires, les plus mal payés et les plus pénibles : près de 80 % des élèves en CAP sont d'origine populaire. Nous sommes plus sensibles à la diversité dans les grandes écoles que dans la grande distribution et les travaux publics ».

La remarque vaut bien sûr pour les femmes. « On sait aussi, lit-on dans le même article, que la part des femmes dans les élites s'est élevée sans que la situation moyenne des femmes dans le monde du travail se soit améliorée de façon parallèle : quelques filles accèdent à l'École polytechnique, mais 61 % des emplois peu qualifiés et 82 % des emplois à temps partiel sont occupés par des femmes ».

L'OUBLI DE L'IDENTITÉ SOCIALE

Non seulement, l'idéologie dominante ne parle plus des classes populaires, des ouvriers et des employés, mais les intéressés eux-mêmes ont trop souvent cessé de se penser à travers ces catégories. On se vit comme « Arabe », « Turc », « Français de souche » ou « Antillais ». Mais on ne se vit plus comme ouvriers ou employés, on ne se vit plus comme membre d'une classe sociale. De curieux ensembles apparaissent alors. Le

jeune intérimaire d'origine algérienne devient le frère du prince saoudien milliardaire, au prétexte qu'ils sont l'un et l'autre musulman. Arnaud Lagardère, autre milliardaire, devient, parce qu'il est blanc, le semblable de madame Dupont, caissière dans la grande distribution. Ceux que presque tout réunit au quotidien parce qu'ils occupent une position subordonnée dans les rapports de domination (mêmes conditions de travail, même absence de protections, même rapport à l'avenir, etc.), ceux-là se méfient les uns des autres.

Sans être à l'origine de cette transformation des identités, le discours sur la diversité contribue à rendre invisible les appartenances de classes. La promotion de la diversité, sous couvert de tolérance et de pluralisme, est en réalité une assignation identitaire. Elle somme les individus de s'identifier à partir d'une seule appartenance : l'origine culturelle ou la couleur de peau. La multiplicité des appartenances (nationales, sociales, géographiques, etc.) s'évanouit.

L'OUBLI DE LA MAJORITÉ.

La lutte en faveur de la diversité peut empêcher la construction d'un nouveau « grand récit » susceptible d'unir les dominés en des majorités nouvelles. Félix Guattari et Daniel Cohn-Bendit par exemple écrivaient en 1986 : « Quelle ineptie que de prétendre accorder sur une même vision des choses, les immigrés, les féministes, les *rockers*, les régionalistes, les pacifistes, les écologistes et les passionnés d'informatique ». Pourtant, n'en déplaise à nos deux penseurs « radicaux », cette fragmentation des revendications, cette dissolution des dominés en une kyrielle de sous-groupes encore divisibles (les *rockers* régionalistes pacifistes ne devant pas être confondus avec les *rockers* régionalistes qui ont délaissé la non-violence, etc.), est le rêve de toutes les classes dominantes de l'histoire. Le vieil adage politique – « diviser pour mieux régner » – s'accommode très bien de la « valorisation des minorités ».

Il n'y a de progrès social que là où les masses se mobilisent. Et cette mobilisation suppose toujours un « grand récit » capable d'intégrer la diversité des intérêts en présence. C'était tout l'enjeu par exemple de l'adoption du terme « prolétaire » au XIX^e siècle qui permettait de dépasser la séparation des dominés en corps de métiers distincts.

On n'échappe pas aux « grands récits ». Et l'his- ►►

► toire, comme la nature, ayant horreur du vide, le reflux du grand récit ouvrier, une libération pour nos penseurs « radicaux », s'est accompagné de la montée en puissance d'un nouveau grand récit, néolibéral cette fois, dans lequel la promotion de la diversité a toute sa place.

L'ÉGALITÉ CONTRE LA DIVERSITÉ ?

Croyant lutter contre ces trois oublis, certains ont décidé de choisir l'égalité *contre* la diversité. Le souci de la diversité est alors conçu comme une préoccupation « petite-bourgeoise ». Pensons à la manière dont sont distinguées les questions dites « sociales » et les questions dites « sociétales ». On veut parfois suggérer par là qu'il y aurait des questions sérieuses, prioritaires, et des questions seulement secondaires, mobilisées pour faire oublier les questions sociales. Pourtant, au moins deux raisons empêchent de choisir l'égalité *contre* la diversité.

Première raison, qu'il faut rappeler malgré son évidence : des injustices subsisteraient quand bien même il n'y aurait plus d'injustices économiques. Pourquoi n'y aurait-il plus d'agressions homophobes ? Pourquoi la violence faite aux femmes disparaîtrait-elle ? Si l'on peut établir des liens entre sexisme et capitalisme, on ne peut pourtant déduire le premier du second. Faut-il imaginer, dernier exemple, qu'une fois le capitalisme dépassé, il serait impossible de voir une religion en dominer une autre ? On peut sérieusement en douter.

Deuxième raison : il est en réalité impossible de distinguer dans de nombreuses situations les deux questions évoquées ci-dessus. Il n'y a pas d'un côté le « social » et de l'autre le « sociétal », mais un enchevêtrement. Dès lors, choisir l'égalité contre la diversité, ce serait occulter de nombreux problèmes des classes populaires elles-mêmes. Le monde du travail est en effet traversé par la question sexuelle. Les emplois à temps partiel contraint par exemple concernent davantage les femmes des classes populaires que les hommes. Certains types d'emplois, qui sont l'occasion de souffrances spécifiques, sont quasi exclusivement féminins (le travail en caisse dans la grande distribution par exemple). Et on peut dire de même de la question « ethnique ». Elle structure elle aussi en partie le monde économique. Les personnes de « couleurs » sont sur-représentées dans certaines catégories d'emplois difficiles, elles sont plus touchées que leurs homologues « blancs » des classes populaires par le chômage, etc. Dans chacun de ces exem-

ples, la référence à la classe sociale ne permet pas de décrire entièrement le sort des plus démunis. Cette imbrication, finalement, n'est rien d'autre que la manifestation de la pluralité des appartenances composant les identités.

ARTICULER ÉGALITÉ ET DIVERSITÉ.

Il n'y a donc pas d'autre issue que d'articuler les notions de diversité et d'égalité. La philosophe américaine, Nancy Fraser dans *Qu'est-ce que la justice sociale ?*, propose une perspective intéressante : articuler égalité et diversité en matière de revendication et toujours veiller à ce que les remèdes à l'une des injustices n'aggravent pas l'autre injustice.

Par exemple, la lutte contre les inégalités peut viser davantage de redistribution au moyen de l'impôt. Fraser suggère que ce type de remède est problématique parce qu'il risque d'accroître les discriminations à l'égard des populations bénéficiaires de cette redistribution. En effet, la politique redistributive produit la représentation de groupes sociaux « assistés », incapables de se prendre en main et bénéficiant de traitements de faveur. Il faut donc envisager d'autres remèdes qui n'induisent pas ces représentations méprisantes ; par exemple, la réduction des écarts de salaires, la hausse des bas salaires, la gratuité pour tous de certains biens, la reprise en main de la gestion des entreprises par l'appropriation sociale des moyens de production, etc.

Autre exemple, les luttes portant sur l'identité peuvent parfois constituer de sérieux obstacles aux revendications égalitaires. Elles peuvent notamment justifier, au nom du droit à la différence, des formes de domination à l'intérieur de communautés. Elles peuvent aussi conduire au séparatisme culturel de tel ou tel groupe (c'est ainsi que Gilles Kepel analyse le salafisme en France), séparatisme rendant les alliances entre groupes dominés de plus en plus improbables. Comment les luttes relatives à l'identité peuvent-elles devenir compatibles avec celles relatives à l'égalité ? Elles doivent chercher, selon Fraser, non pas à renforcer les différences entre les groupes, mais plutôt à relativiser l'importance des identités dans la vie sociale. S'il faut revaloriser les identités méprisées, ce n'est pas pour mettre en avant leurs spécificités, mais pour faire en sorte que l'identité ne soit plus déterminante dans l'accès à l'emploi, au logement, etc. ■

*Aurélié Fiorel est philosophe.

Lutter contre la déresponsabilisation et la délégation du pouvoir politique

Si chacun a à la fois un intérêt objectif et, souvent, un avis sur toute chose, l'engagement comme méthode de défense de ses intérêts est un processus complexe, qui rencontre un certain nombre de freins. L'un d'eux est la déresponsabilisation, conséquence directe de l'intériorisation des « rapports de production » projetés sur l'engagement.

PAR **SIMON LAHURE***

Sous le capitalisme, les rapports de production sont l'expression d'une découpe verticale des tâches de production, conduisant à une déconnexion entre la décision et l'action productive. À ce titre, le développement de

la logique du management, un ensemble de stratégies pour imposer les décisions productives prises par des gens situés en dehors de la réalité de la production, l'illustre. Le travail salarié se caractérise par la subordination, c'est-à-dire le fait d'être sous la direction et le contrôle d'un autre. La séparation entre la conception et l'exécution et la division du travail empêchent les salariés de maîtriser l'ensemble d'un processus, et donc de s'épanouir au travail. Le Mouvement des entreprises de France (MEDEF), conscient de l'influence

négative des conditions de travail pour ses profits imagine un tas de solutions destinées à accroître l'illusion de la participation des salariés à la destinée de l'entreprise, sans remettre en cause la propriété des moyens de production et la déconnexion entre décision et exécution. À l'inverse, les forces progressistes expérimentent par le biais de l'économie sociale et solidaire de nouvelles

méthodes de propriété sociale devant rendre effective la maîtrise des conditions et des rapports de production, au sein des limites formées par le mode de production dominant. Assemblées générales de salariés, reconnexion entre décision et action productives... sont autant d'efforts pour rendre les travailleurs acteurs de la production.

LES RAPPORTS DE PRODUCTION SE REPRODUISENT DANS LA SPHÈRE DE L'ENGAGEMENT

L'une des premières batailles des organisations de travailleurs a été la reconnaissance de l'engagement, par la conquête de droits politiques et de droits syndicaux. Afin d'apporter un cadre institutionnel à ces engagements, la démocratie libérale a développé une stratification de l'engagement pour distinguer les représentants légitimes du peuple et cantonner l'engagement valorisé socialement à une minorité d'individus. Dans la sphère politique, ce sont les élus de la République qui bénéficient de cette reconnaissance institutionnelle, corrélée à un ensemble de droits propres à l'élu. De la même manière s'effectue dans la sphère sociale une valorisation des délégués syndicaux, bénéficiant du statut de salariés protégés. Le nombre limité d'élus, dans un cas comme dans l'autre, est un frein à la reconnaissance de l'engagement du plus grand nombre. Ceci représente un verrou à l'engagement : il y a d'un côté ceux qui sont reconnus comme engagés, et de l'autre ceux qui ne le sont pas. Se met alors en place naturellement un principe de délégation de pouvoir. Until a du temps libéré (décharge syndicale) ou une légitimité plus ►►

« La séparation entre la conception et l'exécution et la division du travail empêchent les salariés de maîtriser l'ensemble d'un processus, et donc de s'épanouir au travail. »

« Le parti politique ne doit pas être uniquement une machine de conquête de positions institutionnelles, mais un outil au service du développement des luttes politiques, aussi bien à l'intérieur qu'à l'extérieur des institutions, tout en se devant d'être un outil d'émancipation des individus. »

- grande pour agir sur le réel (parce qu'il est élu), alors les autres tendent à manifester uniquement leur avis par le vote dans les cadres institutionnels. Par la règle commune du reversement des indemnités d'élu, le parti communiste s'est toujours positionné contre cette distinction, refusant d'avoir des professionnels de la politique, contrairement à d'autres partis sociaux-démocrates ou libéraux pour qui la politique est une profession et non un engagement. Le parti politique ne doit pas être uniquement une machine de conquête de positions institutionnelles, mais un outil au service du développement des luttes politiques, aussi bien à l'intérieur qu'à l'extérieur des institutions, tout en se devant d'être un outil d'émancipation des individus.

Au sein même de l'engagement, apparaît un nouveau verrou, corollaire de la division verticale de l'action militante : la déresponsabilisation. Si un « chef » est seul à avoir la maîtrise de la décision et de l'action politique, il n'y a pas d'épanouissement militant possible. Bien sûr, il n'existe pas d'absolu en matière de curseur. Aucun collectif militant ne repose exclusivement sur un seul « chef », et aucun collectif militant ne peut se passer de coordination. Mais force d'habitude, il y a un accaparement de la prise d'initiative, souvent pour les meilleures raisons du monde (urgence de la décision, légitimité politique centralisée dans une seule main, maîtrise écrasante de la technicité des dossiers), mais qui produit un repoussoir à l'engagement militant.

La déresponsabilisation est un processus dynamique, acteur d'un renforcement de la division verticale des tâches militantes. Ainsi, si je ne fais que distribuer le samedi sur mon marché, je vais finir par ne même plus participer à la déci-

sion de ce que je distribue sur mon marché. À l'inverse, si je suis dans une position socialement reconnue, je vais intervenir dans des débats, prendre des décisions, clore des discussions, et donc accroître mon poids politique propre. Au risque que le fossé se creuse...

DES CLÉS EXISTENT POUR DÉPASSER CES RAPPORTS D'ENGAGEMENT INÉGALITAIRES

Parce que « la révolution ne se fera pas sans un salariat organisé » (voir *Cause Commune* n° 4), toutes les méthodes de responsabilisation doivent être mises en œuvre afin de rendre toujours plus massive et plus efficace l'action politique révolutionnaire, indispensable à toute conquête politique de progrès social.

« Le projet communiste pose comme un préalable l'idée que tous sont capables. Capables de quoi? De prendre le pouvoir sur leurs vies, sur les richesses qu'ils produisent, sur l'avenir du pays et du monde. » (Marine Roussillon, *Carnets Rouges*, n° 5). Ce préalable est indispensable pour viser le dépassement des aliénations, c'est-à-dire l'expérience communiste. Ce discours de confiance est un point de rupture avec le vécu des gens, qui doit ouvrir la voie à un nouveau paradigme : nous avons tous la possibilité de prendre nos vies en main, individuellement au sein d'un collectif organisé. Ce dépassement de la déresponsabilisation est d'abord intrinsèque, car il repose en premier lieu sur la possibilité de battre en brèche l'autocensure militante. Celle-ci peut aller du sentiment d'illégitimité à prendre la parole en réunion à celui de prendre des responsabilités. Dans tous les cas, elle est l'expression de l'intériorisation d'un sentiment d'incapacité personnelle, couplée à une valorisation d'autrui considéré comme plus capable ou plus légitime que soi pour réaliser une tâche complexe ; et tout ceci procède d'une reproduction de rapports de production déresponsabilisant dans la sphère militante.

Pour changer cela, le discours seul est insuffisant, et c'est par une dialectique entre le discours et l'action que les choses peuvent évoluer vers une responsabilisation de chacun au sein d'un collectif. Le premier outil est sans doute la responsabilisation par tâche. Indifféremment des responsabilités des uns et des autres, et par-delà le préalable indispensable qui est la prise de parole de chacun, nous sommes toutes et tous en capacité de réaliser des tâches militantes coordonnées. Ainsi, après chaque temps de



coordination, chacune et chacun doit pouvoir repartir avec une tâche militante accessible à réaliser avant le temps de coordination suivant, tâche qui ne doit pas lui être imposée par un chef mais prise en main par l'individu au service de l'action collective coordonnée. Toute tâche militante doit ainsi être l'expression d'une connexion entre décision et action politique. La tâche peut être simple (rappeler trois ou quatre camarades pour la prochaine distribution) ou complexe (écrire un tract), mais doit permettre de mettre en application l'intellectuel collectif émanant de la réunion. Rappeler et convaincre des camarades de venir à une action militante nécessite d'expliquer les raisons de cette action, ce qui permet d'autant mieux de les intérioriser soi-même, et ainsi d'échapper à la déresponsabilisation. La responsabilité par tâche n'est qu'une étape conduisant à la responsabilisation sectorielle par la maîtrise collective de la décision politique : l'objectif étant d'apprendre à coordonner un projet dans un secteur particulier, ainsi que tout le cheminement conduisant à sa réalisation (prise en compte des aspirations des camarades, définition et adaptation de toutes les tâches particulières, répartition de celles-ci, suivi de leur réalisation, bilan...). La prise en compte de cette dialectique entre dis-

cours et action doit conduire à se doter d'outils plus généraux pour accompagner cette dynamique visant aussi bien l'épanouissement que l'émancipation des individus. Le premier de ces outils est la formation, intellectuelle et pratique, permanente. Formelle ou informelle, elle est le pont entre la déclaration « tous capables » et la prise en main effective de chacun sur la destinée du pays et du monde. La formation doit donc être pensée comme un outil de progression adaptable, une boîte à outils dont le militant se saisit pour s'approprier des grilles de lecture et des clés utilisables dans son action politique quotidienne. La lutte contre la déresponsabilisation individuelle est un enjeu de premier ordre et demande une attention de tous les instants, tant de la part de celles et ceux qui risqueraient de se déresponsabiliser au profit d'autres qu'ils ou elles jugent plus capables, que de la part de celles et ceux, souvent ceux, qui risqueraient, la plupart du temps avec les meilleures intentions du monde, de conduire les autres à se déresponsabiliser en prenant tout à leur charge. ■

*Simon Lahure est militant communiste (Isère).

Prendre conscience de l'ampleur des forces de progrès à l'œuvre

Quand tant de forces et de moyens sont à l'œuvre pour nous faire accepter le monde tel qu'il est, ne devons-nous pas apprécier autrement cette extraordinaire détermination de notre peuple à refuser les injustices et à construire et agir au jour le jour pour une société plus humaine ?

PAR FRÉDO COYÈRE*

SOLIDARITÉ TOUS AZIMUTS, NOTRE BAIN QUOTIDIEN

Un système de sécurité sociale, de retraites, des services publics... Des services sociaux, des hôpitaux publics avec un des meilleurs services de santé au monde, des transports publics développés, des milliers d'enseignants, de chercheurs... Des AMAP, des fab-labs, des cafés associatifs, des reprises d'entreprise par leurs salariés, Fralib, SCOP Hélio-Corbeil... Des militants syndicaux, politiques, des lanceurs d'alertes, des agriculteurs bios et alternatifs et des usagers ou travailleurs qui imaginent et inventent une autre approche de la nature, du monde animal et de nos consommations... Des zadistes, des communautés, des squatteurs qui organisent du logement collectif et citoyen, 16 millions de bénévoles

« Nous sommes au cœur d'une lutte des classes violente, cupide et méprisante conduite par un tout petit clan aux valeurs mesquines face aux peuples du monde. Face à elle, notre immense atout est notre nombre et notre incoercible force est notre union. »

dans des associations... des militants (soit 1 Français sur 4) qui agissent pour rendre la vie plus belle : notre pays la France n'est pas que ça, mais c'est surtout ÇA ! Nous sommes tous migrants, fonctionnaires, chômeurs, précaires, Uber, cheminots, travailleurs, jeunes, retraités, immigrés, sans-papiers... Nous sommes tous producteurs de biens pour les autres et tous consommateurs et usagers de biens produits par d'autres. Nous sommes tous interdépendants. C'est notre bain quotidien. Les liens qui nous unissent aux autres sont pour chacun les clefs d'une liberté véritable. Oui, nous sommes au cœur d'une lutte des classes violente, cupide et méprisante conduite par un tout petit clan aux valeurs mesquines face aux peuples du monde. Face à elle, notre immense atout est notre nombre et notre incoercible force est notre union.

DIVISER POUR MIEUX RÉGNER

Les dirigeants du pays n'ignorent pas le puissant bouillonnement qui existe dans notre pays et les droits que le monde du travail a su conquérir années après années. Coopérations, solidarités, collaborations, collectifs, partenariat, aides, mutualisation, coopératives sont des mots bannis de leur vocabulaire. Ou plutôt non, s'ils les utilisent et en abusent même, c'est pour afficher un côté positif à leurs projets de réformes et ainsi déguiser l'accumulation d'argent pour les plus riches. Ils savent qu'il faut nous diviser. Cheminots vs salariés, Français vs migrants... Il suffit de se souvenir d'Emmanuel Macron sur BFMTV, lors de l'interview avec Jean-Jacques Bourdin et Edwy Plenel s'appliquer à expliquer qu'il n'y a rien de commun entre un cheminot et un zadiste de Notre-Dame-des-Landes ou encore entre un étudiant et une salariée d'un EHPAD... Selon lui : « Il y a des colères légitimes et d'autres illégitimes ». Et puis ils s'efforcent de démontrer que les droits que nous défendons sont des acquis vieillots et démodés qui plombent l'économie. Ils peuvent

ainsi, en se plaçant en experts du moment, convaincre les citoyens qui souffrent au présent que les réformes libérales sont nécessaires et que ceux qui les refusent font partie de l'ancien monde.

Selon eux: « Pour que l'avenir soit meilleur nous nous devons d'ouvrir à la concurrence... de gagner la compétition... d'être beaucoup plus compétitif... d'être réaliste et pragmatique... d'accepter de vivre plus mal aujourd'hui pour que ça aille mieux plus tard ». Voilà donc la société « merveilleuse » que nous proposent ceux qui dirigent le pays et en premier de cordée Monsieur Macron. L'immense majorité des citoyens de notre pays ne pense pas que ça ira mieux si on s'engage dans ce sens; mais dans le petit monde *Macronéconomi* on le pense très fort.

Un petit monde médiocre avec une obsession centrale: organiser le système pour que les richesses passent des poches du plus grand nombre aux poches des plus grands riches. Car dans leurs discours, plus les riches seront riches plus les autres iront mieux et si, hélas, il ne leur reste pas grand-chose, c'est finalement qu'ils le « méritent ».

Dans ce petit monde, on n'y parle jamais des fins de mois difficiles, on parle ISE, actions, Bourse, niches fiscales, « coût » du travail... La valeur suprême est l'argent alors tout doit se vendre: éducation, transport, santé, culture, savoirs, amours, fans...

En grande partie appartenant aux plus riches du pays, les média (TV radios, journaux...) se doivent d'être au diapason et s'appliquent chaque jour à relayer cette pensée unique. Économistes, experts en tout, journalistes, essayistes et éditeurs zélés nous « informent »: la sélection, l'injustice, les humiliations ou les inégalités seraient normales et admises par le plus grand nombre, les grévistes sont manipulés par des syndicats archaïques, faciliter les licenciements permettrait de réduire le chômage, être moderne serait de consentir à des baisses de salaire, la solution à la pauvreté serait de se serrer la ceinture pour s'y habituer... Trop, c'est trop!

NOTRE RÔLE ET NOTRE DEVOIR: UNIR POUR GAGNER

Oui les gens préfèrent coopérer plutôt que d'être en concurrence entre eux. Ils préfèrent être solidaires plutôt qu'être indifférents aux souffrances d'autrui; ils refusent les inégalités, sont scandalisés par les dividendes exorbitants et indécents

« Il est primordial d'incarner la force consciente et confiante dans le fait qu'un avenir progressiste est possible, que ses racines sont déjà présentes et s'étendent chaque jour discrètement. »

que s'octroient actionnaires et grands patrons... Ce monde de solidarités et de coopérations que nous vivons au jour le jour... C'est celui que nous défendons, c'est celui que nous construisons. C'est le nôtre! Comme nous communistes, des millions de citoyens, de citoyennes ici et maintenant sont à la fois à la recherche d'un monde meilleur et participent à sa construction au jour le jour. Elles et ils refusent ce système niant l'humain et agissent avec leurs moyens pour que les choses ne restent pas en l'état et que leurs actes changent l'avenir qui nous est proposé. Cela fait partie intégrante de notre présent commun. Cette mobilisation permanente existe.

Alors que tout est fait pour faire renoncer notre peuple à agir et à lutter, n'y a-t-il pas là un rôle politique majeur à jouer à aider notre peuple à mesurer cette dynamique de résistance populaire et souterraine?

Mettre en lumière ces solidarités concrètes, c'est redonner l'espoir que tout est possible. Ce rôle est double. D'abord, il est primordial d'incarner la force consciente et confiante dans le fait qu'un avenir progressiste est possible, que ses racines sont déjà présentes et s'étendent chaque jour discrètement. Et dans un même mouvement il est indispensable de mesurer et de faire mesurer le sens politique de cette contestation permanente du système pour contribuer à unir et à rassembler très largement. L'histoire et nos engagements passés et présents nous donnent raison. Toutes les avancées sociales sont le fruit de cette énergie et de cette intelligence populaire commune.

Notre combat communiste pour dépasser toutes les divisions est celui de l'avenir, de l'humain et du progrès social; un fil rouge qui doit accompagner tous nos actes. ■

*Frédo Coyère est graphiste. Il est membre du comité de rédaction de *Cause commune*.

L'inégalité devant la maladie et la mort

Il faut remercier *Cause Commune* d'avoir consacré deux articles à ce qui est probablement la plus grande des inégalités : l'inégalité devant la maladie et la mort.

Le premier, signé de l'économiste Philippe Batifouiller, nous rappelle que les conditions sociales d'existence (doublées des inégalités territoriales) « s'inscrivent durement dans les corps ». Les barrières financières d'accès aux soins (spécialement la couverture complémentaire) et les déserts médicaux cumulent leurs effets et conduisent à une « fracture sanitaire installée ».

Le second, signé du géographe Elie Jousstellin, s'appuie sur une étude menée en Seine-Saint-Denis sur le cancer du sein et corrèle la prise en charge plus ou moins précoce à la densité médicale de premier recours plus ou moins forte, les classes défavorisées étant prises en charge plus tardivement.

Initiateurs d'un collectif pluraliste, soutenu par plus de dix mille citoyens, nous ne cessons de dénoncer les indicateurs de santé catastrophiques de l'ancien Bassin Minier du Nord et du Pas-de-Calais. Avec une surmortalité supérieure de 38 % à la moyenne nationale dans l'agglomération de Lens-Liévin et même 64 % chez les moins de 65 ans, ce territoire est le dernier de la classe ! Ensemble, nous revendiquons quinze mesures d'urgence dans le cadre d'un plan cohérent de rattrapage sanitaire.

Cela est vrai de la prévention : comme Elie Jousstellin, nous pensons nécessaire de réorienter l'offre de soins, repenser les politiques de prévention, susciter une prise de conscience jusqu'à rendre obligatoire certains dépistages.

Nous ne nous résignons pas à ce que des villes de plus de 10 000 habitants se retrouvent sans aucun généraliste d'ici trois ou quatre ans ! C'est pourtant ce qui est en train d'arriver ici ! Nous n'acceptons toujours pas qu'une ville comme Auchel (11 400 habitants) ait perdu en vingt ans, face à l'inertie quasi générale, les trois-quarts de ses spécialistes qui exerçaient au Centre de santé du régime minier. Pourtant ce centre de proximité, ouvert à toute la population, sans avance

de frais ni dépassement d'honoraires, était une réponse aux besoins spécifiques du territoire où la carte de la pauvreté-précarité et celle de la surmortalité se superposent.

Même les actions de « compensation » arrachées à l'agence régionale de santé (ARS) suite aux actions menées par les élus locaux, principalement communistes, n'ont pu être concrétisées : ni réimplantation de deux fauteuils dentaires, ni dépistage rétinopie-diabétique faute de professionnels de santé acceptant, ne serait-ce que d'encadrer des intervenants potentiels (étudiants en fin de cursus universitaire) !

Et que dire du fait que 80 % des stagiaires en psychiatrie sont affectés sur la métropole lilloise contre 20 % dans le Pas-de-Calais. Pourtant sur les huit postes du centre médical pédopsychologie de Lens, un seul est pourvu générant une attente de deux ans pour un simple rendez-vous !

C'est aussi au cœur du bassin minier qu'ont été fermés le service de pneumologie de Lens et celui de cardiologie de Béthune. C'est ici que la ministre Marisol Touraine a imposé 400 suppressions de lits en échange du financement (modeste) par le comité interministériel de performance et de la modernisation de l'offre de soins (COPERMO) du futur hôpital de Lens. Un choix qui se traduit déjà par un surengorgement des urgences (plus de 24h d'attente en moyenne).

Oui donc à un Plan d'urgence pour les hôpitaux. Mais oui aussi à un plan national pour résorber les inégalités sociales et territoriales de santé comme le demande notre collectif. À ce sujet, les parlementaires communistes ont proposé, en plus de la suppression du numerus clausus, le non-conventionnement des médecins qui s'installeraient sur des territoires surdotés. Une mesure qui ne pénaliserait pas les patients de ces territoires puisqu'ils pourraient toujours s'adresser à des médecins en nombre supérieur à la moyenne nationale avec les mêmes conditions de remboursement. Au niveau du Nord-Pas-de-Calais, nous exigeons aussi l'inscription d'un vrai volet sanitaire avec les financements dédiés de l'État, dans le cadre du contrat d'engagement en vigueur pour le bassin minier. Jamais nous ne nous résignerons à ce qu'on meure ici cinq à six ans plus tôt qu'en moyenne nationale ! ●

Cathy Apourceau-Poly, sénatrice du Pas-de-Calais,
Dominique Watrin, ancien sénateur du Pas-de-Calais



Drame hispano-catalan : des leçons pour la France et l'Europe ?

À première vue, la violence du gouvernement espagnol contre les aspirations nationales catalanes a des aspects tellement particuliers à l'Espagne, à l'histoire catalane depuis des siècles, à la complexité de la construction nationale espagnole au cours de la *Reconquista*, à l'histoire du fascisme franquiste, à ses persistance dans la droite espagnole, aux intérêts convergents de la droite catalane et de la droite espagnole pour faire oublier les imputations de corruption à leur égard, etc., qu'il semble aléatoire d'en tirer des leçons pertinentes en ce qui concerne les orientations du mouvement progressiste en France et en Europe. Et pourtant...

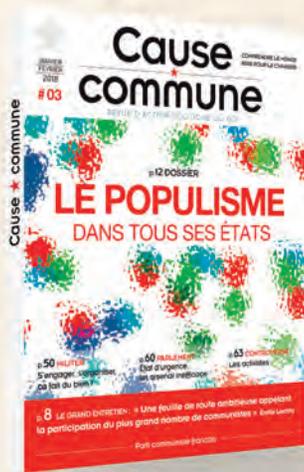
N'avons-nous pas vécu au cours des derniers mois une campagne électorale en France où le sentiment national a joué un rôle non négligeable ? Plus de 33 % des voix se sont portées au deuxième tour de la présidentielle sur le FN qui voulait sortir de l'euro. Il ne s'agit pas de nier ici l'importance d'autres facteurs dans ce résultat, mais de ne pas l'oublier non plus. À gauche de même, Mélenchon, avec près de 20 % des voix au premier tour, a agité un thème semblable, flattant de façon dangereuse un nationalisme myope. Il ignorait les solidarités possibles entre peuples européens, ne retenant que les effets de la politique ultralibérale imposée aux peuples par les dirigeants actuels de l'Europe. Ne voyons-nous pas dans le drame catalan une logique d'affrontement, de division populaire, fondée sur un nationalisme et un juridisme autoritaire, sur un déni de démocratie et de solidarité ? Les peuples d'Espagne n'ont-ils pas des intérêts communs pour combattre la politique ultralibérale de M. Rajoy comme de M. Puigdemont ? N'est-il pas clair que l'intérêt de ces peuples est la prise en compte des aspirations nationales historiques dans un cadre national espagnol commun, autour d'une politique progressiste ? À qui profite la division populaire actuelle en Catalogne, en Espagne ? Comparaison n'est pas raison, certes. Il reste que tout montre que la violence de la politique ultralibérale imposée aux peuples européens par une coalition des droites – malgré

les refus populaires en France, en Irlande et aux Pays-Bas – peut nourrir des sentiments nationalistes exploités par les extrêmes droites européennes, qui entendent dresser les peuples les uns contre les autres, pendant que les multinationales tireraient les marrons du feu. La réalité est qu'il existe en France un sentiment national, dans lequel la Révolution a joué un rôle de catalyseur. Des peuples annexés par les guerres royales des siècles précédents sont devenus irrévocablement français quand la Révolution les a libérés des aristocraties. Le sentiment national français n'est-il pas blessé quand Alstom passe sous contrôle allemand ? Quand la construction navale passe sous contrôle italien sans que

le pouvoir actuel, imbibé d'idéologie et de pratique libérales, lève le petit doigt ? Faut-il laisser au FN et à la droite extrémisée la démagogie d'une protestation chauvine ? Existe-t-il, à l'heure actuelle, un peuple européen ? C'est ce que veulent faire croire les fédéralistes, qui souhaitent accentuer la direction autoritaire et bureaucratique actuelle dans une fuite en avant où les réalités nationales seraient lésées, voire niées. Un peuple européen existera peut-être un jour, si l'histoire réoriente la construction européenne pour l'épanouissement de tous, sur la base du consentement de chaque peuple. Mais nous en sommes loin, et la crise menace l'Union européenne de dislocation, avec comme corollaire l'exacerbation des concurrences et des nationalismes. Avec, au

bout, le retour des guerres intra-européennes ? Voilà pourquoi une leçon du drame hispano-catalan est l'urgence pour le mouvement progressiste en France, et singulièrement pour le PCF, de porter bien plus haut et bien plus fort la vision communiste d'une Europe des peuples, associés pour le progrès commun. Il y a grande urgence à faire connaître et partager une vision nationale progressiste qui prenne pleinement en compte les intérêts communs des peuples européens. Le danger est trop grand de l'exploitation démagogique par des aventuriers de divers bords des blessures infligées au sentiment national français par la construction européenne actuelle. La vision communiste de l'Europe comme libre association de peuples souverains doit être beaucoup plus médiatisée, nourrie de propositions institutionnelles concrètes qui garantissent qu'à aucune étape aucun peuple ne pourrait se voir imposer une politique – économique, sociale, environnementale – dont sa majorité ne voudrait pas. ●

Pascal Lederer, directeur de recherches émérite au CNRS.



Mettre à l'ordre du jour le dépassement du pouvoir des 1 %

Plus les besoins de transformation du mode d'échange et de production se feront sentir, plus les propositions économiques des communistes seront audibles, comprises et mises en œuvre. La crise de société mondialisée pose le besoin de sortir des rails, de transformer le mode de production et d'échange, et de créer les moyens nécessaires aux activités humaines, leur reproduction et leur développement. Pour cela, il s'agit d'intervenir en dernière instance sur les conditions économiques de reproduction de la société, la reproduction élargie des biens nécessaires à la vie humaine. Transformer l'existant, c'est partir de la réalité de l'existant. Partir de la réalité de l'existant, c'est partir de l'accumulation-dévalorisation du capital, c'est détourner une partie de la circulation et de l'accumulation du capital vers les besoins sociaux, les besoins des êtres humains, de la personne dans la société tout entière. [...]

La société humaine du XXI^e siècle, la nôtre, est celle du *capitalisme monopoliste mondialisé numériquement informationnalisé globalement financiarisé (CMMNIGF)*. Il réunit au paroxysme les contradictions du système capitaliste :

- 1) Révolution scientifique et technique dépassant la mécanisation pour entrer dans l'automatisation de la production des biens et l'automatisation des moyens qui permettent la production des biens ;
- 2) Masse de la production, surproduit global permettant de dégager des moyens bien au-delà des besoins immédiats de survie de l'individu dans l'espèce et de l'espèce humaine et ouvre largement les choix d'usage de ce surproduit et de l'activité libre ;
- 3) Inégalités monstrueuses de la répartition de ce surproduit ;
4. Crise systémique de suraccumulation-dévalorisation de capitaux au paroxysme, détruisant une partie de l'accumulation de la production passée sur laquelle l'humanité pourrait se hisser à un niveau plus élevé, quantitatif et qualitatif, sain de son processus de développement.

Le *capitalisme monopoliste mondialisé numériquement informationnalisé globalement financiarisé* recouvre toutes les formes de production et d'échange passées dont il ne laisse que des résidus historiques résistants et présents dans la réalité nouvelle, en particulier un résidu encore massif de la production de main-d'œuvre de masse sur l'exploitation de laquelle le *CMMNIGF* tire la plus-value du financement de sa modernisation. Sa modernisation crée à la fois l'explosion des capacités productives, leur dégradation qualitative par rapport aux possibilités réelles, donc la dégradation de la satisfaction des besoins humains et de leur développement, le raidissement-dissolution des lois de l'échange capitaliste *argent-marchandise-argent* plus (*A-M-A*). L'alternative du XXI^e siècle, pour ceux qui y vivent, est de construire radicalement et progressivement un mode nouveau d'échange et de production échappant à l'accumulation privée des biens et de leur valeur en capital, les rendre dans leur totalité à l'usage social. Qu'on appelle ça le commun, le communisme... il s'agit de sortir des rails du système actuel qui constitue notre moyen de subsistance, notre mode de vie quotidienne, un horizon apparemment indépasseable. C'est la réalité qui pousse la réalité. L'humanité agit pour des transformations radicales quand la réalité démontre qu'elle doit être transformée radicalement. Les débuts de la crise dont

la réalité fait l'actualité commencent à faire cette démonstration de la nécessité d'une transformation radicale. Les communistes, et les économistes communistes, ne cessent de proposer des mesures concrètes de transformation des conditions d'échange et de production. Plus les besoins de transformations du mode d'échange et de production se feront sentir, plus les propositions économiques des communistes seront audibles, comprises et mises en œuvre. Les ouvriers, cadres, ingénieurs, chercheurs qui sont au cœur de la production de biens nécessaires à la vie humaine seront au cœur de l'action populaire unie pour cette transformation, pour une lutte des classes mettant à l'ordre du jour le dépassement du pouvoir des 1 %. Lutter sur une pointe avancée du mouvement et de l'organisation sociale, contribue aussi, et au premier titre, à lutter contre les horreurs du monde, toutes les horreurs du monde, auprès de ceux qui en sont touchés directement, immédiatement. C'est vivre, vivre fortement, c'est empêcher d'être privé de vie par les « 1 % ». ●



Cap sur le congrès d'Ivry-sur-Seine

DÉROULEMENT DU CONGRÈS

Après plusieurs mois de préparation en chantiers et l'adoption par l'assemblée des animateurs de section de l'ordre du jour, le congrès extraordinaire du PCF est entré dans sa phase statutaire avec l'adoption par le Conseil national du projet de base commune le 3 juin dernier. Selon les règles de vie commune : « Tous les efforts sont faits pour aboutir à un texte permettant de rassembler la grande majorité des adhérentes et des adhérents sur des choix élaborés en commun. Un délai de cinq semaines maximum est ensuite donné pour faire connaître ce projet à tous les adhérents. À l'issue de cette période, trois cents adhérents à jour de leurs cotisations peuvent proposer une base de discussion alternative. Ces adhérents doivent être issus d'au moins un quart des fédérations. Le nombre de signataires par fédération ne peut excéder 10 % de la totalité de la liste. »

C'est donc les conditions qui ont été remplies par les signataires de trois bases de discussion alternatives intitulées respectivement : « Se réinventer ou disparaître ! Pour un printemps du communisme », « Pour un manifeste du Parti communiste du XXI^e siècle » et « PCF : Reconstruire le Parti de classe. Priorité au rassemblement dans les luttes ».

Les 4, 5 et 6 octobre, les communistes auront à se prononcer dans toute la France sur le texte qu'ils souhaitent se donner comme base de travail. Ils auront ensuite la charge de l'enrichir et de la modifier par un travail d'amendements et de vœux à l'occasion des conférences de section, congrès départementaux (du 15 octobre au 15 novembre) puis du congrès national. Celui-ci se tiendra du 24 au 26 novembre à Ivry-sur-Seine. ●

À télécharger sur congres2018.pcf.fr

Rendez-vous sur congres2018.pcf.fr

☰ **PCF** Congrès 2018

Contribuer au Congrès, contribuer au Progrès

Bienvenue sur congres2018.pcf.fr, le site participatif dédié à la réflexion et la contribution de tous les communistes.

Un congrès pourquoi faire ? Pour répondre ensemble à toutes les questions des communistes qu'ils et elles ont choisi à travers une consultation (retrouver ici les résultats). Les chantiers de travail de notre congrès ont été décidés lors d'une assemblée nationale des animateurs des sections locales, le 18 nov. 2017. L'heure est venue de notre propre révolution politique, de notre réinvention... Nous nous donnons 1 an pour réussir.

[EN SAVOIR PLUS](#)

📅
CONSULTER L'AGENDA
DU CONGRÈS 2018

🔍
CONSULTER LES CONTRIBUTIONS
HORS CHANTIER

📄
CONSULTER LA CHARTE
D'UTILISATION DU SITE DU
CONGRÈS

↓
TÉLÉCHARGER LES DOCUMENTS
DU CONGRÈS



★ MILITER ★

RUBRIQUE COORDONNÉE PAR JÉRÉMIE GIONO

L'école au cœur des luttes

L'école est à bien des égards un nœud central de la cité, par les sociabilités locales qu'elle crée entre parents, par l'importance qu'accorde une grande majorité de nos concitoyens, femmes et hommes, à leur progéniture, et par l'ensemble des enjeux de fond qui s'expriment au travers des politiques éducatives.

Comment appréhender cet espace, et quel rôle peut avoir un parti communiste autour de tout cela ? À quelques jours de

la rentrée scolaire, l'objectif de cette rubrique est d'apporter des premiers éclairages, et de donner des pistes pour passer à l'action.

Nous prenons notamment le cas particulier – et ô combien fréquent hélas – d'une fermeture de classe, comme objet concret contre lequel organiser une mobilisation. Aisément identifiable comme attaque contre la qualité du service public de l'éducation pour nos enfants, une fermeture de classe pré-

sente donc un potentiel de mobilisation majoritaire important : là où le consensus est large dans la société, là où les enjeux sont spontanément perçus comme primordiaux, le terreau est fertile pour mettre en mouvement la population et engager des luttes locales victorieuses, point de départ d'un combat plus large pour le changement de société.

À l'action, « pas touche à notre école ! » ●

Jérémy Giono

Quelques exemples de fermetures de classes annulées suite à l'action des communistes :

FLOQUES

(Seine-Maritime, 76) :

Menacée de fermeture depuis mars 2018, la classe de l'école du Tilleul rouvrira en septembre, suite à la mobilisation des parents soutenus par le député PCF Sébastien Jumel.

LA RICAMARIE

(Loire, 42) :

La décision de fermer une classe REP+ a été annulée début juillet 2018, sous la pression des parents et des enseignants, soutenus par le maire PCF Cyrille Bonnefoy.

GENNEVILLIERS

(Hauts-de-Seine, 92) :

Suite à la forte mobilisation des parents d'élèves, soutenus par la municipalité communiste ainsi que par la députée Elsa Faucillon, la fermeture d'une classe sur l'école Caillebotte a été annulée en septembre 2017.

Avec Elsa Faucillon, les sorties d'écoles comme « permanence de terrain »

Lorsqu'Elsa Faucillon reconquiert la 1^{re} circonscription des Hauts-de-Seine (92), elle met en place une pratique originale, les « permanences de terrain ».

L'idée est simple : aller à la rencontre des habitants du territoire une fois par semaine minimum, pour

construire un lien sur la durée. L'abord des écoles maternelles s'impose rapidement comme le lieu idéal, sur lequel il est possible de croiser le plus de monde, notamment lors de la dépose des enfants le matin. Ainsi, la députée construit un planning pour tourner alternativement sur les trois communes de sa circonscription. Les dates et lieux sont annoncés à l'avance sur les réseaux

sociaux et sur le site, pour permettre aux habitants de venir à la rencontre de l'élue, et aux communistes du territoire d'accompagner ces initiatives. L'information distribuée peut concerner l'école – d'autant qu'Elsa Faucillon siège au sein de la commission Éducation de l'Assemblée nationale – mais pas toujours, c'est aussi un moyen de diffuser la Lettre de la parlementaire, ou encore un tract du moment résumant sous forme de brèves les différentes interventions et prises de position de l'élue. Ces « permanences de terrain » permettent aussi aux habitants de faire remonter leurs doléances, d'alerter sur les problématiques qu'ils et elles rencontrent, ou tout simplement d'échanger sans formalisme avec leur députée sur tel ou tel sujet.

Si la surprise était un peu de mise au départ (« mais il y a encore une élection ? »), ces points de rencontre sont vite entrés dans les mœurs, et l'accueil est positif : les habitants découvrent ainsi que les communistes ne se montrent pas seulement pour se faire élire, et sont à leurs côtés au quotidien ! ●



Abécédaire

AED. Les assistants d'éducation, contractuels de l'éducation nationale, exercent les fonctions d'encadrement et de surveillance des élèves dans les établissements du second degré.

ATSEM. L'agent territorial spécialisé des écoles maternelles accompagne tout au long de la journée les enfants de maternelle dans leurs activités. Il apporte une assistance technique et éducative à l'enseignant mais aussi de plus en plus aux animateurs dans le cadre des activités périscolaires. L'ATSEM est embauché par la commune, mais exerce sous la responsabilité du directeur d'école.

AVS. Contractuel de l'éducation nationale, l'auxiliaire de vie scolaire est chargé d'accompagner les enfants handicapés dans le cadre de leur vie scolaire et parascolaire.

CDEN. Le conseil départemental de l'éducation nationale joue principalement un rôle consultatif (structure de consultation). Il est compétent pour tout ce qui se rapporte à la carte scolaire départementale du premier degré (écoles primaires, maternelles et élémentaires) et à la scolarisation des élèves dans les collèges. Il est composé de représentants des collectivités, des parents d'élèves et des personnels de l'éducation nationale.

CONSEIL D'ÉCOLE. Il est composé de personnels de l'école, d'élus locaux et de représentants des parents d'élèves. Il se réunit pour

prendre les décisions qui concernent la vie de l'école.

DHG/DGH. La dotation horaire globale est l'enveloppe d'heures d'enseignement octroyée à l'établissement par l'Inspection académique (pour les collèges) ou par le Rectorat (pour les lycées), qui en déterminent le montant en fonction des effectifs prévus d'une année à l'autre, des options ou des spécialités proposées et des diverses voies d'orientation (après la 2^{de}). Véritable nerf de la guerre avec les moyens financiers alloués, la DHG constitue les moyens humains en terme pédagogique destinés aux établissements scolaires.

ÉDUCATION PRIORITAIRE (ZEP, REP, REP+). Les zones d'éducation prioritaire, mises en place en 1981, désignent les territoires où des moyens supplémentaires sont affectés pour faire face aux difficultés d'ordre social et scolaire. Depuis remplacés par les REP (Réseaux d'éducation prioritaire) et REP+, les remaniements de la cartographie de ces dispositifs entraînent souvent des problématiques et des luttes locales lorsque des territoires s'en voient retirés.

TAP. Les temps d'activités périscolaires sont organisés par la commune, en complément du temps scolaire. Les rythmes scolaires, qui régissent l'organisation de la semaine entre-temps scolaire obligatoire et temps périscolaire facultatif, sont décidés par la commune.

Préparer la rentrée scolaire avec le réseau École

Entretien avec **Marine Roussillon**, responsable du réseau École

<http://reseau-ecole.pcf.fr>



Le gouvernement a réformé tous azimuts l'éducation ces derniers mois: quelle analyse politique portes-tu sur les réformes?

Dans la continuité des politiques menées depuis plus de dix ans, ces réformes créent une éducation de plus en plus inégalitaire, individualisée et soumise à la concurrence. Avec le rôle croissant des savoirs dans nos sociétés, le capitalisme est face à une contradiction: comment élever le niveau de formation des salariés de demain sans leur donner plus de pouvoir sur leur travail? Les politiques en cours répondent à cette

contradiction en généralisant la sélection à tous les niveaux, en isolant les futurs salariés (individualisation des parcours, casse des diplômes nationaux), en fragmentant les savoirs et en transformant les enseignants en exécutants. Pour rendre ces politiques acceptables, on cherche à imposer l'idée que tous les enfants ne sont pas capables de réussir à l'école, qu'il y a différentes sortes d'intelligence... Évidemment, ce sont toujours les enfants des couches les plus populaires qui ne sont « pas faits pour l'école ».

Qu'est-ce que le « réseau École »? En quoi est-il utile au combat politique du PCF?

Le PCF a besoin de montrer la cohérence des réformes libérales et de porter un contre-projet. C'est d'autant plus important que l'éducation est un enjeu stratégique pour le projet communiste. Les questions éducatives sont au cœur des contradictions du capitalisme contemporain et de la crise de civilisation que nous traversons. Les inégalités croissantes d'appropriation des savoirs sont un obstacle majeur à la réalisation du projet communiste.

« L'ensemble du monde éducatif traverse une crise de sens. »

Ces questions sont aussi stratégiques pour construire des rapports de force: historiquement, les enjeux d'éducation ont souvent permis de faire converger les couches les plus populaires et les couches moyennes du salariat. Dans ces batailles se construisent des alliances cruciales pour imposer des transformations révolutionnaires. Enfin, l'éducation a longtemps été un identifiant de la « gauche »: dans une période de restructuration politique, elle est l'un des lieux où les forces de progrès peuvent se retrouver et se reconstruire.

Le réseau École cherche à relever ces différents défis. C'est à la fois une commission de travail du parti, qui élabore des propositions, réagit à l'actualité... et un lieu de débats ouvert, associant des communistes, des syndicalistes, des chercheurs, des militants pédagogiques ou associatifs, pour travailler ensemble à des analyses partagées et à des propositions majoritaires.

Les congrès successifs ont fait de la structuration du parti sur les lieux de travail une priorité.

« Les enjeux d'éducation ont souvent permis de faire converger les couches les plus populaires et les couches moyennes du salariat. »

Qu'en est-il dans le domaine éducatif ? Le réseau École a-t-il un rôle à jouer ?

Traditionnellement, l'organisation politique des personnels de l'éducation sur leurs lieux de travail est difficile, même si quelques cellules d'enseignants existent. Cependant, il y a aujourd'hui un véritable besoin de faire rentrer la politique dans les établissements. D'une part, le milieu enseignant, électorat traditionnel du PS, souffre d'une véritable désaffiliation politique depuis le quinquennat Hollande. D'autre part, l'ensemble du monde éducatif traverse une crise de sens. Face aux injonctions contradictoires – faire réussir les élèves ou les trier ? –, à l'absence de moyens et à l'évaluation généralisée, les enseignants perdent le sens de leur métier. La réponse à cette crise est politique. Il y a besoin d'échanger largement sur le sens de l'école et sur ce que la société attend des enseignants.

Les publications du réseau École sont là pour faciliter ces échanges, dans les salles des profs comme dans les quartiers. Le bulletin *Luttes de classes* peut servir de support pour débattre de l'actualité de l'éducation, décrypter les réformes... La revue *Carnets rouges* est une ressource pour aider les acteurs de l'éducation à réfléchir ensemble sur

« Le réseau produit des argumentaires, des modèles de tracts, des visuels... sur les enjeux d'actualité. »

« Le « matériel de rentrée » doit permettre à n'importe quel militant d'intervenir dans son établissement ou dans son quartier, et pourra nourrir les nombreuses initiatives de sections ou de fédérations autour d'enjeux locaux. »

leurs pratiques et leurs enjeux politiques. Les rédacteurs de la revue sont disponibles pour venir animer des discussions dans les établissements. Ces échanges ponctuels peuvent déboucher sur des structurations de plus long terme : débats réguliers, réseaux locaux, cellules réunissant les enseignants d'un ou plusieurs établissements...

Comment le réseau École peut-il aider à développer des batailles concrètes ?

Le réseau produit des argumentaires, des modèles de tracts, des visuels... sur les enjeux d'actualité. Il peut aussi offrir un relais national aux batailles locales pour mettre en contact tous ceux qui mènent des luttes similaires sur le territoire, les aider à trouver un écho au parlement, leur fournir des interlocuteurs parmi les chercheurs, les militants associatifs ou les syndicats...

Il lance aussi régulièrement des batailles propres au PCF, notamment à l'occasion de la rentrée scolaire.

L'enjeu de ces batailles, au-delà des revendications immédiates, est de construire des fronts rassemblant les franges les plus populaires du salariat et les couches moyennes. Ces dernières années, les batailles pour la mixité sociale et scolaire ont ainsi été l'occasion de construire des fronts inédits (qu'on pense aux collectifs du Petit Bard à Montpellier ou des Bonnets d'ânes dans le 93). La présence du PCF y est essentielle : non seulement pour

les soutenir, mais aussi pour les nourrir de nos propositions et aider à leur amplification.

En lien avec ces batailles, le réseau École veut contribuer à la construction d'un projet progressiste pour l'école, capable de s'opposer au projet libéral. Nous avons d'ores et déjà produit une brochure, *L'École en commun*, qui doit servir de support de discussion.

Comme l'année passée, le réseau va proposer une campagne de rentrée. Comment va-t-elle se décliner concrètement ?

Nous voulons provoquer le débat en partant de la question : qui mérite de réussir ? Contre le discours libéral du « mérite », pour qui il y a « ceux qui réussissent et ceux qui ne sont rien », nous voulons montrer qu'il n'y a de réussite que collective, que l'apprentissage passe par l'échange et le partage.

Nous proposerons un argumentaire développé, un numéro spécial de *Luttes de classes* ainsi qu'un modèle de tract à adapter localement. Nous diffuserons aussi des visuels à décliner en affiches, autocollants ou sur les réseaux sociaux. Enfin, nous fournirons un support spécifiquement adressé aux enseignants, à afficher en salle des profs.

Ce matériel doit permettre à n'importe quel militant d'intervenir dans son établissement ou dans son quartier, et pourra nourrir les nombreuses initiatives de sections ou de fédérations autour de situations locales. ●

Cas pratique :

Scénario d'une lutte contre la fermeture d'une classe en élémentaire

Problème...	...Interlocuteur
Fermetures de classes Suppressions de postes Baisse de la DHG Professeur non remplacé	RECTORAT
Locaux : maternelle et primaire ATSEM	COMMUNE
Locaux : collège	DÉPARTEMENT
Locaux : lycée Carte des formations professionnelles	RÉGION

Les politiques d'austérité conduisent fréquemment à des fermetures de classe. Si le milieu rural connaît ces problématiques depuis de nombreuses années, celles-ci se généralisent désormais en milieu urbain.

Pour mobiliser, il faut identifier les rôles de chacun :

- l'adversaire : c'est le rectorat, instance déconcentrée du ministère de l'Éducation nationale, qui a la main sur les fermetures de classes ;
- les alliés potentiels : les élus et les collectivités territoriales, le Conseil départemental de l'Éducation nationale (CDEN) ;
- ceux qu'il faut mobiliser : les personnels (avec leurs syndicats), les parents d'élève (avec le conseil d'école et/ou la FCPE si elle existe).

Gagner une telle bataille se fait en plusieurs étapes :

ÉTAPE 1: RASSEMBLER LES FORCES DISPONIBLES

Prendre les contacts de tous les partenaires potentiels, qu'ils soient organisés (syndicats d'enseignants et de personnels, fédérations de parents d'élèves, représentants au conseil d'école, groupes d'élus) ou non, et proposer une réunion publique unitaire. L'unité dans l'action est un déclencheur dans l'esprit des gens pour faire dire : « il se passe quelque chose ».

ÉTAPE 2: PASSER À L'ACTION

Communiqué de presse, tract unitaire à distribuer devant l'école, gestion des réseaux sociaux, banderole déployée sur l'école, etc.

Toutes les initiatives pour briser le quotidien et faire parler de la lutte sont bonnes à prendre, avec une optique de visibilité maximale. La seule consigne est « n'attendez pas les consignes ».

Ces actions unitaires ne se substituent pas à une communication en propre du parti, qui a vocation à politiser la lutte. Si la cible du collectif unitaire est le rectorat, responsable direct de cette fermeture de classe, la cible de l'action partisane est le ministère et la politique du gouvernement, avec en ligne de mire les choix budgétaires qui étouffent les services publics au bénéfice de la classe dominante.

ÉTAPE 3: CONSTRUIRE LE RAPPORT DE FORCE

L'outil traditionnel est la pétition, qui peut être complétée par une politisation de l'intervention citoyenne traditionnelle sur les écoles : les petits-déjeuners, les gâteaux-discussions... Là où la direction de l'école est favorable au mouvement, des « kermesses contre la fermeture » peuvent rencontrer un grand succès.

Il s'agit de faire monter la pression graduellement : diffusion du numéro du rectorat aux parents d'élèves pour qu'ils fassent remonter directement leur mécontentement, conférence de presse, officialisation du soutien d'élus, voire de collectivités territoriales, occupation de l'école, manifestation... à toujours orienter en direction du rectorat, notre cible, et de l'opinion publique, pour élargir la mobilisation.

ÉTAPE 4: ENGAGER LES NÉGOCIATIONS

Pour gagner, il faut pouvoir dialoguer avec le rectorat, qui prendra la décision de revenir sur la fermeture de classe. Celui-ci recevra normalement une délégation après une manifestation ou un rassemblement. Cette délégation doit être représentative du mouvement, composée de personnels, de parents d'élèves et d'élus. Nous devons veiller à la présence de communistes et de sympathisants, en donnant la priorité aux femmes et aux hommes les plus investis dans la mobilisation, et donc les plus à même de représenter celle-ci efficacement.

[Si l'étape 4 n'aboutit pas à la victoire, repasser aux étapes 2 & 3 pour faire monter la pression !]

ÉTAPE 5: POPULARISER LA VICTOIRE

Une fois le maintien de la classe gagné, la lutte n'est pas finie. Nous devons populariser la victoire en tant que démonstration que la mobilisation collective paye. Un tract « victoire » peut être l'occasion d'expliquer la nécessité de la construction du rapport de force, notre projet pour l'éducation et l'outil de chacune et de chacun pour faire reculer la classe dominante : s'engager au parti communiste. ●

Lutte victorieuse pour les collèges dans la Somme !

Mi-juin 2018, le président du département de la Somme (majorité LR/UDI) annonce la fermeture de trois collèges sous sa responsabilité. Derrière des arguments pseudo-pédagogiques – « les élèves réussiront mieux dans un plus grand établissement », « les conditions d'études seront meilleures »... –, l'objectif est purement comptable : il s'agit du « bon usage des deniers publics », dit plus clairement de faire des économies sur le dos du service public.

Dès l'annonce, les élus PCF, Front de gauche et Génération·s convoquent une réunion publique unitaire. De cette réunion se mettra en place un large collectif de mobilisation, regroupant forces politiques, mais aussi syndicats d'enseignants et associations de parents d'élèves. Tous s'accordent pour axer prioritairement la mobilisation vers les parents d'élèves, représentant les intérêts des usagers, et les plus susceptibles d'élargir à la population.

Un tract, des affiches et une pétition en ligne sont lancés, en quelques jours plus de mille cinq cents signatures sont récoltées. Des actions sont menées rapidement devant les collèges, avec rassemblements, assemblées d'enseignants et de parents, porte-à-porte dans les quartiers... Les élus locaux sont interpellés : la mairie de Domart-en-Ponthieu s'en-



gage en soutien, organisant le transport en car pour la manifestation centrale sur Amiens ; le député (FI/PCF) François Ruffin est partie prenante de la mobilisation, avec le collectif « Picardie debout », et apporte un relais médiatique à la lutte. En parallèle, la droite d'Amiens est mise devant ses contradictions : quelques mois avant l'annonce du département, les élus communistes avaient fait voter un vœu contre la fermeture des collèges, à l'unanimité du conseil municipal.

Sous la pression populaire, l'inspection d'académie se désolidarise publiquement du département, qui finit par reculer au bout de quelques jours, renonçant aux fermetures arbitraires et annonçant la mise en place d'une « commission de concertation ».

Zoé Desbureaux (PCF) nous explique

que si la mobilisation est partie aussi vite et fort, c'est pour trois raisons. D'une part, le bruit de ces fermetures courait depuis quelque temps déjà, et les communistes avaient alerté la population, malgré les démentis d'alors de la droite. D'autre part, depuis quelque temps les forces politiques de gauche ont pris des habitudes de travail en commun sur le territoire, favorisant l'émergence de fronts unis sur les luttes locales. Et enfin, une grande bataille venait d'être menée fin 2017 sur le terrain des fermetures de classes en primaire, sur le même modèle de combat commun rassemblant forces politiques, syndicats enseignants et associations de parents. Ce combat, mené sous le slogan « Écoles debout », a engrangé des victoires partielles (trente fermetures de classes annulées sur soixante annoncées), ce qui veut dire que tous avaient en mémoire une expérience récente de lutte payante.

De plus, un important travail a été réalisé très rapidement par les militants, pour démonter les arguments de la droite : plusieurs études sur la réussite scolaire ont ainsi été épluchées, pour trouver chiffres et données venant en appui du discours de la mobilisation.

Bref, un bel exemple de combat local gagnant ! ●

Élections européennes : Cinq raisons pour lesquelles il faut s'y intéresser dès maintenant

— PAR IAN BROSSAT* —

Les élections européennes auront lieu dans neuf mois, le dimanche 26 mai 2019. D'aucuns pourraient considérer que l'échéance est lointaine. C'est vrai et faux à la fois. Vrai parce que l'actualité des mois à venir sera riche, qu'elle sera remplie par d'autres événements : la bataille des retraites, la réforme constitutionnelle, et pour ce qui concerne le PCF par un Congrès qui aura lieu à la fin du mois de novembre. Faux parce que les enjeux européens sont d'ores et déjà sur le devant de la scène et que ces élections européennes revêtiront un enjeu majeur. J'identifie cinq raisons au moins de prendre très au sérieux cette échéance. Cinq raisons de s'engager dès maintenant. Cinq raisons d'y croire.

1. SANCTIONNER MACRON

Les élections européennes seront les premières élections nationales depuis la victoire d'Emmanuel Macron en mai 2017. Elles seront donc un test pour toutes les formations politiques. Le résultat sera d'autant plus lisible que le mode de scrutin a changé. Il s'agit désormais d'un scrutin national, et non plus par circonscriptions, toujours à la proportionnelle. Il sera observé, commenté, interprété.

Il s'agira donc en premier lieu de sanctionner Macron, sa politique, et la cohorte de malheurs qu'elle draine. Casse sociale, fragilisation des services publics, cadeaux aux plus riches, précarisation du travail, sur fond de pratique autoritaire du pouvoir conduisant à des dérives telles que celles révélées par l'affaire Benalla.

Il s'agira en second lieu de montrer qu'il se passe quelque chose à gauche. Les élections européennes ne peuvent pas être le *remake* de 2017. Elles ne doivent pas l'être. Nous voulons faire émerger du neuf dans cette élection. C'est le sens de notre démarche, de la main que nous tendons au mouvement social, à tous ceux qui à gauche aspirent à d'autres politiques en France et en Europe.

« Nous voulons faire émerger du neuf dans cette élection. C'est le sens de notre démarche, de la main que nous tendons au mouvement social, à tous ceux qui à gauche aspirent à d'autres politiques en France et en Europe. »

2. PARCE QU'IL Y A PÉRIL EN LA DEMEURE « EUROPE »

Le contexte de ces élections n'a rien de banal. Partout, l'extrême droite et les nationalismes progressent. C'est le cas en Pologne, en Hongrie, dans les pays de l'ex-Europe de l'Est. Les pays fondateurs de l'Union européenne ne sont pas épargnés non plus. On le voit en Italie. Cette situation politique a des conséquences très concrètes. Sur la question du traitement des réfugiés, à l'issue du dernier sommet européen, les États européens se sont alignés

sur les positions de l'extrême droite. Ils ont décidé de concentrer tous leurs efforts non pas à élaborer des solutions d'accueil dignes, mais au renforcement des frontières extérieures de l'Europe. Autrement dit, à empêcher ceux qui veulent fuir de trouver refuge en Europe.

Cette montée des nationalismes n'est pas le fruit du hasard. Elle est directement connectée aux politiques libérales menées depuis des années au sein de l'Union européenne. Les libéraux ont fini par dégoûter les Européens de l'Europe à force de leur imposer des politiques libérales, y compris

lorsque les peuples les ont rejetées par les urnes. Ils ont donc une responsabilité écrasante dans cette progression des nationalismes.

3. POUR REFUSER LA FAUSSE ALTERNATIVE ENTRE LIBÉRAUX ET FACHOS

Macron tente, dans ce contexte, de s'ériger en premier opposant à l'extrême droite. Il serait la digue à laquelle les démocrates pourraient se raccrocher. Les citoyens européens auraient donc un choix, un seul : libéralisme ou nationalisme. Ce choix est, en réalité une triple impasse.

D'abord parce qu'il passe sous silence la responsabilité des libéraux dans cette situation. Si l'Europe avait été autre chose qu'une machine à imposer des politiques d'austérité à coups de lattes et à mettre en concurrence les salariés européens entre eux, nous n'en serions pas là. Les libéraux ont fait le lit des fachos. Toute l'Europe en paie le prix aujourd'hui.

Ensuite, c'est oublier un peu vite les connexions entre libéraux et nationalistes. Deux exemples : c'est

un gouvernement d'union entre droite et extrême droite en Autriche qui met en place la semaine de 60 heures. De même, Orbán, en Hongrie, s'est fait l'apôtre de la *flat-tax*, un même taux d'imposition sur le revenu à 15 % qu'on soit pauvre ou millionnaire. Autrement dit, une politique très compatible avec les dogmes libéraux sur le plan économique.

Enfin, cette fausse « alternative » est très périlleuse. Car elle renvoie dans les bras de l'extrême droite tous ceux qui, à raison, contestent le cours actuel de l'Europe.

4. PARCE QUE L'EXIGENCE D'UNE AUTRE EUROPE EST PLUS QUE JAMAIS NÉCESSAIRE

Dans ce contexte, il y a donc urgence à faire émerger une autre Europe, à donner force et crédibilité à une alternative en Europe.

L'Union européenne actuelle souffre d'une tare fondamentale. Elle tient en trois mots. Priorité aux marchés. Depuis 10 ans, la Banque centrale européenne (BCE) a procuré plus de 3 000 milliards d'euros aux banques privées sans la moindre condition.

Dans le même temps, les traités européens organisent le dumping social qui tire les travailleurs vers le bas. Elle permet aussi le dumping fiscal. Avec l'optimisation et l'évasion fiscale, ce sont chaque année 1 000 milliards d'euros qui partent en fumée au sein de l'Union européenne.

Nous rejetons cette logique-là. À cette Europe de l'argent-roi, nous opposons celle de l'humain d'abord. Nous proposons une autre utilisation de l'argent. La BCE pourrait ainsi alimenter un fonds européen dédié au développement des services publics.

5. PARCE QUE CE PEUT ÊTRE LE DÉBUT DE LA RECONQUÊTE

Ne nous le cachons : pour nous, les communistes, 2017 a été une année difficile. 2019 peut être pour nous une année de reconquête.

Nous avons fait le choix de partir tôt en campagne, de nous doter un an avant l'échéance d'axes de campagnes, d'une équipe chargée de l'animer. J'en suis le chef de file. Et je constate partout de l'envie, de l'énergie. Nous pouvons montrer à des millions de gens ce dont les communistes sont capables. De fait, nous n'en avons pas eu l'occasion il y a un an. Nous pouvons le faire cette fois-ci. Allons-y! ●

*Ian Brossat est chef de file des communistes pour les élections européennes 2019.

« Les libéraux ont fini par dégoûter les Européens de l'Europe à force de leur imposer des politiques libérales, y compris lorsque les peuples les ont rejetées par les urnes. »

Mise sous tutelle de l'apprentissage par le patronat

Intervention prononcée le 10 juillet 2018, dans le cadre de la discussion en procédure accélérée du projet de loi Liberté de choisir son avenir professionnel.

— PAR LAURENCE COHEN* —

Liberté, choisir, avenir : l'intitulé du projet de loi du Gouvernement offre un triptyque prometteur et fort séduisant. Malheureusement, et c'est l'objet de notre motion de question préalable, cet intitulé n'est que de l'affichage, de la communication, disciplines que votre gouvernement maîtrise parfaitement, reconnaissons-le.

REMISE EN CAUSE DES DROITS DES SALARIÉS

Notons la constance de l'exécutif à poursuivre et à amplifier les réformes de remise en cause des droits des salariés. Avec les ordonnances Travail, peaufinant le dynamitage du Code du travail, et la loi PACTE, donnant les pleins pouvoirs aux chefs d'entreprise et aux actionnaires, ce nouveau projet de loi, qui affiche l'ambition de sécuriser les parcours des salariés, vise un double objectif : la marchandisation de la formation professionnelle et la remise en cause des principes solidaires et universels de la Sécurité sociale. Cette politique en parfaite adéquation avec le traité de Lisbonne poursuit et amplifie ce qui a, hélas, déjà été mis en place lors du précédent quinquennat. Les discours sont toujours les mêmes : renforcer les droits des salariés, lutter contre le chômage. Dans les faits, alors qu'aucun bilan n'a été tiré, chaque loi a, au contraire, affaibli les protections et garanties collectives, chaque texte détricotant au fur et à

mesure notre Code du travail, sans relancer l'emploi.

C'est cette logique que nous mettons en cause aujourd'hui comme hier, d'où notre question préalable. Il s'agit non pas de critiques cosmétiques, mais de profondes remises en cause de votre politique de précarité et de flexibilité, qui appréhende les travailleuses et les travailleurs comme une main-d'œuvre corvéable à merci.

Comment comprendre autrement la casse des instances censées les représenter, les défendre ? Fusion des instances représentatives du

hiérarchie des normes, avec des garanties qui sont non plus collectives, mais individuelles, et abandonnées au bon vouloir des entreprises. Le champ de ce qui a été détruit est considérable.

DES PROPOSITIONS INQUIÉTANTES

Fallait-il pour autant en rester au *statu quo* ? Certes non. De l'avis de toutes et tous, le système de la formation professionnelle est complexe, opaque, avec de trop nombreux organismes, des dispositifs souvent peu lisibles pour les salariés, et des résul-

« La vision que nous défendons de l'apprentissage, c'est, d'une part, une complémentarité des modes et voies de formation, et non pas une mise en concurrence, et, d'autre part, la garantie d'enseignements de qualité et de droits sur le lieu de travail. »

personnel (IRP), médecine du travail réduite comme peau de chagrin, inspection du travail n'ayant plus les moyens de remplir ses missions, justice prud'homale mise à mal, tout cela, ne l'oublions pas, dans un contexte nouveau d'inversion de la

tats somme toute limités, alors que 32 milliards d'euros y sont consacrés chaque année. Et on le sait, puisque les chiffres de la dernière enquête INSEE le montrent, la formation professionnelle renforce les inégalités sociales et culturelles. La question

qui nous est donc posée est de savoir si ce projet de loi va permettre de rééquilibrer l'accès à la formation professionnelle au profit des salariés les moins qualifiés, des chômeuses et des chômeurs.

Sincèrement, au groupe CRCE, nous ne le croyons pas, bien au contraire. En effet, ce que vous avez présenté devant la commission des Affaires sociales du Sénat, Madame la ministre, comme une véritable révolution, c'est en réalité permettre au privé de prendre encore plus sa place, sa part de marché, tout en supprimant les intermédiaires que sont les organismes paritaires collecteurs agréés (OPCA).

À ce sujet, je dois vous dire, Madame la ministre, que l'article 16 créant la future agence dénommée France compétences, nous inquiète particulièrement, tant sur la forme que sur le fond. Nous sentons poindre, per-

titre 1^{er} de ce projet de loi s'intitule « Vers une nouvelle société de compétences » ? C'est là toute la différence entre votre approche et la nôtre : nous prônons une élévation du niveau des qualifications, la promotion d'esprits cultivés et critiques, la formation d'individus, de citoyennes et de citoyens qui s'épanouissent dans leur travail et qui ne sont pas là juste pour répondre aux besoins économiques de leur entreprise.

Vous avez une vision court-termiste et adéquationniste entre les formations proposées et les besoins locaux des entreprises, et ce afin de développer l'employabilité et la flexibilité. L'une des mesures les plus emblématiques et significatives de votre conception est la monétisation du compte personnel de formation, qui, je le rappelle, a fait l'unanimité contre elle lors des négociations que vous avez menées. On entre bien là dans

« Nous prônons une élévation du niveau des qualifications, la promotion d'esprits cultivés et critiques, la formation d'individus, de citoyennes et de citoyens qui s'épanouissent dans leur travail et qui ne sont pas là juste pour répondre aux besoins économiques de leur entreprise. »

mettez-moi l'expression, une nouvelle usine à gaz, avec remise en cause du rôle des partenaires sociaux.

Les débats et modifications apportées à l'Assemblée nationale sur la nature juridique de cette nouvelle instance nous donnent d'ailleurs raison. La sémantique est à cet égard révélatrice de votre projet, puisque vous ne parlez pas de connaissance et de qualifications, mais de compétences. Dois-je d'ailleurs rappeler que le

une marchandisation à outrance des droits, mais c'est aussi significatif d'un recul en termes de droit à la formation. Cela nous interroge tout particulièrement, dans un monde où les choses évoluent vite, où de nouveaux métiers sont en train d'émerger. En quoi la mobilité professionnelle va-t-elle être encouragée avec moins de droits ? Et je ne parle même pas de la disparition du congé individuel de formation.

Peut-être pourrions-nous croire que vous misez tout sur la formation initiale, mais, là aussi, nous avons quelques doutes et critiques quant au contenu de votre projet de loi sur l'autre volet important, à savoir l'apprentissage. Je tiens à dire d'emblée que, contrairement à certains poncifs, les parlementaires et élus communistes ne sont pas opposés à l'apprentissage, qui, nous le savons très bien, peut être une voie incontournable pour de nombreux élèves. Ce que nous rejetons, c'est la mise sous tutelle de l'apprentissage par le patronat, c'est la formation des jeunes, là encore, non pas pour les émanciper, mais, le plus souvent, pour répondre aux seuls besoins des entreprises. La vision que nous défendons de l'apprentissage, c'est, d'une part, une complémentarité des modes et voies de formation, et non pas une mise en concurrence, et, d'autre part, la garantie d'enseignements de qualité et de droits sur le lieu de travail.

Or votre projet de loi, notamment avec son article 8, qui modifie les règles encadrant le statut de l'apprenti, est là aussi particulièrement inquiétant : allonger la durée hebdomadaire de travail effectif des jeunes travailleurs de 35 heures à 40 heures n'est pas ce que l'on peut appeler un progrès social. De plus, votre proposition d'aligner les financements sur le nombre d'apprentis nous paraît particulièrement pernicieuse. C'est une prime aux CFA de grande dimension et un malus pour les petites structures, dont nombre risquent de fermer. Encore une fois, les inégalités territoriales et les inégalités d'accès à la formation vont augmenter.

D'ailleurs, permettez-moi, Madame la ministre, de vous poser une question : comment comptez-vous promouvoir l'apprentissage, alors que, dans le même temps, vous allez fermer les centres d'information et d'orientation (CIO), en finir avec l'Office national d'information sur les enseignements et les professions ►►

» (ONISEP), bref, tout ce qui fait actuellement notre service public de l'orientation ? Bien évidemment, votre projet de loi n'acte pas aussi clairement cette disparition des CIO, mais le résultat est bien là, avec, on le sait, le risque d'une privatisation de l'orientation.

Enfin, je voudrais dire quelques mots sur l'assurance chômage, qui est le troisième pan important de votre réforme, et qui justifie également pleinement le dépôt de notre motion. La belle promesse du président Macron de permettre l'indemnisation des démissionnaires a, en vérité, une portée plus que limitée, puisqu'il faudra justifier d'une expérience professionnelle de sept ans – délai allongé par la commission des Affaires sociales – et avoir un projet de reconversion professionnelle réel et sérieux. Avec ces nouvelles conditions d'accès, ce sont à peine 30 000 personnes qui pourront bénéficier de ce dispositif. Cette belle promesse n'était donc que de la poudre aux yeux, mais je suppose que, sans ces critères, cela coûterait un « pognon de dingue », pour reprendre l'expression du président Macron. Dans le même temps, cette mesure, qui se veut généreuse, est à mettre en parallèle avec les sanctions prévues contre les chômeuses et chômeurs. Un gouvernement avait-il déjà osé aller aussi loin dans la suspicion à l'égard des personnes privées d'emploi, et ce, je le rappelle, dans un contexte de crise économique profonde et, paradoxalement, de suppressions de postes à Pôle emploi ?

A-t-on eu ou a-t-on la même démarche de contrôle et de sanction face aux grandes entreprises qui ont touché le CICE, le crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi, ou le CIR, le crédit d'impôt recherche, et qui devaient en contrepartie créer des emplois ?

Et que dire de la démarche inclusive que vous souhaitez favoriser, notamment pour le travail des personnes handicapées ? Je crois que, là aussi,

on est véritablement loin du compte. Au lieu de renforcer l'obligation d'employer des personnes handicapées à hauteur de 6 % des effectifs, vous l'as-

le fond : nous appelons à une tout autre réforme. C'est le sens, notamment, de notre proposition d'une sécurité de l'emploi et de la forma-

« Un gouvernement avait-il déjà osé aller aussi loin dans la suspicion à l'égard des personnes privées d'emploi, et ce dans un contexte de crise économique profonde et, paradoxalement, de suppressions de postes à Pôle emploi ? »

souplissez en permettant notamment une clause de revoyure tous les cinq ans ou en limitant le nombre d'entreprises concernées par cette obligation. De telles mesures ne sont pas dignes d'un projet de loi qui affiche l'ambition – permettez-moi de vous citer, Madame la ministre – de permettre aux actifs de « regarder l'avenir avec plus de confiance ».

Enfin, parlons de l'égalité professionnelle, sujet qui me tient particulièrement à cœur, et auquel, Madame la ministre, je vous sais attachée. Néanmoins, notre différence est là aussi très sérieuse, puisque vous partez du principe que, à travail égal, salaire égal, quand je dis, avec d'autres : travail à valeur égale, salaire égal. Croyez-moi, cette différence n'est pas minime.

Quant aux violences sexuelles et sexistes au travail, le patronat ayant émis son veto, les propositions syndicales ont été balayées d'un revers de main. Bien sûr, l'obligation pour l'employeur d'afficher les voies de recours civiles et pénales ouvertes en matière de harcèlement sexuel, obligation prévue à l'article 62, est intéressante, mais j'ai envie de dire que c'est tout de même le strict minimum. Notre désaccord porte bien sur

tion, que des organisations syndicales nomment différemment, même si l'objectif est le même : chaque salarié doit pouvoir alterner, de sa sortie de formation initiale jusqu'à sa retraite, emplois stables correctement rémunérés et formations permettant d'accéder à de nouveaux emplois, avec la garantie d'une continuité de revenus, des droits élevés, donc des nouveaux pouvoirs d'intervention et de décision dans les entreprises. Ces propositions sont à mille lieues de ce que vous prônez ici, Madame la ministre.

En conclusion, je dirai que ces arguments, multiples et majeurs, mettent à mal la logique de votre projet de loi, Madame la ministre, et appellent, mes chers collègues, au vote de la motion tendant à opposer la question préalable. À tout le moins, compte tenu des différents rappels au règlement, provenant de pratiquement toutes les travées de notre assemblée, auxquels nous avons assisté, j'estime qu'une abstention massive, à défaut d'un vote positif, serait de nature à mettre les paroles en accord avec les actes. ●

***Laurence Cohen** est sénatrice (PCF) du Val-de-Marne.

L'État Macron

L'arrivée d'Emmanuel Macron à l'Élysée marque un renforcement sensible des pouvoirs du haut appareil d'État, une forte recentralisation au profit d'une technocratie dont le profil est en train de changer et, au final, une présidentialisation accrue du régime. Y compris en matière de barbouzerie, voir l'affaire Benalla.

— PAR GÉRARD STREIFF —

L'APPUI DES ADMINISTRATIONS CENTRALES

Un des objectifs de Macron à peine élu est de limiter les moyens des cabinets ministériels. Il fait passer cette réforme (voir l'extrait p.58) comme une mesure d'économie, argument désormais rituel et « imparable ». En fait, le décret du 18 mai 2017, qui réduit le périmètre et le mode de fonctionnement des cabinets, diminue le pouvoir des politiques au profit de la haute administration, donc du président. Lui-même issu des grands corps de l'État, de l'Inspection générale des finances (tout en étant proche de la machinerie financière), Macron mise sur ces directions des administrations centrales pour ses prises de décision. Moins de politique et moins d'élus (ce qui est aussi l'objectif de sa réforme des institutions), c'est moins de problèmes, pense-t-il.

ÉNARQUES, INSPECTEURS DES FINANCES, DRH IMPRÉGNÉS DE DOXA LIBÉRALE

La technocratie occupe de longue date une place importante dans l'appareil d'État et les mandarins

issus de l'École nationale d'administration (ENA) agacent depuis longtemps. Jean-Pierre Chevènement, sous le pseudo de Jacques Mandrin, dénonçait déjà « l'énarchie » en 1967. Mais les énarques à la mode 2018 ont nettement moins l'esprit service public que leurs prédécesseurs. Il y eut longtemps à Sciences Po et à l'ENA une filière intitulée « Service public » qui était la plus prestigieuse de toutes. Aujourd'hui, l'économisme libéral ambiant a marginalisé ce type de formation au profit d'une mentalité « Business Affairs » à l'anglo-saxonne. Aux côtés d'énarques et d'inspecteurs des finances s'imposent aussi dans ces postes des financiers de haut vol et des DRH, caste de tueurs (voir le livre de Didier Bille, *DRH, la machine à broyer*, le Cherche-Midi). Cette nouvelle génération de technos dispose, dit-on, d'une assez faible culture générale (le jury du concours d'entrée à l'ENA déplorait dernièrement – et publiquement – l'extrême conformisme des candidats) mais se montre particulièrement au fait de la doxa libérale.

UNE TECHNOCRATIE QUI NE PASSE PAS PAR LA CASE ÉLECTIONS

Cette technocratie accède à la tête de l'État et aux postes clés sans passer par la case élections. Ce que montre fort bien l'essai de Mathieu Larnaudie, *Les Jeunes Gens*, Grasset, 2018. Larnaudie a travaillé sur la promotion Senghor de l'ENA qui a compté dans ses rangs Emmanuel Macron. L'omniprésence des énarques, on l'a dit, n'est pas nouvelle. Mais les Hollande et autre Royal ont fait leurs classes sur le terrain (partis, municipalités, départements, régions, parlement...). Ce qui est nouveau, ►►

« Le nouveau monde de Macron part de l'idée que le citoyen, forcément limité ou corporatiste, ne possède ni la compétence ni la largeur de vue des technos. »

► écrit Larnaudie, c'est le rapport de ces « jeunes gens » au pouvoir. La promotion Macron incarne la mutation du personnel politique.

DES MINISTRES HANDICAPÉS DU DIALOGUE

C'est une caste hors sol. Il y a peu de vrais politiques du côté des ministres de Macron. Les ministres du Travail, de la Santé, de la Justice, des Transports, de l'École sont des maniaques du dossier mais des handicapés du dialogue. Des machines à la parole formatée. Chez ces gens-là, on ne débat pas, on commande. On plane. On méprise. Voir le secrétaire d'État à la Cohésion des territoires, Julien Denormandie, affirmant au plus dur de l'hiver qu'il y avait à peine cinquante sans-abri en Île-de-France.

LE DIVORCE AVEC LE COMMUN DES MORTELS

Les macroniens sont pour un reformatage technocratique de l'État, piloté par des techniciens au service de la banque et de l'entreprise ; le divorce avec le

commun des mortels est prononcé. « Devant de tels dirigeants, bien formés, bardés de diplômes, passés par les plus brillants postes du public et du privé, les simples citoyens, les associations, les collectivités locales, ce qu'on appelait jadis les corps intermédiaires et aujourd'hui la société civile, pèsent de peu de poids », observe Jean-Thomas Lesueur, par ailleurs critique de droite de Macron.

Le nouveau monde de Macron part de l'idée que le citoyen, forcément limité ou corporatiste, ne possède ni la compétence ni la largeur de vue des technos. Donc on l'encadre, on le surveille. Au risque de détruire le tissu social et les filets de solidarité qui irriguent la société, comme le montre par exemple l'affaiblissement du milieu associatif, considéré sans doute comme des « zozos » par les gourous de Bercy, incarnation d'une société autoritaire, arrogante et qui sait.

UNE NOUVELLE CASTE AUTOCRATE

Le cas Cazenave est un parfait exemple de cette nouvelle caste aux commandes. Thomas Cazenave a en charge la réforme de l'État.

« Un super techno », dit *Le Figaro Économie* qui s'y connaît. Surdiplômé (ENS Cachan, Sciences Po Paris, DEA d'analyse et de politique économique, agrégé en économie et gestion, ENA...), il était déjà secrétaire général adjoint de l'Élysée de François Hollande. Il a planché avec Macron sur le rapport Attali. Cet inspecteur des finances de 40 ans est donc un macronien de la première heure. Il fut son directeur de cabinet adjoint à Bercy et joua un rôle clé dans la campagne présidentielle. Pour lui, la révolution numérique va marquer un « nouvel âge d'or de l'État », entendez : personnalisation du service public, culture du résultat dans les administrations... Le type même de personnage qui parle de « participation citoyenne » mais est une caricature d'autocrate. Il occupe une place essentielle dans la haute administration puisqu'il est à la fois « délégué interministériel à la transformation publique sous l'autorité du Premier ministre » (*sic*) et patron de la « direction interministérielle de la transformation publique (DITP) » (*resic*) à Bercy, avec Darmanin. Il dispose d'une équipe de quatre-vingts personnes, agents de Bercy mais logés avenue de Ségur, à Matignon. Apôtre d'une « transformation profonde » de l'État, il pilote les travaux du comité d'experts action publique, CAP 2022 (dont de premières indiscretions trahissent une orientation ultra-austéritaire). L'objectif ? *L'État en mode start-up*, pour reprendre le titre d'un ouvrage codirigé par le même Cazenave. Un habillage « moderne » pour un vieux projet autoritaire et hyper-bureaucratique. ●

NOUVEAU PROFIL DES ÉLITES

Toutes les études sérieuses démontrent que la carrière des hauts fonctionnaires est, d'ores et déjà, fondamentalement politique. D'un point de vue sociologique, la réforme (des cabinets ministériels) facilitera probablement une transition entre générations au sein du corps des directeurs d'administration centrale. D'un point de vue politique, cela revient à introduire un système de « porte tourniquet » (*revolving door*) à l'image des États-Unis où après chaque présidentielle, toutes les têtes de l'administration centrale sont remplacées. La transformation des carrières des hauts fonctionnaires s'inscrit dans un mouvement plus global. La formation des élites a profondément changé. Le développement des masters à Sciences Po a eu raison du lien organique entre la célèbre section « service public » et l'ENA. Le magistère de la culture juridique s'est effacé au profit d'un questionnement sur l'économie et l'efficacité des politiques publiques. Aujourd'hui les jeunes énarques cumulent leur diplôme avec ceux de l'École des hautes études commerciales (HEC), de l'École supérieure des sciences économiques et commerciales (ESSEC), de l'École supérieure de commerce de Paris (ESCP) mais également ceux de *Master of Business Affairs* *Master of Public Affairs* des prestigieuses universités anglo-américaines. C'est ce nouveau profil d'énarques qui pousse les portes du pouvoir d'État.

William Genieys, « Le déclin des cabinets ministériels, vers la fin d'une exception française », *Figarovox/ Tribune*, 29 novembre 2017.

Chaque mois, *Cause commune* donne carte blanche à l'association ACRIMED (Action-CRitique-MÉDias) qui, par sa veille attentive et sa critique indépendante, est l'incontournable observatoire des média.

Les petits forçats du journalisme

À l'heure où lycéens et lycéennes s'arrachent les cheveux pour trouver leur orientation, *Challenges*, BFM, *Le Figaro* et *L'Express* révèlent une information de taille, émanant du site de recherche d'emploi Qapa : « Journaliste est le métier qui recrute le moins en 2018 ». Si les contours de la profession ne se réduisent pas à la possession de la carte de presse, force est de constater que le nombre de sésames délivrés par la commission de la carte d'identité des journalistes professionnels (CCIJP) ne cesse de baisser depuis 2012.

— PAR ACRIMED —

Une diminution du nombre de journalistes encartés qui s'explique en partie par des conditions d'embauche qui répondent de moins en moins aux critères de délivrance de la carte édictée par le CCIJP : « Il faut exercer la profession depuis trois mois au moins consécutifs, et tirer de cette activité le principal de ses ressources, c'est-à-dire, plus de 50 %. Naturellement, les fonctions exercées doivent être de nature journalistique. Enfin, l'employeur doit être une entreprise de presse (écrite ou audiovisuelle) ou une agence de presse agréée. » Précarité galopante, augmentation de la part d'employeurs qui recourent à l'auto-entrepreneuriat, activités difficilement assimilables à du journalisme, tra-

vail bénévole sont autant de contraintes qui pèsent sur les aspirants au métier. Inquiète de voir les rangs de la profession fondre lentement, la rédaction d'ACRIMED a épluché les petites annonces glanées sur le site des anciens du Centre de formation des journalistes (CFJ), ainsi que sur quelques sites d'offres d'emploi. Florilège.

AU CFJ, INDÉPENDANCE ET INVESTIGATION À L'HONNEUR

Comme toutes les grandes écoles qui se respectent, le Centre de formation des journalistes (CFJ), dispose d'un « espace emploi » sur lequel des offres sont régulièrement publiées. Leur consultation est réservée aux membres de l'association des anciens du CFJ, elle-

« Le travail non rémunéré, une idée qui, décidément, plaît aux recruteurs. »

même « ouverte uniquement à tout diplômé de l'école CFJ, formation première ». Comprenez par là que les étudiants en alternance ne peuvent pas y adhérer, seuls celles et ceux qui ont suivi la formation initiale sont invités à s'acquiescer des 70 euros d'adhésion annuelle ►►



– somme relativement modique au regard des frais d'inscription de la « formation première » qui atteignent 6 790 euros l'année.

C'est donc à la crème de la crème des jeunes diplômés-journalistes que s'adressent ces offres d'emploi. Mais cette élite se rêvait-elle en porte-voix d'entreprise en réussissant le concours d'entrée hypersélectif? Pas sûr... Pourtant, c'est bel et bien ce qui l'attend si l'on en croit les intitulés des annonces. D'un poste de « chargé(e) de communication pour une *start-up* » à celui de « chef de projet événements digitaux (H/F) pour un groupe bancaire », en passant par « rédacteur (H/F) pour une agence de voyages », on est loin « des valeurs fondamentales et déontologiques de la profession » si chères à la prestigieuse école de la rue du Louvre. Difficile en effet de garantir « respect des faits [...], liberté et honnêteté du commentaire » lorsque vos missions s'apparentent davantage à du marketing, à de la communication ou à de la publicité pour des sociétés ou des intérêts privés.

POLYVALENCE ON VOUS DIT!

« Adaptabilité » et « polyvalence » sont devenus les maîtres mots dans bon nombre de secteurs professionnels. Le journalisme n'échappe pas à la règle. Et l'arrivée du numérique a sans doute accéléré le processus: sur le Web un journaliste doit faire preuve d'une

multitude de compétences en matière de rédaction, de mise en images – photo ou vidéo –, de mise en page, de référencement, etc. Une diversification des tâches dont certains recruteurs seraient tentés d'abuser.

Dans une offre d'emploi publiée sur Pôle emploi, un employeur d'une société antiboise sollicite un ou une secrétaire de rédaction capable tout à la fois de « gérer le courrier, les appels téléphoniques, réceptionner les clients, commander les fournitures de bureau, envoyer les colis, mettre à jour le site Internet, gérer les réservations d'hôtels, de voitures, de l'assurance moto, etc. ». Une série de missions auxquelles s'ajoutent « la correction d'articles journalistiques, de maquettes, la gestion du planning d'impression et des routages sans oublier... la recherche des packs cadeaux Noël/Saint Valentin »! L'employeur en question semble conscient de l'ampleur de la tâche à accomplir, tâche qu'il qualifie lui-même de « challenge »! Alors à vos plumes-téléphones-agendas-plannings-fax-ordinateurs-appareils photos- scooters-et... au boulot!

La presse est en crise et les restrictions économiques contraignent les rédactions à geler les embauches! Heureusement, les recruteurs sont imaginatifs...

Travailler pour travailler, c'est ce que propose *Le Figaro*. Dans une annonce publiée en avril 2016 pour un poste de

journaliste « social media » (l'expression désigne les personnes chargées des publications sur les réseaux sociaux et du développement de ces mêmes

« Adaptabilité » et « polyvalence » sont devenus les maîtres mots dans bon nombre de secteurs professionnels. Le journalisme n'échappe pas à la règle. »

réseaux), dont les missions participent plus de la communication numérique que du métier de journaliste, il est demandé aux postulants, en prévision de l'entretien, de répondre à une série de questions destinées à définir les améliorations qui pourraient être apportées au site.

« Répondre dans votre mail aux trois questions suivantes de manière brève, soit trois ou quatre phrases par question. Ceci est destiné à être développé en entretien.

- A) Qu'est-ce que vous appréciez particulièrement sur les réseaux sociaux du *Figaro*?
- B) Qu'est-ce que vous souhaiteriez abandonner ou feriez disparaître – et pourquoi?
- C) Si vous deviez lancer un projet réseaux sociaux ou participatif au *Figaro*, lequel serait-il et pourquoi? »

Un grappillage d'idées à bon compte qui ne s'arrête pas là puisque les candidats sont également invités à « réa-

« Précarité galopante, augmentation de la part d'employeurs qui recourent à l'auto-entrepreneuriat, activités difficilement assimilables à du journalisme, travail bénévole, sont autant de contraintes qui pèsent sur les aspirants au métier. »

liser un bulletin » suivant le modèle du site.

« S'abonner au compte Snapchat du *Figaro*: lefigarofr, si ce n'est pas fait. Regarder les bulletins quotidiens *L'actu en Snaps* (réalisés en 30 - 45 minutes). Réaliser un bulletin *L'actu en Snaps* sur le compte de votre choix, avec toutes vos bonnes idées créatives et votre propre "patte". Dans votre mail, donner le nom de ce compte Snap pour qu'on puisse visionner le petit bulletin ! Enregistrez votre story sur votre téléphone ou votre tablette afin qu'on puisse la visionner ensemble en entretien. »

Un travail non rémunéré et n'offrant aucune garantie d'embauche, mais dont *Le Figaro* pourrait bien s'inspirer par la suite. Alors pour faire passer la pilule, le trait d'humour s'impose.

« Nous n'attendons évidemment pas que vous ayez les punchlines de Norman Thavaud [...] ou la cravate de David Pujadas [...], mais nous souhaitons voir comment vous pouvez mettre à profit votre inventivité au service de l'info en vidéo sur #lerezosocio ! »

Quant à nous, si nous n'attendons évidemment pas de l'organe de presse de la famille Dassault qu'il s'érige en organisation syndicale, il faut bien admettre qu'il pousse ici assez loin la duplicité patronale en collectant des idées gratuitement pour son site Internet sous prétexte de processus de recrutement.

DE LA POUDRE AUX YEUX POUR... DU FARD À PAUPIÈRES

Le travail non rémunéré, une idée qui, décidément, plaît aux recruteurs. Tant et si bien que certains tentent de séduire les éventuels postulants en travaillant leur style rédactionnel : proximité linguistique, tutoiement, traits d'humour douteux, discrimination de genre, sexisme...

En la matière, la palme revient à une annonce du site « Avion de chasse » dont la présentation annonce la couleur.

« Une "bombe atomique", "un canon",

"un avion de chasse"... tous ces termes désignent un seul et même profil : une femme sublime. Notre site "Avion de chasse" regroupe toutes les plus belles créatures de la planète. Notre media 100 % masculin traite tous les thèmes : sport, people, cinéma, politique, etc. Une seule condition : une jolie femme doit être le sujet principal de nos contenus. »

Côté rémunération, l'employeur plane complètement et ne semble effectivement pas prêt à redescendre sur terre. « La rédaction d'ADC recherche des stagiaires pour une durée de deux mois maximum. Pour l'heure, nous ne pouvons vous proposer qu'un statut de pilote bénévole, mais regarder des jolies femmes toute la journée, ça n'a pas de prix, croyez-nous ! Être au bureau et mater des vidéos sexy en toute sérénité, c'est inestimable... »

Le site www.omagazine.fr apprécie quant à lui tellement les bénévoles qu'il les destine à tous types de poste. Ainsi, trois offres pour des jobs de rédactrices et de styliste photo ont été publiées sur le site de recherche d'emploi www.indeed.fr.

« Outre le devoir
d'impartialité
journalistique
nettement mis à mal,
on assiste ici
à un piétinement
éhonté du code
du travail. »

Deux de ces annonces proposent respectivement des postes de rédactrice web mode/beauté, et de rédactrice web société & féminisme. Rappelons tout d'abord que conformément à l'article

L 1142-1 du code du travail, « nul ne peut mentionner ou faire mentionner dans une offre d'emploi le sexe [...] du candidat recherché ». La dérogation à la loi n'est envisageable que si l'appartenance à l'un ou l'autre sexe est la condition déterminante de l'exercice de l'activité professionnelle. Et, en l'occurrence, on ne voit pas bien ce qui pourrait empêcher un rédacteur d'occuper de telles fonctions.

Quitte à faire fi de la législation en vigueur, pourquoi s'encombrer d'une fiche de paye ? Ainsi *Ô Magazine* propose, en guise de rémunération, du bénévolat « avec de nombreux avantages ». Pas de salaire à la fin du mois mais des voyages, des livres, des échantillons, etc. Outre le devoir d'impartialité journalistique nettement mis à mal, on assiste ici à un piétinement éhonté du code du travail. Car si, comme l'indique la CCIJP, « depuis dix ans, les revenus médians des pigistes et CDD dégringolent respectivement de 8 % et 18 % » que penser d'une rémunération en fard à paupières ? Une inconséquence dont le recruteur aura certainement pris conscience puisque la société publie une troisième offre à destination des stylistes photo. Pas question, cette fois, de dilapider la trousse à maquillage, l'annonce est claire : « Rémunération : aucune ».

Un secteur professionnel déjà profondément ravagé par la précarité, des offres d'emploi qui bafouent le métier de journaliste, des processus de recrutement qui servent de boîte à idées éditoriale gratuite, des modalités d'embauche qui torpillent le code du travail. Voilà donc les perspectives proposées aux jeunes diplômés des écoles de journalisme : devenir les ouvriers hyperqualifiés, sous-payés et sans statut de publications qui, dans nombre de cas, ne seront que des supports parapublicitaires. À ce compte-là, si en 2018, journaliste est le métier qui recrute le moins, peut-être faut-il s'en réjouir... ●

Alerte aux publicités sexistes

À l'exemple du Conseil de Paris, réagir à l'emprise des publicités qui propagent des idées malsaines et influent négativement les modes de consommation est impératif.

— PAR HÉLÈNE BIDARD ET SHIRLEY WIRDEN* —

Lorsque Rosalia chante dans la chanson « America » de *West Side Story* « *I'll have my own washing machine / Je l'aurai ma propre machine à laver* » notre premier réflexe est de penser à cette libération qu'ont représenté les électroménagers pour le quotidien non pas des familles, mais des femmes, assignées à des tâches ménagères physiquement éreintantes à l'instar du lavage à la main du linge familial. Les publicités de cette époque ont été l'écho de ce sentiment de libération : des femmes épanouies aux visages souriants, en somme : la représentation du bonheur comme les publicitaires savent le vendre. Les publicités mettant en scène la ménagère, la femme au foyer, sont des lieux communs, font presque partie du patrimoine immatériel commun dans un esprit nostalgique difficile à contester. Mais les revendications politiques elles aussi ont évolué. Posséder une machine à laver n'est plus une libération pour les femmes. Ne plus en être la seule usagère en est une. La publicité, elle, n'a pas suivi ou ne fait que commencer à suivre, par balbutiement, à la fois cette revendication de libération des produits assignés aux femmes, cette exigence de libération des stéréotypes physiques imposés et cette prise de conscience d'un nécessaire changement de mode de consommation, actuellement représenté de façon uniforme.

POURQUOI COMBATTRE LES PUBLICITÉS SEXISTES ?

En moyenne, chaque individu voit plusieurs centaines de publicités par jour. Il s'agit là d'une réelle pollution visuelle qui est lourde de conséquences. 77 % des français-es pensent qu'il y a « autant » ou « plus » de stéréotypes sexistes qu'avant, et réclament d'avantage d'efforts, notamment des entreprises : 79 % de répondants pensent que « les entreprises devraient s'attacher à ne pas véhiculer des stéréotypes sexistes

notre vision du monde, de la société et de nous-mêmes. Elles sont un élément fondamental de notre construction en tant qu'individu, de notre imaginaire collectif. Ce sont des images que chacun subit au quotidien, sans avoir choisi de s'y soumettre et sans aucun moyen d'en réchapper. Les injonctions surviennent, s'imposent et marquent nos esprits. Elles ont ainsi un rôle idéologique puissant. Les publicités, les images représentées sont une production sociale qui façonne le réel autant qu'elle le reproduit. Elles sont tout à la fois reflet et relais de l'idéologie dominante.

« Les publicités sont tout à la fois reflet et relai de l'idéologie dominante. »

à travers leurs campagnes », et même 44 % jugent que « les entreprises devraient être sanctionnées ». Les publicités, de par leur présence massive dans l'espace public, contribuent chaque jour à forger nos représentations. Ces représentations forgent à leur tour

DES VIOLENCES VÉHICULÉES PAR LES PUBLICITÉS

Le sexisme véhiculé par les publicités participe au continuum des violences faites aux femmes et les conséquences en sont dramatiques : une femme tuée tous les deux jours et demi en France par son compagnon ou ex-compagnon, soit au moins 119 femmes tuées en 2016. Réduire les femmes à un corps (retouché), à des tâches domestiques (peu valorisées) ou à un genre (méprisé) – participe à entretenir le sexisme ordinaire. La représentation du corps féminin ou en tant qu'objet décoratif ou comme objet de désir insiste sur une réalité que nous combattons chaque jour, celle qui consiste à faire des femmes des objets, des marchandises.

Cette banalisation de ces violences, cette normalisation de l'ordre social existant n'est plus acceptable car ce réel n'est lui-même plus acceptable.

Les professionnels se disent conscients de cet enjeu de transformation des représentations publicitaires. En témoigne l'article 4 du Code de la Chambre de commerce internationale sur les pratiques de publicité et de communication de marketing qui préconise que « la publicité ne doit pas être susceptible de heurter la sensibilité, choquer ou même provoquer le public en propageant une image de la personne humaine portant atteinte à sa dignité et à la décence », « la publicité ne doit pas réduire la personne humaine, et en particulier les femmes, à la fonction d'objet ». Rappelons également l'avis n°2015-04616-VIO-16 du Haut Conseil à l'Égalité entre les femmes et les hommes, publié le 16 avril 2015 qui recommande de « s'engager au respect d'une charte luttant contre le sexisme et les stéréotypes de sexe dans les publicités diffusées ».

En 2017, *Les Échos* se faisait le relais de l'étude *Portraits de femmes* de Kantar, publiée à l'occasion des Rencontres de l'UDECAM (Union des entreprises de conseil et achat media) : « Une consommatrice de plus en plus mature, mais aussi exigeante, voire méfiante, et toujours plus prescriptrice dans les achats... Cette tendance de fond que vient confirmer l'étude impose naturellement aux marques d'en finir avec les stéréotypes féminins. »

Pourtant chaque jour, l'espace public est victime d'une campagne de publicités sexistes. Prenons l'exemple médiatique de l'enseigne Yves Saint-Laurent qui affichait des femmes dénudées, soumises, aux corps extrêmement maigres, toujours plus déformés par la retouche photo, le tout dans des positions dégradantes. Nombre de femmes s'en étaient émues, étaient choquées. Mais combien d'autres avant elle ? Accord Hôtel Arena,

POUR UN PARIS SANS PUBLICITÉ SEXISTE

« Nous, Ville de Paris, hommes et femmes annonceurs, professionnels de la communication et de la publicité, associations, nous engageons ce jour à veiller à ne pas créer, diffuser, soutenir, toute publicité utilisant des stéréotypes sexistes, lesbophobes, homophobes et des représentations dégradantes, dévalorisantes, déshumanisantes et vexatoires des femmes et des hommes et des rapports entre eux. Nous veillerons de même à ne pas créer, diffuser, soutenir, toute publicité cautionnant toute forme de discrimination fondée sur l'origine ethnique, l'origine nationale, la religion, le sexe ou l'âge ou portant atteinte à la dignité humaine. Nous nous constituons en groupe de travail avec pour objectif d'établir une charte commune d'engagement, dans le prolongement de cette déclaration. »

Telle est la déclaration commune à laquelle ont abouti les parties prenantes du colloque « Pour un Paris sans pub sexiste » organisé en juin 2018 par la ville de Paris, dans la continuité de la modification inédite apportée à la convention de la ville passée avec son concessionnaire en mars 2017, qui instaurait l'interdiction des publicités dégradantes, portant atteinte à la dignité humaine. Cet amendement, porté par le groupe communiste au Conseil de Paris, a fait le tour du monde de la presse.

Bagelstein, Depil' Tech, le sexisme s'affiche et les images stéréotypées s'accroissent. Chaque année, de plus en plus de plaintes sont déposées devant le Jury de déontologie publicitaire.

PUBLICITÉ ET SANTÉ PUBLIQUE

La publicité a aussi une responsabilité en matière de santé publique. En 2008, la ministre de la Santé a reconnu que les images de mannequins très maigres jouent un rôle dans le développement

Les jeunes subissent de plein fouet les diktats d'idéaux et de beauté irréalistes. Une récente étude a par exemple montré qu'alors que le surpoids et l'obésité sont stables chez les jeunes français, le nombre de jeunes considérés comme maigres a augmenté, passant de 8 % à 13 % sur la période 2006-2015. Une hausse alarmante qui touche en premier lieu les filles de 11 ans à 14 ans. L'« injonction à la maigreur » ou le « jugement sur l'apparence physique » sont des réalités.

« L'obésité est une maladie du capitalisme mondialisé, les discriminations et les rejets des victimes en sont de plus en plus une des attaques les plus généralisées contre le "vivre ensemble". »

des troubles alimentaires chez les adolescentes, ce qui a conduit l'Assemblée nationale à adopter un texte de loi visant à lutter contre la maigreur des mannequins, obligeant de faire apparaître la mention « photographie retouchée » quand leur apparence corporelle est modifiée, quand le corps est littéralement atrophié.

C'est ainsi que l'on incite des générations de femmes à débiter les régimes dès l'âge de 9 ans en moyenne.

Les produits minceur, les magazines qui offrent des régimes miracle, les conseils beauté, les offres sur les vêtements de sport, il existe une large gamme de fabricants qui font fortune sur la promotion de la minceur et de la maigreur. ►►

► Ces mêmes produits qui, par un cercle vicieux, conduisent à dérégler l'alimentation des femmes par des régimes ponctuels successifs néfastes, leur faisant à terme, prendre du poids ou avoir des problèmes de santé.

INVISIBILITÉ DES FEMMES NOIRES

Les clichés et stéréotypes de femme au foyer, femme mère et femme objet sont communs à toutes les femmes. Mais les femmes noires sont, elles, ou absentes des représentations ou blanchies, cheveux lissés. L'invisibilité des femmes noires est telle qu'elles finissent par être mises en avant uniquement pour leur couleur de peau. C'est ce qui a conduit seize personnalités du cinéma à signer l'essai *Noire n'est pas mon métier* porté par Aïssa Maïga, qui éveille les consciences sur la sous-représentation des femmes de couleur au cinéma. Le pourcentage de couvertures présentant un mannequin non-blanc en 2017 était de 31,3 %, en hausse par rapport à l'année 2015 (19,8 %) mais en baisse de 4 % par rapport à 2016.

Pour changer notre avenir sur le long terme et sur tout le territoire français, nous demandons l'élaboration d'un cadre législatif de lutte contre les publicités sexistes. C'est possible, puisqu'en ce qui concerne les publicités audiovisuelles, cela a été fait avec la loi du 4 août 2014 sur l'égalité réelle entre les femmes et les hommes

UN ENJEU EUROPÉEN ET INTERNATIONAL

L'Avis du Comité économique et social européen *Un Cadre pour la publicité destinée aux jeunes et aux enfants* souligne « qu'une partie considérable de la publicité a un caractère sexiste et sexuel et utilise les femmes comme objet de désir, souvent dans des situations d'infériorité ou de servilité, voire en la montrant violente », révèle l'enjeu européen autour de ces publicités sexistes et injonctions.

Selon les études de l'Organisation inter-

nationale du travail mais également du Défenseur des droits dans son 9^e baromètre, la première discrimination dans l'accès à l'emploi est la question de l'âge (personnes considérées comme trop jeunes ou trop âgées) et la deuxième est celle du critère de l'apparence physique,

et une installation « Bazar ». Danielle Dean s'est immergée dans les archives du BHV et des Galeries Lafayette. Elle a travaillé sur tous les catalogues du groupe de vente par correspondance du XX^e siècle. L'artiste a sélectionné des articles ménagers (moulins à café, machines

« Les publicités, les images représentées sont une production sociale qui façonne le réel autant qu'elle le reproduit. »

et donc en grande partie celle du surpoids. Sans surprise la carte du surpoids est quasiment celle du chômage. C'est avant tout une discrimination massive, et un enjeu de classe. De fait, c'est une des rares discriminations encore tolérée en France. Elle concerne plus particulièrement les femmes, qui sont les plus stigmatisées. L'OMS parle d'épidémie mondiale. L'obésité est une maladie du capitalisme mondialisé, les discriminations et les rejets des victimes en sont de plus une des attaques les plus généralisées contre le « vivre ensemble ».

SUCCÈS DES CAMPAGNES DE HONTE

Les succès des campagnes de lutte contre les publicités sexistes sont un très bon signe quand on constate que les annonceurs finissent par céder devant la honte portée sur leur marque et par retirer leurs affiches.

L'art s'imprègne de plus en plus de cette thématique et offre des perspectives de résistance. Pour n'en citer qu'une, le travail d'une jeune artiste britannico-américaine d'origine nigériane Danielle Dean, interroge la représentation des femmes, notamment des femmes noires, dans les publicités d'articles ménagers du XX^e siècle. Elle réalise ainsi en 2018 une vidéo

à laver, mobilier de jardin, tentes de camping...) associés à la construction de la vie d'une famille française « typique » tout au long du XX^e siècle. Elle cherche à déconstruire les rôles de genre assignés par ces objets ainsi que les représentations de classe ou de race.

Il est donc urgent et possible qu'actrices et acteurs – politiques, publicitaires, afficheurs, collectivités locales – se mobilisent pour montrer l'exemple en s'engageant publiquement, symboliquement, et en première ligne si besoin, dans le combat contre les publicités sexistes. C'est la garantie de marquer un véritable tournant dans les représentations des femmes dans l'espace public, un progrès de société qui passe par des représentations à égalité des femmes et des hommes. L'absence totale d'action du gouvernement pourtant engagé officiellement dans une Grande cause nationale contre les violences faites aux femmes est saisissante. ●

***Hélène Bidard** est adjointe PCF à la mairie de Paris.

Shirley Wirden est membre de l'exécutif de la fédération de Paris du PCF.

L'homme producteur et comment il fait histoire

Oui, il y a, dans notre présent, une visée d'« autre chose », un « vivre autrement », enraciné et quotidiennement retravaillé. Oui, il y a des réserves d'alternative pour « nous » gérer autrement. Mais, sauf à être dogmatique, à monopoliser le désir d'altérité en lieu et place de nos semblables, on ne peut faire émerger ces réserves en contournant ce qu'on appelle le travail ou l'activité industrielle humaine.

— PAR YVES SCHWARTZ* —

QU'APPELONS-NOUS « PROJET-HÉRITAGE » ?

Dans une entreprise, dans toute forme d'organisation produisant des biens ou des services, mais au-delà, partout où se construit dans la durée un agir collectif, il y a des projets, des alternatives qui s'appuient sur des acquis mis en mémoire commune, des patrimoines construits dans l'histoire de cette institution. Mais réciproquement, la fabrication des projets, tournée vers l'avenir à construire, va sélectionner dans ce passé des segments de patrimoines collectifs de nature à crédibiliser ces projets. L'héritage permet la cristallisation du projet, mais rétroactivement le projet configure dans le passé l'héritage qui pourrait le préfigurer.

Ces dialectiques se construisent dans la durée, portées par les agir collectifs des différents protagonistes ; elles sont donc plurielles, partiellement, voire totalement, antagoniques, selon les histoires de ces protagonistes, selon les positions sociales, les fonctions, les trajectoires occupées dans l'entité considérée. Elles peuvent se structurer à partir de points de vue strictement financiers sur cette entité, ou sur des visions de développement plus entrepreneuriales, ou sur les ressources expérimentées dans le vivre

ensemble au travail. Entre des projets-héritages entièrement pris dans les calculs comptables, et ceux qui s'alimentent des réserves d'alternatives socialisées issues des débats de normes, entre ces deux pôles, de multiples cas de figure sont possibles et dessinent l'immense champ de la militance industrielle. Car

beaucoup plus large d'une culture ou d'une civilisation. Ainsi, il y a deux ou trois décennies, Alain Wisner, l'un de nos trois « médecins atypiques », se posait la question de la faisabilité des transferts de technologie. À quelles conditions ont pu, peuvent, pourront se greffer les technologies les plus modernes sur des peu-

« L'héritage permet la cristallisation du projet, mais rétroactivement le projet configure dans le passé l'héritage qui pourrait le préfigurer. »

c'est bien en faisant riper les dialectiques projets-héritages vers le second pôle, qu'on a chance de déplacer la contradiction argent/activité. C'est bien dans cette direction-là, celle que l'on pourrait appeler la dialectique « industrielle » des projets-héritages, que s'inscrivent plusieurs des exemples qui suivent. Cette dialectique des projets-héritages peut se travailler en divers points d'un large spectre social, allant d'une petite et moyenne entreprise (PME) à l'échelon

plurielles qui, à certains moments de l'histoire, ont pu ou peuvent apparaître « en retard » sur d'autres ? Sa réponse, par exemple pour le Maghreb ou le Japon, nous renvoie très exactement à la nécessité de faire travailler cette dialectique des remémorations fécondes et des entreprises créatrices : « Il me semble capital, disait-il en 1985, de retrouver la grandeur artistique et technique de chaque pays, car il faut beaucoup de courage pour se lancer avec sérieux et fermeté dans la moder- ►►

« La bataille des projets-héritages oppose l'encapsulation du travail humain sous la prédominance de bilans purement quantitatifs et la volonté militante de donner de l'espace aux valeurs de bien commun. »

► nisation si on n'a pas l'impression d'être issu d'une grande civilisation ancienne. » Il s'agit d'opérer la remémoration des moments où tel peuple a « sorti » des cartes maîtresses, attestant par là même qu'il est capable comme tout autre de s'approprier celles maîtrisées par des peuples différents de lui, à un moment ultérieur de l'histoire : « Les artisans pratiquant au Maghreb la technique du cuivre repoussé, ou celle des teintures de laine ou encore, en Asie du Sud-Est, les spécialistes de la laque ou du papier huilé sont, sans doute, parfaitement aptes à travailler dans l'industrie électronique et chimique. » La prodigieuse conquête des technologies de l'ère Meiji au Japon, après deux siècles d'isolement, est un cas d'école qui impose, pour la comprendre, de telles rétroactions historiques.

DE QUI L'ENTITÉ INDUSTRIEUSE EST-ELLE LE PATRIMOINE ?

Ces dialectiques doivent se nouer, créer une sorte de continuité, aux différents échelons de ce spectre social pour se renforcer mutuellement, pour produire des effets d'histoire, au sens où on l'a suggéré plus haut. On vient d'évoquer une dialectique projet-héritage à un niveau très « agrégé », celle qui concernerait un peuple tout entier. La recollection des micro-actes d'intelligence, la conscience en pénombre et encore mieux la mise en visibilité de l'ampleur de leurs renormalisations crédibilisent à l'époque l'ambition d'une hégémonie de la classe ouvrière, selon le langage gramscien qui est celui d'Ivar Oddone. Par exemple, en matière de montage, le délégué, mieux encore l'ouvrier est « en fait le véritable expert ». Et en fin de compte le bascu-

lement du projet-héritage vers sa forme industrielle arrive à faire peur aux chefs d'atelier : face à une renormalisation collective efficace du groupe ouvrier concernant la distribution des tâches, ils en viennent à cette réaction : « Mais qu'est-ce que vous croyez ? Que vous pouvez commander ? Vous croyez comme ça que vous pouvez vous mêler de ce que l'entreprise doit faire ? Prenez donc l'entreprise et dirigez-la vous-mêmes ! »

Ainsi, toute bataille contre une vision appauvrie du travail, toute mise en visibilité des savoirs-valeurs immanents au monde des activités de travail, opérant un déplacement de la contradiction argent/activité, fait poser la question : mais l'entité industrielle (entreprise, établissement ou tout autre organisme), c'est le patrimoine de qui ? Ainsi, visitant en 1985 les ateliers d'une entreprise leader mondial de la fabrication des fours verriers au Pontet, près d'Avignon, nous sommes les témoins de la façon dont un dirigeant syndical court-circuite et critique les présentations idéalisées et lissées du *cicerone* officiel ; bref, fait barrage à un projet-héritage trop directement inspiré par les stratégies de la direction. Mais à peine la route nationale traversée, dans son « jardin » du comité d'entreprise, il retourne sa façon de dévastatrice, pour magnifier les prouesses techniques et le métier de « son » entreprise. Illustration d'un projet-héritage en partie alternatif qui le conduira à défendre la pérennité de l'entreprise, pour autant que son avenir repose sur le génie des renormalisations industrielles, dont le cas du « masselottier » était un magnifique exemple. C'est bien ce basculement, cette présence si prégnante d'une dialectique indus-

trieuse de projet-héritage dans cette petite PME provençale de fabrication de boucles pour chaussures, qui va rendre possible le saut si hasardeux vers la transformation de cette petite entreprise familiale en société coopérative ouvrière de production (SCOP). « La performance de notre outil de travail, dit-il, représentait pour la majorité d'entre nous des années et des années d'efforts, d'initiative, de production sur le tas, d'échanges d'expérience entre les travailleurs de la production (ceux qui produisent en série à partir des moules fixés sur les machines outils) et ceux de la fabrication (usinage des moules et de l'outillage). L'entreprise nous semblait nous appartenir de plus en plus et nous étions prêts à tout pour nous faire respecter » [Paul Esposito, cité dans Yves Schwartz, *Expérience et connaissance du travail*].

DE L'ÉMANCIPATION DU TRAVAIL À LA TRANSFORMATION DE LA SOCIÉTÉ CIVILE

Un autre exemple nous ferait revenir à un niveau plus global, mais directement issu d'interrogations politiques et militantes et où se pose clairement la dimension de « l'émancipation du travail » ; ou, en d'autres termes, la capitalisation de ces diverses dialectiques industrielles projets-héritages. Il s'agit du bel ouvrage de Bruno Trentin, *La Cité du Travail, le fordisme et la gauche*, introduit par Alain Supiot. Une division, on peut dire une contradiction entre deux projets-héritages au sein de la gauche européenne, tel serait, en mon langage, l'argument majeur de cet ouvrage posthume. Il y aurait, dit Bruno Trentin, comme « deux âmes » dans la gauche, une fascinée par la prise du pouvoir, par la gestion de l'État, et aussi par la rationalité technique et scientifique, et une autre, aujourd'hui minoritaire, dominée, mais dont il faut récupérer les « traces », celles qui ont marqué l'histoire dans les luttes autour de changer la façon de travailler, allant de « l'émancipation du travail » à la « transformation de la société civile ». Un véritable « drame » est généré à partir de la fin des années 1960 : avec la transformation profonde

des milieux de production et donc du monde du travail, une coupure entre l'économique et le politique tend à rendre impossible « de récupérer ne serait-ce que sur un mode critique et à travers des moments de crise ou de rupture, un certain patrimoine culturel et politique des luttes ouvrières du passé, une mémoire du mouvement ouvrier organisé ».

Drame donc de la concurrence entre projets-héritages dont résultent logiquement des stratégies politiques différentes. Or c'est bien autour des réserves d'alternatives industrielles que se structure cette bifurcation des projets-héritages. Gramsci disait déjà que si les classes subalternes doivent accepter des « sacrifices » momentanés, des compromis au bénéfice d'un projet politique nouveau, ce ne peut être en effaçant les « stigmates de ses origines et de sa maturation ». Pas d'avenir si s'opère une rupture entre le projet et l'héritage : rien « ne pourra en effet jamais remplacer, dans la conscience des travailleurs, l'effort de retrouver – à chaque moment de leur prestation de travail, à chaque moment d'un travail vécu dans les conditions d'oppression et de subalternité – la nécessité d'agir pour un changement de la situation existante ». C'est ce projet-héritage qui devrait permettre à la classe ouvrière mutilée de « projeter à l'extérieur de son rapport de travail concret sa vocation à gouverner ». « La culture dominante (y compris la conception marxienne) ne présente en effet aucun modèle positif de travailleur, comme producteur actuel, non futur, capable et de réfléchir sur sa condition d'exploité et d'aliéné, et de produire des réponses au niveau de la conscience individuelle ou au niveau de la conscience de petit groupe. » C'est donc au cœur de l'usine, au cœur des univers de travail qu'a pris toute sa force, au point culminant des années 1960, ce projet-héritage de transformation de la société civile, de la vie sociale, à partir, dit Trentin, « d'une confiance de masse, confuse mais réelle, en la possibilité de changer la façon de travailler, et cela à la barbe de tous les dogmes du positivisme historique ».

Pour Gramsci, la formation de la « conscience alternative des producteurs » (nous dirions les réserves d'alternatives des producteurs) était une obsession, sous peine de ne pas donner corps au seul projet-héritage capable d'ébranler vraiment la matrice des contradictions de nos sociétés marchandes et de droit, pour reprendre notre langage.

Sans doute les conditions de la subalternité ont aujourd'hui pris des formes extrêmement variables et nouvelles. Mais cette question de l'hétérodirection, de l'hétéronomie industrielle reste pour Trentin le point d'achoppement majeur : le « divorce » qui marque depuis longtemps « une partie importante de la gauche occidentale » a pour base une catégorisation sociale fondée sur le revenu ou le « statut », critère qui « commence par nier à la base la nature du travail salarié – c'est-à-dire le fait qu'il soit avant tout un travail subordonné, hétérodirigé, abandonnant dans l'analyse du conflit social les « facteurs de subordination, d'hétérodirection et de compression de l'autonomie décisionnelle et créative du travail salarié, dans tous les domaines de l'activité sociale ».

Ce qui reste central, pour le dire en notre langage, c'est qu'aucune norme de production sociale – et il n'y a pas, rappe-

lons-le, de production sociale sans normes antécédentes, et particulièrement dans nos sociétés marchandes et de droit – ne pourra évacuer la genèse permanente de réserves d'alternatives. Ainsi, les projets-héritages n'ont jamais été des données toutes prêtes, et particulièrement les formes industrielles de leurs dialectiques, toujours fragilisées par l'emprise sur le travail humain des ratios abstraits et comptables. Elles sont à sortir de leur pénombre, à construire, par des « technologies » innovantes, respectueuses de la créativité humaine. La bataille des projets-héritages oppose donc aujourd'hui l'encapsulation du travail humain sous la prédominance de bilans purement quantitatifs et la volonté militante de donner de l'espace aux valeurs de bien commun encapsulées, elles, dans les renormalisations et réserves d'alternatives des activités industrielles, individuelles et surtout socialisées.

Mais qu'est-ce que cela veut dire aujourd'hui, dans les conditions en partie si nouvelles de production de richesses, de gouvernances et rapports de force politiques et sociaux à l'échelle de la planète ? ●

*Yves Schwartz est philosophe.

Il est professeur émérite à l'université de Provence.

La réflexion actuelle en philosophie et dans les sciences humaines valorise considérablement des questions relatives aux identifications (de genre, de groupe, de filiation), aux différenciations, aux ruptures, et à ce qui permet de déterminer l'homme comme « animal symbolique ». Mais l'homme, pour autant qu'on s'autorise l'emploi de cette mauvaise abstraction, n'est-il pas d'abord et plus fondamentalement producteur de ses conditions matérielles d'existence, selon la profonde intuition de Marx ? De ce point de vue, l'œuvre exemplaire menée en interdisciplinarité dès les années 1980 par Yves Schwartz, Ivar Oddone, Alain Wisner et des ouvriers, notamment de l'agglomération marseillaise mais aussi des usines Fiat à Turin, offre un témoignage très fort. L'acte de travail peut amener les humains à une communauté de travailleurs mais aussi à une continuité historique qui va du geste technique à la volonté de se réapproprié l'entreprise. Le concept ici présenté de « projet-héritage » enjeu de lutte des classes procède de cette volonté.

Martha Desrumaux au Panthéon : briser les murs du silence

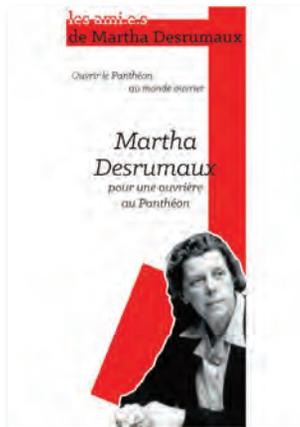
Ouvrière du textile engagée dès l'âge de 13 ans dans le syndicalisme et dès 15 ans en politique, la « passionaria du Nord » Martha Desrumaux a consacré toute sa vie (1897-1982) à défendre et valoriser les anonymes, ceux dont le militantisme et le travail ont aussi contribué au développement des valeurs de notre société. Ouvrière, résistante, déportée, féministe elle a sa place au Panthéon aux côtés de Marie Curie, Germaine Tillion, Geneviève de Gaulle-Anthonioz, Simone Veil.

— PAR **PIERRE OUTTERYCK*** —

LE DROIT DE MÉMOIRE

C'est clair : faire entrer l'ouvrière Martha Desrumaux au Panthéon sur le fronton duquel est inscrit « Aux grands hommes la patrie reconnaissante » est un double clin d'œil. Aujourd'hui, cinq femmes sont au Panthéon, dont trois dernièrement. Aucun militant, ni aucune militante issus de la classe ouvrière ! Cet hommage est-il nécessaire ? Certains hausseront les épaules... Au contraire, je revendique le droit de mémoire et non le devoir de mémoire ! Un devoir contraint, un droit est un acquis. Nos aînés ont construit la France par leur travail, leurs souffrances, leurs luttes. Ils ont le droit d'être reconnus pour cela. De leurs luttes sont nés les lois sociales, les acquis de la Libération tels que le statut des mineurs, les comités d'entreprise ou la sécurité sociale... Oui, tout cela mérite d'être connu et reconnu !

Il y a vingt-cinq ans, j'avais rendez-vous chez Claude Willard, grand historien du monde ouvrier. Je travaillais sur la fusillade du 1^{er} mai 1891 de Fourmies. J'y ai rencontré Marie-Claude Vaillant-Couturier. Intriguée, j'avais un accent méridional et j'habitais dans le Nord. Elle me demanda : « Tu es du Nord, connais-tu Martha Desrumaux ? »



J'acquiesçais. Marie-Claude ajouta : « Martha, que j'ai bien connue à Ravensbrück, est sans nul doute la plus grande dirigeante ouvrière. Elle est malheureusement oubliée, ignorée. Elle mérite d'être connue, honorée. Elle est de ces femmes qui ont œuvré pour l'émancipation de l'humanité. »

UNE TRÈS GRANDE DIRIGEANTE OUVRIÈRE

Martha Desrumaux naît en 1897 à Comines dans le Nord, au bord de la Lys, rivière frontière avec la Belgique. Elle était l'avant-dernière d'une famille de sept enfants. Grande gueule, Florimond, le père, avait été licencié de

l'usine à gaz où il travaillait et avait ouvert un petit commerce pour nourrir sa famille. En août 1906, pompier volontaire, il meurt écrasé par la pompe à eau. Lors de ses obsèques, il est présenté comme un bon citoyen, un républicain ; sans doute était-il libre penseur. Durant cette « Belle Époque », quand la mort frappait le chef de famille, elle gagnait tout le foyer ; pas de sécurité sociale et la misère s'installait.

Martha n'a pas 9 ans ; elle est placée comme domestique chez des bourgeois dans la banlieue de Lille. Une bouche de moins à nourrir pour la famille ! Nous connaissons le terrible sort de ces « bonnes à tout faire ». Elles étaient invisibles, anonymes. Martha s'enfuit très vite. Elle revient à Comines et affirme : « Je veux être ouvrière ! » À l'époque, la classe ouvrière est porteuse d'avenir, d'émancipation, comme le disait Jean Jaurès dans *L'Humanité*. Martha ressent confusément la solidarité, la volonté de construire ensemble, la possibilité de se battre. À 13 ans, elle adhère à la CGT, engagement exceptionnel à l'époque pour une adolescente ; à 15 ans, elle entre aux Jeunesses socialistes. Le 1^{er} août 1914, ayant appris l'assassinat de Jaurès, elle quitte l'entreprise pour

« Toute sa vie, Martha a lutté pour l'émancipation de l'humain et plus particulièrement pour celle des femmes soumises au patriarcat et au Code civil édicté en 1804. »

mettre en berne le drapeau rouge au fronton de la maison du peuple. Toute sa vie, Martha a lutté pour l'émancipation de l'être humain et plus particulièrement pour celle des femmes soumises au patriarcat et au code civil édicté en 1804. Martha pressentait que ces bouleversements fondamentaux ne pouvaient se faire sans une organisation syndicale active dans l'entreprise et un engagement politique. C'est pourquoi, en 1921, elle fit le choix du jeune Parti communiste.

De son activité inlassable, retenons quelques dates. En 1917, évacuée à Lyon, elle met victorieusement en grève son atelier textile ; elle ne sait ni lire ni écrire ! En 1924, elle organise ses compagnes de travail aux ateliers Hassebroucq à Comines. Ces ouvrières réclament des galoches de bois et des tabliers de cuir pour éviter les flaques et les projections d'huile. Pour la faire taire, le patron lui propose le poste de contredame. Martha accepte. Au grand dam du patron, elle transforme le poste en délégué du personnel et se fait porteuse des revendications collectives et singulières de l'atelier. En octobre 1927, elle dirige une délégation de femmes à Moscou, et y rencontre la militante allemande Clara Zetkin. En 1910, Clara avait fait adopter par le congrès ouvrier, réuni à Copenhague, la proposition de faire du 8 mars *la journée de lutte pour le droit des femmes*. En 1928-1929, Martha joue un rôle essentiel lors des grèves des usines textiles d'Halluin. Elle encourage les femmes à entrer dans la lutte : certaines d'entre-elles travaillent mais ne sont pas organisées. La grève est une

affaire d'hommes, dit-on à l'époque ! Martha s'occupe également des ménagères. « Les enfants dansent devant le buffet vide » et elle parvient à convaincre ces femmes de confier leurs enfants à Lille ou dans le bassin minier, allégeant ainsi la vie des familles grévistes. De ces expériences naît un journal : *L'Ouvrière* ancêtre d'*Antoinette* et de *Clara*.

Dès 1933, elle comprend que le fascisme parvient à rassembler les grands financiers profiteurs de la crise et les chômeurs artisans, commerçants, ouvriers déclassés victimes de celle-ci. Pour empêcher ce rassemblement en France, elle organise en décembre 1933 une marche des chômeurs de Lille à Saint-Denis, le préfet de la Seine ayant interdit à ce cortège revendicatif d'entrer dans Paris... Elle va être parmi les artisans du Front populaire en mêlant drapeau tricolore et drapeau rouge, la devise républicaine : Liberté, Égalité, Fraternité aux valeurs ouvrières : Justice, Paix et Solidarité. En janvier 1936, elle est présente dans *La vie est à nous* de Jean Renoir aux côtés de Maurice Thorez, de Jacques Duclos et de Paul Vaillant-Couturier. Alors que les femmes n'ont pas le droit de voter, elle les incite à pousser leurs maris à voter pour les candidats du Front populaire. Durant les grèves de 1936, elle est la seule femme présente aux négociations de Matignon (7 juin 1936). À la demande de Benoît Frachon et de Léon Jouhaux, elle apporte des fiches de paye qui seront exhibées devant les patrons obligés de reconnaître la faiblesse des salaires de femmes. Dès juillet 1940, elle réunit clandestinement des militants communistes et leur

propose d'organiser la grève dans le bassin minier. Après neuf mois, durant lesquels débrayages et manifestations se multiplient, cent mille mineurs se mettent en grève du 27 mai au 9 juin. Les 4 et 5 juin, des femmes manifestent à Liévin, Harnes, et Billy-Montigny. Ce fut la plus grande grève dans l'Europe occupée ; le premier convoi de déportés, parti de France pour l'Allemagne le 11 juin 1941, fut exclusivement composé de mineurs. Ils furent les porteurs de cette résistance populaire qui combattit l'occupation et favorisa le programme démocratique du Conseil national de la Résistance : *Les Jours heureux*.

Le 26 août 1941, Martha est arrêtée. D'abord mise au secret à la prison de Loos dans le Nord, elle est déportée au camp de Ravensbrück en mars 1942, avec des déportées de toutes nationalités. Elle fut l'une des âmes de la résistance dans ce camp aux côtés de Jeanne Tétard, Marie-Claude Vaillant-Couturier, Geneviève de Gaulle et Germaine Tillon. À la Libération, Martha fait partie des premières femmes qui peuvent voter et être élues (elle sera adjointe au maire de Lille). En juillet 1945, elle est une des seize premières femmes députées. Elle devient ensuite secrétaire de l'UD-CGT du Nord. Martha continue de se battre pour l'égalité des droits des hommes et des femmes. Après 1950, elle poursuit son activité pour la défense des déportés, contre les guerres coloniales, pour la paix et pour donner aux jeunes filles toute leur place dans la société. Parcours exceptionnel, engagements multiples... C'est pourquoi nous demandons l'entrée de Martha Desrumaux, l'ouvrière, au Panthéon. Avec Martha, c'est la classe ouvrière qui entrera au Panthéon ! ●

*Pierre Outteryck est historien.

Il est professeur agrégé d'histoire et doctorant à l'université de Lille.

Pour nous aider à faire de cette campagne une réussite, merci de signer et de partager la pétition en ligne : www.lstu.fr/martha.

« Le vent qui descend du nord » : les Kurdes d'Irak

En hommage à l'ancien rédacteur en chef de la revue *La Pensée*, Patrick Ribau, disparu en mars 2018, nous publions des extraits d'un de ses articles parus en juin 1991. Professeur agrégé de géographie à l'université Paris-VII, membre du Groupe de recherche sur le Maghreb et le Moyen-Orient, il était plus particulièrement spécialiste de l'Irak. Dans un communiqué, les représentants en France du Parti communiste irakien ont salué la mémoire d'un « ami fidèle », un « communiste combatif et tenace ».

— PAR **PATRICK RIBAU*** —

Le véritable Kurdistan est partagé entre la Turquie, la Syrie, l'Iran, l'Irak et l'URSS. [...]

La Première Guerre mondiale et la défaite de l'Empire ottoman stimulèrent le nationalisme kurde, et l'espoir de la formation d'un État indépendant comprenant le Kurdistan turc et le vilayet de Mossoul se répandit dans la population. Espérance des Kurdes, le traité de Sèvres (10 août 1920) resta lettre morte. En effet, il fut vite remplacé le 24 juillet 1923 par le traité de Lausanne qui donnait entière satisfaction à Mustapha Kemal Atatürk, et dans lequel il n'était plus question d'un État kurde [...].

Face à cet échec, les Kurdes demandèrent au gouvernement de Bagdad l'autorisation de constituer une unité administrative kurde jouissant d'une certaine autonomie. Le gouvernement central refusant, les tribus Barzani et Sourtchi

déclenchèrent une série d'insurrections de 1930 à 1933. [...] Après l'échec de l'éphémère République kurde de Mahabad, le vieux leader nationaliste Mollah Moustapha Barzani, traqué par le gouvernement de Bagdad dut s'exiler avec, certains de ses hommes en 1947, en Arménie.

La chute de la monarchie hachémite, lors de la révolution du 14 juillet 1958, l'arrivée au pouvoir de Kassem mirent fin au long exil du « Vieux ». [...]

UNE RÉPRESSION FÉROCE

Les réformes culturelles, politiques et économiques tardant à venir, le mécontentement populaire éclatait à nouveau dans les montagnes d'Irak dès le printemps 1961. Face à cette agitation, peu à peu, le gouvernement central de Bagdad arrêta de nombreux intellectuels kurdes, et interdit la presse du Kurdistan

irakien. Le 1^{er} octobre 1961, ce fut au tour du Parti démocratique du Kurdistan irakien d'être interdit. À cette nouvelle, la révolte s'étendit comme une traînée de poudre à l'ensemble du Kurdistan. La riposte ne devait pas tarder. Le gouvernement Kassem fit bombarder de nombreux villages, mais les troupes gouvernementales ne purent pénétrer dans les montagnes verrouillées par l'armée populaire kurde. Des batailles sanglantes s'engagèrent dès le printemps 1962 dans les hautes terres de l'Irak. Elles permirent à l'armée populaire kurde d'occuper la moitié du Kurdistan irakien dès l'automne de la même année. En 1963, le général Takriti, pour « en finir » avec la rébellion, fit bombarder trois mille villages kurdes semant la désolation et la ruine, détruisant les ponts, les maisons, les récoltes. [...]

Le 11 mars 1970, le général Ahmed Hassan El Bakr, président de la République d'Irak, annonçait officiellement à la télévision de Bagdad le règlement politique du problème kurde en Irak en déclarant que « les droits nationaux des Kurdes sont reconnus. Ces derniers pourront développer leur particularisme national au sein de l'unité du peuple, de la nation et de l'ordre constitutionnel irakien ». Cet accord, victoire de la lutte du peuple arabe et kurde, était également une vic-

« Le 11 mars 1974, le président Bakr décide de promulguer unilatéralement la loi d'autonomie du Kurdistan, qui stipule que le Kurdistan autonome est partie intégrante de la République d'Irak. »

toire du PCI [Parti communiste irakien] qui, dès 1961, participa politiquement et militairement à la révolution kurde. [...] Alors que les relations du PDK [Parti démocratique du Kurdistan] avec l'Iran avaient été rompues lors de l'accord du 11 mars 1970, elles reprurent en mai 1972. Les États-Unis, inquiets du traité d'amitié irako-soviétique décidèrent par Iraniens interposés d'accorder une aide secrète à Barzani qui se montera à 16 millions de dollars entre août 1972 et mars 1975, d'après la commission Pike du Congrès américain sur les activités de la CIA. De son côté l'Iran accentue son aide financière et militaire en fournissant des armes lourdes. [...]

UNE AVANCÉE VERS L'AUTONOMIE

Le Front national progressiste propose au PDK un projet de statut pour la région autonome kurde, le 12 décembre 1973. Des négociations s'ouvrent, au plus haut niveau, conduites par Saddam Hussein, vice-président du commandement du conseil de la révolution, et Habib Karim, secrétaire général du PDK, mais celles-ci aboutissent rapidement à une impasse qui provoque immédiatement la rupture entre les deux parties, le 10 mars 1974. Le 11 mars 1974, le président Bakr décide de promulguer unilatéralement la loi d'autonomie du Kurdistan, qui stipule que le Kurdistan autonome est partie intégrante de la République d'Irak. La région autonome, qui a pour chef-lieu Erbil, est divisée en trois provinces : Sulaimaniya, Dehok et Erbil. Le pouvoir est confié à un conseil législatif de quatre-vingts membres élus par la population de la région autonome et à un conseil exécutif dont le président est choisi et révoqué par le chef de l'État au sein du Conseil législatif. [...] La liaison entre les deux entités est assurée par un ministre d'État nommé par Bagdad, qui siège en permanence dans les instances autonomes. Ces dernières ont compétence sur l'agriculture et la réforme agraire, l'éducation, les travaux publics et l'habitat, les transports et les communications, l'intérieur,

les affaires économiques et sociales, les collectivités locales, la culture et la jeunesse, les affaires financières. En sont exclus : la défense, le pétrole et les affaires étrangères qui restent du ressort du pouvoir central. Les provinces de Kirkouk, Khanaqin et Sinjar sont exclues de la compétence du pouvoir autonome, Bagdad arguant du fait que d'après le recensement de 1957 (!) leurs populations ne sont pas à majorité kurde : sous-entendu, les provinces pétrolières doivent rester sous le contrôle direct du pouvoir central.

Le contre-projet du PDK marquait la volonté d'une plus grande indépendance des institutions locales, l'élection du président du conseil exécutif par les membres du conseil législatif, le poste de président de la région autonome allant de pair avec la fonction de vice-Premier ministre du gouvernement irakien et précisait la nécessité selon laquelle « la part de la région autonome dans les recettes et le budget général de l'État sera proportionnelle au nombre d'habitants de cette région », il incluait dans la région les trois provinces de Kirkouk, Khanaqin et Sinjar. Il réclamait enfin une démocratisation des institutions étatiques par une modification profonde du conseil de la Révolution, de son commandement et du conseil des ministres.

ENTRE RÉBELLION ET INTÉGRATION

Le gouvernement de Bagdad accordait quant à lui un délai de quinze jours au PDK qui devait accepter la loi d'autonomie et s'intégrer au Front national progressiste. Le 12 mars 1974, sur décision du bureau politique du PDK le quotidien kurde *Al Taakhi* annonce la fin de sa parution, tandis qu'un certain mutisme se développe chez les Kurdes du PDK favorables à Barzani, qui reprennent le maquis.

Comme prévu, à l'expiration du délai, le 26 mars, les premiers décrets d'application de la loi d'autonomie sont publiés et une amnistie est proclamée pour tous ceux, fonctionnaires, civils et militaires

qui rejoindront leur poste avant le 25 avril 1974. De fait, un nouveau délai d'un mois sera accordé au soir du 25 avril.

Les cinq ministres kurdes favorables à la ligne barzaniste sont alors remplacés le 8 avril par d'autres personnalités kurdes plus favorables, dont le fils aîné de Barzani, Obeidallah Barzani et Aziz Akrawi, ancien membre du bureau politique du PDK. Le 21 avril 1974, le Kurde Taha Mohieddine Maarouf devient vice-président de la République, tandis que plusieurs formations politiques kurdes rivales de la ligne barzaniste reçoivent le soutien de Bagdad qui leur attribuera les sièges réservés aux Kurdes dans le comité supérieur du Front national progressiste.

Alors que la guerre fait rage, les institutions du pouvoir autonome kurde sont mises en place, Hachem Akrawi dirigeant du nouveau PDK devient président du conseil exécutif et Babakr Pachderi, président du conseil législatif dont les membres désignés par le CCR [Conseil de commandement de la révolution] tiendront leur première réunion le 5 octobre 1974 à Erbil.

Soixante mille Pechmergas vont s'opposer à l'armée régulière de Bagdad. [...] Grâce à l'apport d'Iran d'un important armement lourd l'offensive de l'armée est stoppée et le front a tendance à se stabiliser au mois de février 1975.

Faute de pouvoir venir à bout militairement de la rébellion, le gouvernement de Bagdad décide d'engager des discussions directement avec le principal soutien de celle-ci, le schah d'Iran, avec la médiation du président algérien Houari Boumédiène. Le 6 mars 1975, par les accords d'Alger, les litiges concernant le Chatt-el-Arab sont réglés et, en contrepartie, l'Iran s'engage à arrêter son aide aux barzanistes et à interdire « toute infiltration à caractère subversif » à travers la frontière. La résistance kurde, faute d'armement et de soutien, s'éteindra peu à peu face aux initiatives politiques et militaires du gouvernement de Bagdad. [...]

À la demande de l'Iran, un cessez-le- ►►

►► feu est conclu le 13 mars jusqu'au 1^{er} avril. Jetant son va-tout, Barzani lance un véritable appel à Henry Kissinger, secrétaire d'État américain, pour qu'il intervienne militairement à ses côtés, mais, ne recevant pas de réponse, le bureau politique et le comité central du PDK décident le 18 mars de mettre fin à la révolte tandis que la radio « La Voix du Kurdistan » arrête ses émissions le 21 mars. Dès lors les événements s'accroissent. Les deux-tiers des membres du Comité central du PDK et 70 % des Pechmergas se rendent, tandis que Barzani et ses fils Massoud et Idriss se réfugient en Iran le 30 mars suivis par quelque trente mille Pechmergas qui vinrent grossir le nombre des réfugiés estimé à quelque deux cent mille personnes en Iran. Enfin, par la prise de Galala, le QG de Barzani, le 2 avril, la rébellion s'effondre. [...]

CAMPAGNE D'ÉVACUATION DES CITOYENS KURDES DE LEURS VILLAGES

Sous prétexte de préserver les frontières contre toute infiltration, les autorités ont entrepris depuis 1975 une campagne d'évacuation des citoyens kurdes de leurs villages. Cette campagne n'a cessé de prendre de l'ampleur, un véritable *no man's land* de vingt kilomètres de profondeur à partir des frontières et d'une superficie supérieure à celle du Liban a été constitué de 1975 à 1978. Mille deux cent vingt-six villages ont été concernés par cette opération (dont trois cent ont été incendiés) provoquant l'évacuation et la déportation de six cent seize mille six cents personnes, soit un citoyen kurde irakien sur six.

En outre, des milliers de Kurdes qui habitaient la ville de Kirkouk et les autres centres urbains de la province ont été évacués, dans le but de modifier la démographie de cette province riche en pétrole en faveur de la population arabe pour l'écarter de la région autonome.

D'autre part, le territoire de la région dite « autonome » a été largement

réduit, de larges secteurs en ayant été retranchés et intégrés à d'autres provinces à majorité arabe. [...]

D'après la déclaration du 11 mars 1970 : « Des écoles en plus grand nombre doivent être ouvertes dans la région kurde ; le niveau d'enseignement doit être relevé et le pourcentage des étudiants kurdes admis dans les universités et dans les écoles militaires doit être équitable, ainsi que celui des bourses accordées aux étudiants kurdes. » Or, en dépit de cette déclaration, de nombreuses écoles où l'enseignement se faisait dans la langue kurde ont été fermées et divers prétextes sont avancés pour imposer des restrictions à celles qui survivent afin d'y implanter la langue arabe. [...] Les Kurdes ne disposent pas d'un quotidien dans leur langue. [...]

Ces mesures sont donc doublement en contradiction avec la loi d'« Autonomie » qui stipule : « l'enseignement des Kurdes se fait en langue kurde » et avec la Constitution provisoire qui reconnaît « les droits nationaux du peuple kurde et de toutes les minorités dans le cadre de l'unité irakienne ». Il n'est donc pas étonnant que l'omniprésence de l'armée, les destructions, l'arabisation, les déportations entraînent de la part d'une population qui est pourtant plus soucieuse de paix que de guerre une nouvelle résistance à l'oppression et une reprise des combats. Il en résulte de la part des autorités une multiplication des arrestations sommaires qui sont des pratiques quotidiennes et qui touchent des personnes d'origines et de convictions différentes. [...]

UNE OPPOSITION TOUJOURS VIVACE

Avec la guerre contre l'Iran, le régime de Bagdad a perdu le contrôle de la situation dans le nord du pays et n'a pu contenir les manifestations populaires, enrayer les nombreuses grèves qui ont éclaté dans les villes du Kurdistan [...]. Malgré l'imposition du couvre-feu, les forces démocratiques arabes et kurdes maintiennent leur pression politique et militaire en osmose avec la population locale

qui ne paraît plus craindre les forces répressives du régime baasiste.

[...] La fin du conflit avec l'Iran (effectif à partir du 20 août 1988) permet au régime de Bagdad d'en finir dans la foulée avec la résistance kurde en détruisant systématiquement ce qui reste de tous les villages des zones frontalières. [...] Le « gazage » des populations civiles, à l'image d'Halabja, mettra fin à la lutte armée dans le Kurdistan irakien jusqu'à l'invasion du Koweït. [...]

La constitution du front du Kurdistan irakien et l'invasion du sud de l'Irak par les forces américaines et de la coalition permirent aux Kurdes et à leurs alliés des forces progressistes arabes de se soulever contre la dictature de Saddam Hussein. [...] Le 22 mars 1991, 95 % du Kurdistan irakien était « libéré ».

Après avoir formé un nouveau gouvernement et nommé Saadoun Hammadi Premier ministre à sa place, Saddam Hussein amorça la reconquête des villes kurdes. Appuyées par les hélicoptères et l'aviation qui bombardent les populations civiles, les troupes gouvernementales vont engager avec violence une répression aveugle, massacrant des milliers de civils, provoquant l'exode le plus massif qu'ait jamais connu la population kurde d'Irak craignant un véritable génocide, vers les frontières turque et iranienne.

C'est parce que le « vent qui descend du nord » soufflait à nouveau sur le feu de la révolte des peuples kurde et arabe d'Irak et qu'il risquait de modifier le paysage politique du pays, d'y installer un régime démocratique, que les Kurdes d'Irak viennent de vivre un nouveau drame dans les montagnes du Kurdistan sous les tirs de l'armée irakienne de Saddam Hussein qui a effectué sa sale besogne sans que l'on s'émeuve outre mesure à la Maison-Blanche.

Mais pourra-t-on éternellement nier la conscience nationale du plus important peuple sans État du Moyen-Orient ? ●

*Patrick Ribau était géographe.

Il était professeur à l'université Paris-VII Denis-Diderot.

Sciences, techniques, culture et pensée du complexe

— PAR JANINE GUESPIN-MICHEL* —

La culture générale, c'est ce qui permet à l'individu de sentir pleinement sa solidarité avec les autres hommes, dans l'espace et dans le temps, avec ceux de sa génération, comme avec les générations qui l'ont précédé comme avec celles qui le suivront. [...] Il faut qu'il puisse participer ainsi au développement intellectuel et matériel de l'humanité tout entière, le suivre tout au moins, sinon y contribuer. (Paul Langevin, 1931)

Peut-on participer ainsi au développement intellectuel et matériel de l'humanité tout entière et se construire un imaginaire cohérent, si on néglige le fait que sciences et techniques, par leurs avancées foudroyantes, sculptent un monde dont les change-

artistique (au sens large). Il est donc plus impératif que jamais d'incorporer les cultures scientifiques et techniques dans « la » culture.

La difficulté est double. D'une part le gouvernement, à travers le ministère de la Culture, en supprime les dimensions

scientifiques et les ingénieurs produisent de la science et de la technique qui s'adressent d'abord à leurs pairs.

QU'EST-CE QUE LA CULTURE SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE ?

La définition n'est pas évidente, elle dépend des milieux et surtout des époques. Qui la produit ? Pour une grande part, l'enseignement, l'éducation populaire et les médias (sous forme d'émissions ou d'articles de « vulgarisation » scientifique).

Donc, l'enseignement et l'éducation populaire doivent en même temps forger une culture scientifique et technique, et transmettre à toutes et à tous le goût pour une véritable culture artistique et littéraire. Dans un contexte où la culture devient une marchandise mise au service du profit, la lutte contre cette marchandisation est au cœur de la politique culturelle du PCF. En revanche, les cultures scientifique et technique représentent un point aveugle qu'il est grand temps de prendre en compte, tant dans les pro- ►►

« L'enseignement et l'éducation populaire doivent en même temps forger une culture scientifique et technique, et transmettre à toutes et à tous le goût pour une véritable culture artistique et littéraire. »

ments influencent considérablement (en bien et en mal) la vie de toutes et de tous ? Non. Pas plus qu'on ne peut tisser un imaginaire complet avec des connaissances scientifiques privées de culture

scientifiques et techniques, ce qui influe sur la signification généralement admise du mot « culture ». Mais d'autre part, si les artistes sont producteurs de culture (ils s'adressent d'abord au public), les

« Les études secondaires, si elles donnent un vernis dans un certain nombre de ces disciplines, permettent d'autant moins de construire une vision cohérente, qu'elles sont très tôt compartimentées. »

grammes politiques que dans les luttes au jour le jour, pour les diffuser largement. L'éducation populaire en est peut-être actuellement le lieu privilégié.

L'enjeu dépasse la vulgarisation scientifique et technique. Comme le note Claude Rosenblatt-Lanher dans le dossier du précédent numéro de *Cause commune* consacré à la culture : « Pénétrer la culture commune, ce n'est pas lui superposer des informations abstraites et cumulatives, mais donner au citoyen commun les moyens de saisir quelles perspectives nouvelles les sciences ouvrent, comment elles modifient nos représentations du monde. » Cette vision du monde, issue des connaissances et pratiques scientifiques et techniques, est différente mais nécessairement complémentaire de la vision du monde que peuvent véhiculer les cultures artistiques et littéraires. C'est aussi une forme de pensée en pleine évolution, bien trop souvent réduite à ce que l'on appelle, sans le définir, l'*esprit critique*. Actuellement, les sciences sont en général divisées, émietées en multiples champs sans grand lien entre eux, chacune subdivisée en sous-disciplines de plus en plus spécialisées et séparées. Il est donc très difficile de construire une culture scientifique cohérente à partir de cela. Les études secondaires, si elles donnent un vernis dans un certain nombre de ces disciplines, permettent d'autant moins de construire une vision cohérente, qu'elles sont très tôt compartimentées (ce que la réforme de l'enseignement vient encore d'empirer).

Comme l'écrivait déjà Paul Langevin : « Il est essentiel de donner un sens dynamique à la culture : l'enseignement

ne peut donner, en réalité, qu'un commencement de culture, qui met l'individu à même de désirer et de goûter celle-ci. Il doit par lui-même et pendant toute sa vie maintenir le contact préparé par l'école et doit pouvoir trouver le temps nécessaire. »

À l'heure actuelle, la majorité des citoyens se sentent désarmés face aux bouleversements qui les touchent de plein fouet et certains, de plus en plus nombreux, se réfugient soit dans la peur et les refus allant jusqu'à l'irrationalisme, soit dans une confiance totale et aveugle en « la » science. Pendant ce temps, la place devenue prégnante du numérique, dans nos vies et celles de nos enfants comme dans les arts, rend encore plus criant le besoin de culture technique.

« La place devenue prégnante du numérique, dans nos vies et celles de nos enfants comme dans les arts, rend encore plus criant le besoin de culture technique. »

Ainsi, bien que la nécessité d'intégrer cultures scientifique et technique dans la culture apparaisse comme une évidence aux yeux de beaucoup, la difficulté de la tâche n'en a permis jusqu'à présent une concrétisation ni dans les programmes du PCF, ni ailleurs, et la culture scientifique, souvent confondue d'ailleurs avec la culture technique, reste

un domaine marginalisé. Ni science ni culture, elle se retrouve essentiellement elle-même parcellisée au niveau d'institutions d'éducation populaire spécialisées, de musées scientifiques et/ou techniques (parfois prestigieux) et d'émissions confiées à des « experts » le plus souvent spécialisés. Quelques artistes ont pris conscience de cette anomalie et tentent de créer des ponts entre mathématiques, musique et arts plastiques, entre théâtre et sciences, mais cela reste encore anecdotique.

Sciences et techniques sont en constante transformation, en lien avec le passage au capitalisme financiarisé mondialisé. La révolution numérique génère de très fortes contradictions car le développement des forces productives actuelles est plus que jamais en contradiction avec les rapports de production capitalistes. Une révolution scientifique se développe parallèlement, beaucoup moins médiatisée : *la révolution du complexe*, qui étudie des aspects de la réalité que l'on ne savait pas aborder auparavant, et que l'on rassemble sous le terme de complexité. Elle a été rendue possible par le développement des ordinateurs, et a nécessité et permis des manières tout à fait nouvelles d'appréhender cette

réalité. De ce fait elle a rencontré des obstacles nombreux, liés peut-être aussi en partie à son potentiel émancipateur Face à la fulgurance des transformations, les cultures scientifique et technique ont pris un énorme retard, et la tâche est immense. Mais, et c'est ce que je vais tenter de montrer ci-dessous, je pense que la révolution du complexe

peut justement contribuer à l'émergence d'une véritable « culture générale ».

DE LA RÉVOLUTION DU COMPLEXE À LA CULTURE DU COMPLEXE

Issue des mathématiques, de la physique, de la biologie, de l'informatique, mais aussi de la psychologie et de la sociologie, cette révolution scientifique s'est étendue à l'ensemble des disci-

plecticien Paul Langevin avait formulée il y a près de quatre-vingts ans. Il s'agit d'abord, dans les deux cas, d'une démarche et d'une vision du monde qui diffèrent de la vision parcellaire, dissociée et statique, réductionniste en un mot, dominante à la fois dans les sciences et dans la pensée générale. Mais de plus, issue du progrès des sciences, la pensée du complexe peut

rale, citoyenne et émancipatrice. Et cela correspond à la fois à un objectif programmatique et à une tâche immédiate, répondant, pour partie, à la question posée par Michel Dufour dans le dossier culture du n° 6 de *Cause commune* : « Alors, quel sens, quel cadre donner à une ambition de refondation culturelle à l'heure de la révolution numérique ? »

Cette *culture du complexe* peut-elle être diffusée notamment vers les classes populaires ? La complexité n'est pas réservée aux couches intellectuelles, car *complexe n'est pas compliqué*. Et il est même peut-être plus facile d'acquiescer une culture de la complexité quand on n'a pas été déformé par une longue éducation simplifiante, statique, émiettée dont il est nécessaire de se déprendre en partie pour accéder à la pensée du complexe (comme à la pensée dialectique, d'ailleurs). La vie est complexe, le monde est complexe, la société est complexe. En avoir peur, se réfugier dans une pensée simplificatrice peut conduire au manichéisme, dont le fascisme, le populisme sont les formes qui nous menacent. Accepter la complexité en la comprenant pour la maîtriser au mieux est peut-être aussi une des formes efficaces de lutte contre ce désert culturel qu'est le fascisme. C'est aussi une des formes de lutte pour l'hégémonie culturelle d'une pensée réellement émancipatrice. ●

***Janine Guespin-Michel** est microbiologiste. Elle est professeure honoraire à l'université de Rouen.

« *La révolution du complexe étudie des aspects de la réalité que l'on ne savait pas aborder auparavant, et que l'on rassemble sous le terme de complexité.* »

plines, tout en y rencontrant des obstacles qui tendent continuellement à la marginaliser. Or le fait même qu'elle concerne tant de champs disciplinaires différents nécessite et génère un nouveau mode de pensée, commun à toutes ces pratiques et par conséquent généralisable, que j'ai désigné comme *la pensée du complexe*.

De façon très intéressante (dont l'exposé dépasserait le cadre de cet article, mais qui a fait l'objet, en particulier, du livre, *Émergence Complexité et dialectique*, qu'Yvette Lucas a discuté dans le numéro précédent de *Cause commune*), cette pensée du complexe présente une grande proximité avec la pensée dialectique. Proximité qui s'étend à la fois à leur potentiel émancipateur, et à leur rejet féroce par l'idéologie dominante. Comme la pensée dialectique, la pensée du complexe s'intéresse aux processus dans leur globalité, aux rapports ou interactions, et aux transformations. Elle permet et nécessite d'envisager le monde comme formé de systèmes dynamiques et en interactions, eux-mêmes constitués de sous-systèmes ou de niveaux en interactions. Et par là même elle conduit à une notion intégrée de la culture qui rejoint celle que le dia-

maîtriser de nouveaux outils conceptuels qui rendent opérationnelle cette vision intégrée et dynamique en permettant de la concrétiser. Ainsi, alors que la tendance à la spécialisation et à l'émiettement fait obstacle à la culture scientifique, la révolution du complexe lui donne au contraire les moyens de retrouver le sens de la globalité nécessaire aussi pour comprendre les grands enjeux planétaires.

L'hypothèse que je présente ici est donc qu'en s'emparant de la pensée du complexe, et en la diffusant, l'éducation populaire se donnerait les moyens d'intégrer culture scientifique, technique, artistique et littéraire en une véritable culture géné-

« *En s'emparant de la pensée du complexe, et en la diffusant, l'éducation populaire se donnerait les moyens d'intégrer cultures scientifique, technique, artistique et littéraire en une véritable culture générale, citoyenne et émancipatrice.* »



Créé par les Éditions sociales et la Fondation Gabriel Péri, Silo est un média participatif dédié aux pensées critiques, à l'actualité du débat et au mouvement des idées (www.silogora.org). Il veut contribuer à organiser et à faire connaître l'immense patrimoine intellectuel dont l'humanité s'est dotée et continue de se doter pour penser l'ordre existant et sa transformation progressiste. Nous publions ici un extrait d'un article paru dans le Silomag # 7 « Métropoles : la compétitivité pour seul modèle ? ».

La métropole en commun

Acteurs urbains à part entière, des collectifs (architectes, artisans, activistes, travailleurs sociaux, etc.) promeuvent un urbanisme alternatif qui n'impose pas une manière d'habiter, mais part des formes de vie et de coexistence. Dans des espaces vacants et sans détermination, ils deviennent les habitants-constructeurs de leurs propres expérimentations, fixent les règles de leur « habiter » en commun et déconstruisent les fictions véhiculées par « l'urbanisme traditionnel ».

— PAR **JULIA TOURNAIRE*** —

Plusieurs vagues successives d'actions collectives ont scandé l'histoire de nos villes et de leur architecture. Des tentatives alternatives ont émergé, se sont développées puis se sont dissipées, avant d'être réactualisées quelques années plus tard sous des formes sensiblement différentes, dissimulant pour un temps l'éternel retour du même. Aujourd'hui pourtant, il semblerait que le collectif sous ses configurations actuelles se stabilise comme acteur à part entière, acteur urbain notamment, et infuse de manière inédite l'ensemble de nos sphères sociétales.

L'EXPÉRIMENTATION DES PROCESSUS COLLECTIFS

La mise à l'honneur du collectif à la XVI^e biennale internationale d'architecture de Venise est un premier indice de leur inclusion progressive au sein des processus de fabrication de la ville. Après la permanence architecturale de Patrick Bouchain et du collectif EXYZT en 2006, les nouvelles richesses de l'agence OBRAS et du collectif AJAP14 en 2016, c'est au tour du collectif Encore Heureux de mettre en scène, au sein du Pavillon français, une série de « lieux infinis » ou « lieux pionniers qui explo-

rent et expérimentent des processus collectifs pour habiter le monde et construire des communs ». Ces collectifs sont aussi les protagonistes moteurs du large effort pour « inventer le monde de demain » provoqué récemment par la ville de Paris puis par la toute jeune métropole du Grand Paris (Appels à projets Réinventer Paris ou Inventons la Métropole du Grand Paris). Et même s'ils sont, pour le moment, cantonnés au rôle de préfiguration en amont ou d'animateur en aval des projets, ils sont présentés comme les garants d'un procédé innovant de faire la ville.

Pourtant, certains d'entre eux avouent n'être déjà que de simples instruments de promotion au service de quelques acteurs puissants, renforçant leurs hégémonies plutôt que de la nuancer. Quelle est donc la véritable place de ces processus collectifs ? Ont-ils vraiment un rôle à jouer face à la « machine » métropolitaine qui se dessine ou en sont-ils simplement les nouvelles figures de style, la nouvelle couverture sympathique ? Ne risquent-ils pas de fondre encore une fois sous le poids de sa complexité ? Ou, au contraire,

représentent-ils une vraie chance pour le développement d'un urbanisme alternatif ? [...]

LA VILLE À L'ENVERS

L'urbanisme est communément admis comme le processus « naturel » et incontestable de fabrication de la ville. Sans urbanisme pas de ville, et pas de partage possible de l'espace physique et politique. Il y aurait même un « bon » urbanisme garant de l'intérêt général et de l'utilité publique, et un « mauvais » urbanisme au service des seuls intérêts privés et économiques. Ce procédé, que l'on perçoit comme ancestral et que l'on ne questionne plus, n'a en fait été établi comme tel qu'en 1867 lorsqu'Ildefonso Cerdà, ingénieur catalan, invente ce terme pour « donner un nom à cette *mare magnum* de personnes, de choses, d'intérêts de tout genre, de mille éléments divers qui semblent fonctionner, chacun à sa manière, d'une façon indépendante », mais qui en fait « entretiennent des relations constantes les uns avec les autres » et qui, par conséquent, « finissent par former une unité ». Il est ainsi le premier à établir l'urbanisme, c'est-à-dire l'ensemble « des actions tendant à grouper les constructions et à régulariser leur fonctionnement », comme science à part entière chargée du bon développement de l'homme social et du bonheur public. [...]

« L'urbanisme » est donc une construction à la base qui continue pourtant de dominer nos conceptions et de renverser nos perceptions de la ville. Il nous apparaît comme l'origine de l'organisation égalitaire de l'espace social et physique des hommes, alors qu'il devrait en être la conséquence et l'outil. Il impose une manière d'habiter, de circuler, de consommer, de coexister selon des modes de vie présumés alors même que ce sont ces formes de coexistence qui devraient être sa raison d'être. L'urbanisme est en fait la ville à l'envers, et il semblerait que son pendant alternatif représente la tentative de la remettre à l'endroit.

L'« HABITER » EN COMMUN

L'institution de la métropole du Grand Paris repose la question d'un urbanisme capable d'organiser un espace partagé par l'ensemble de ses habitants. Comment faire en sorte qu'une multitude de personnes, d'intérêts, de cultures convergent vers un futur en commun souhaitable ? Comment mettre en mouvement l'ensemble du territoire urbanisé de la région parisienne, rééquilibrer ses richesses et partager ses ressources ? Et surtout comment diriger et orienter son développement tout en autorisant l'implication individuelle et spécifique de chacun de ses habitants ? En réponse, le « public » a opté pour la mise en place d'un nouvel échelon d'outils juridiques permettant d'instituer par le haut une série d'espaces d'utilité nationale et d'accroître la compétitivité de la métropole – et donc de l'État. Sa capacité à fonder la « chose publique » de l'espace collectif est cependant fortement remise en question, et c'est précisément face à cette crise de confiance qu'une multitude d'initiatives

individuelles et collectives émergent à nouveau. Si l'État et ses outils ne sont plus garants de l'intérêt général, si le « public » n'est plus le social, le « commun » dans ses multiples formes nourrit les espoirs de sa prise en charge collective.

Immobilisés entre la critique sans fin du modernisme et la nostalgie des grands projets qu'il avait pour nous, nous sommes longtemps restés incapables d'en imaginer d'autres. La nouvelle vague collective à l'œuvre dans nos villes pourrait bien être l'expérience de son dépassement. Il faut en effet noter l'intensité avec laquelle les protagonistes de ces initiatives collectives engagent l'ensemble de leur quotidien à l'appropriation des espaces actuels et futurs de nos villes. Architectes, artisans, activistes, mais aussi travailleurs sociaux et autres professionnels sans visées artistiques *a priori*, sont désormais les habitants-constructeurs de leurs propres expérimentations. L'« habiter » en commun devient support de création et de projection, et l'« habitation », un préalable à toute organisation spatiale et sociale. Ces collectifs « habitent » donc, avant tout, sans prévision, ni spéculation, ni planification en amont, sans tous les cadres normatifs qui figent habituellement l'organisation de la ville. [...]

LES POSSIBILITÉS D'UN NOUVEL ESPACE-TEMPS DE PROJECTION

Les collectifs déconstruisent les fictions véhiculées par « l'urbanisme traditionnel » autant qu'ils créent les possibilités d'un nouvel espace-temps de projection. [...] En cohabitant et en fixant les règles de leur coexistence, les collectifs « ouvrent ainsi le sillon » vers d'autres possibles. L'unité, la continuité d'éléments disparates dans le temps et l'espace, le « commun », ne sont alors pas appréhendés comme des réalités préexistantes qu'il faudrait « restaurer », mais comme les résultantes d'une construction spécifique [...] L'espace collectif n'est ainsi pas l'avènement du « commun », il est la scène sur laquelle le jouer et l'instituer. Il est la possibilité d'autres possibles.

« L'habiter » collectif apparaît alors comme un processus créatif puissant capable de générer de la « ville » sans « urbanisme », de produire du « social » sans administration « publique » et d'expérimenter l'« universalité » à partir de multiples dynamiques. L'idée d'approcher cette totalité est d'ailleurs souvent ce qui attire les protagonistes des collectifs, qui peuvent alors travailler, vivre, consommer, produire, s'individualiser et partager au sein d'un unique espace-temps. Le fait même d'habiter en commun pourrait donc bien être à l'origine d'une nouvelle puissance collective capable de transcender les intérêts à la fois publics et privés, d'une organisation d'habitants susceptible de générer des processus dynamiques et de formaliser des espaces chaque fois différents pour des formes de vie chaque fois spécifiques. ●

*Julia Tournaire est architecte urbaniste.

Comprendre mieux la société est une priorité pour un parti comme le PCF au risque de parler d'un monde qui n'est pas celui du réel. La culture (qui donnera lieu les 28 et 29 septembre à la Convention Nationale pilotée par Alain Hayot) est à la croisée de tant de chemins d'humanité et de luttes sociales qu'elle est une question politique de premier ordre qui interroge et façonne le mouvement même des idées et des comportements.

L'enjeu culturel d'aujourd'hui et le parti communiste

Même marquée par bien des vicissitudes, des virages et des erreurs, l'histoire du PCF se conjugue avec une place quasi existentielle de la culture. C'est un acquis puissant pour aujourd'hui à condition d'être fondamentalement dans le présent.

— PAR *MARC BRYNHOLE* —

L'ENGAGEMENT DES ARTISTES ET DES INTELLECTUELS

« Transformer le monde », a dit Marx ; « changer la vie », a dit Rimbaud ; « ces deux mots d'ordre pour nous n'en font qu'un », affirmait André Breton. Quel symbole que ces cinq tout jeunes poètes qui donnèrent en janvier 1927 leur adhésion « collective » au Parti communiste français : Louis Aragon, Jacques Baron, André Breton, Paul Eluard, Benjamin Péret et Pierre Unik. Ils avaient entre 18 et 30 ans. Leurs valeurs, affirmaient-ils : l'antimilitarisme, l'internationalisme, l'anticolonialisme. C'est ainsi qu'ils disent se reconnaître dans le PCF, même si le compagnonnage fut un véritable paradoxe, eux campant sur des certitudes quelque peu nihilistes parfois, et un parti qui ne leur offre pas les moyens de peser sur les orientations politiques, tout en accentuant son isolement dans la société dans une ligne « classe contre classe ».

Plus tard, un nombre considérable de grands artistes, d'intellectuels ont « fréquenté » ou ont été membres du parti communiste. L'attachement et les attentes à l'égard de celui-ci ont été si

forts que les ruptures pour beaucoup dues aux drames du stalinisme ont été de profondes déchirures. Ce parti, parfois si sûr de lui, n'a pas su et n'a pas voulu voir combien sa propre proximité au

« Ensemble, nous pouvons beaucoup pour redonner sens au mot partage. »

monde de l'art – comme sa proximité d'avec le peuple d'ailleurs – lui imposait de responsabilités, et combien devenait inconciliable un projet d'émancipation humaine avec le dirigisme, l'art d'État, la primauté du politique sur le sensible. Et pourtant, des travaux, des recherches, des remises en cause profondes, le débroussaillage d'idées anciennes pour

faire place à des innovations ont été conduits. En décembre 1968, on peut lire sous la plume d'Aragon, dans un texte fondateur pour l'époque – *Le Manifeste de Champigny* – qui place la démocratie comme axe majeur de la transformation sociale : « La culture, c'est le trésor accumulé des créations humaines. Et la création artistique et littéraire est aussi précieuse que la création scientifique, dont elle ouvre parfois les voies. [...] L'héritage culturel se fait chaque jour, il a toujours été créé au présent, c'est le présent qui devient le passé, c'est-à-dire l'héritage. C'est pourquoi l'on ne saurait limiter à aucun moment le droit qu'ont les créateurs à la recherche. »

À propos de la culture scientifique, en 1985, le grand mathématicien récemment disparu, Jean-Pierre Kahane disait : « Chaque individu ou groupe social a besoin d'un système de repères pour se retrouver dans un monde en pleine évolution, ce qui suppose des repères tout à la fois fiables et mobiles, des repères qui épousent le mouvement des connaissances » et, plus loin, « on ne trouvera les repères convenables pour maîtriser notre époque, qu'en res-

tant au niveau des connaissances scientifiques et techniques » ; « il ne s'agit pas de tout savoir, mais d'épouser les grands mouvements ; être capable, avec ces repères, de porter un regard critique sur l'évolution du repère lui-même ».

Et, en 1997, Antoine Casanova, autre grand intellectuel communiste, lui aussi disparu très récemment, disait à propos des œuvres artistiques qu'elles ont « une immense et subtile capacité de résonances symboliques directes et indirectes, conscientes et inconscientes, qui sont tout à la fois historiquement situables et historiquement mouvantes et inépuisables. [...] L'accès à ces œuvres et aux pratiques qui s'y rattachent est ainsi source d'irremplaçables possibilités dans l'exercice de toutes les formes d'activité de mémoire et de pensée comme dans la perception la plus fine des multiples relations entre les différents niveaux du réel. L'appropriation des dimensions esthétiques de la culture constitue ainsi une richesse dont l'absence est mutilante pour les citoyens ». Et je fais totalement miens ses autres propos d'une grande clairvoyance face aux mutations profondes de la société du XXI^e siècle : « La culture [...] est ainsi constituée par tout ce qui contribue à faire d'un sujet humain un être social, pleinement développé. La formation et l'enseignement, l'activité productrice et les qualifications, la connaissance scientifique et technologique, la pratique de toutes les formes d'expression artistique, l'exercice de la démocratie (de l'entreprise à la cité, la région, la nation) constituent autant de moyens et d'outillages matériels et symboliques pour élargir les capacités humaines, donc autant de moyens de culture. »

CULTURE ET INÉGALITÉS SOCIALES, ENJEU DE DÉMOCRATIE

En vérité, ce qu'on peut entendre par culture n'est ni « supplément d'âme », ni être en confusion avec le divertissement. Elle doit être l'objet d'une bataille politique et démocratique incessante en

vue de son élargissement. La culture, dans sa complexité, dans son étendue, est un des outils essentiels qui construit cet être social pleinement développé. Voilà sans doute le cœur de la question : comment agir le plus concrètement possible pour favoriser le développement d'une démocratie étendue à des rivages nouveaux pour l'intervention humaine dans tous les aspects de la vie, aussi bien qu'ouverte à toutes les formes d'art comme aux pratiques artistiques incluant un développement considérable de l'éducation populaire par toutes les formes d'échanges.

Au-delà des obstacles rencontrés, des idées dévoyées dans le communisme, réfléchissons à la manière dont ce collectif humain a su puiser les ressources théoriques, mais aussi animer des engagements concrets, lever les obstacles et ouvrir de nouveaux chemins. Soulignons, par exemple, l'esprit de novation et le courage qui a conduit les municipalités à direction communiste à développer la culture dans leurs villes dès les années 1950 : les dotant d'établissements dédiés, invitant des artistes, favorisant les pratiques pour tous. Ces villes ont été et pour certaines sont encore des modèles de développement culturel. Je songe aussi aux nombreux élus communistes ayant la culture dans leurs responsabilités et qui ont joué et jouent un rôle moteur dans leur localité ou institution, et à la Fête de *l'Humanité*, démonstration de la rencontre entre art et peuple.

Jack Ralite disait : « Les œuvres sont

« Il faut placer la culture au cœur du changement démocratique et, d'un même mouvement placer le changement démocratique lui-même au cœur de la culture. »

intransigeantes et ce qui peut aussi améliorer leur appropriation par le plus grand nombre, c'est d'abord le recul des inégalités sociales et territoriales qui ont tendance à exploser en ces temps où la précarité, le chômage de masse, les bas salaires, le culte de la violence, l'idéologie asservissante du divertissement rendent difficile et quelquefois impossible une nouvelle rencontre entre le peuple et la culture. »

Il faut placer la culture au cœur du changement démocratique et, d'un même mouvement placer le changement démocratique lui-même au cœur de la culture. La société du XXI^e siècle ne pourra se développer sans le partage des savoirs et de la culture, ni sans un considérable effort de formation et d'ouverture au monde, à la création. Jamais les besoins de formation et de créativité n'ont été si nécessaires mais le capitalisme financier conduit toute la société dans le mur. Pour sortir de cette contradiction, il faut partager avec justice et équité les compétences entre l'État et les collectivités locales, en arrêtant de dépouiller budgétairement les politiques culturelles, pour garantir les droits culturels. Un service public de l'Internet permettrait le libre partage des savoirs, des œuvres et des idées. La promotion de formes nouvelles de production devrait s'ouvrir à la création et à la diffusion de l'art dans la pluralité et la diversité des expressions mais aussi à toutes les pratiques avec un essor sans précédent de l'éducation populaire. Les programmes et pratiques scolaires doi- ►►

►► vent être repensés, pour construire une culture commune de haut niveau et donner, à tous, les moyens de se l'approprier. Socialisation de l'art, développement de l'esprit critique, travail de rapprochement entre art et éducation populaire, soutien aux créatrices et créateurs ainsi qu'aux militantes et militants de l'action culturelle et artistique à l'école, dans la cité, dans l'espace du travail. Les pratiques sociales et culturelles se modifient. La révolution numérique bouleverse aussi bien le rapport que les accès aux biens culturels. Elle pose des questions nouvelles et beaucoup de gens y travaillent, cherchent des voies positives pour le

jeunes et les milieux favorisés sont les principaux utilisateurs de l'Internet et des nouveaux écrans, à la différence de la télévision dont la consommation a toujours été plutôt le fait des personnes âgées et peu diplômées. » Quant à la lecture, les différences entre milieux sociaux ont eu tendance à se creuser au cours de la dernière décennie du fait du décrochage d'une partie des milieux populaires, notamment ouvriers. Mesurons-nous assez la profondeur des changements en cours chez les jeunes générations. Le même rapport nous dit ainsi que : « Les personnes de moins de 35 ans sont les principales responsables

une société où priment l'individualisme et la concurrence, une société où la course au profit conduit à la médiocrité, voire à la violence ou à l'intolérance. Soit l'accès à des pouvoirs et à des moyens nouveaux pour les artistes comme pour les citoyens devient incontournable.

Alors il faudra créer des lieux d'échanges, « pousser » l'éducation artistique à l'école, mener une offensive pour la démocratisation des actuels lieux culturels, créer une télévision ouverte, pluraliste et inspirée, aider le cinéma de création, investir d'intelligence et de créativité les nouveaux supports, bref remettre la culture au cœur des politiques comme le défi de ce siècle.

Le chantier de la culture va de pair avec la lutte contre les inégalités. Le psychanalyste Roland Gori le dit à sa façon : « La France qui se lève tôt n'a plus le temps de raconter ses rêves. Lorsqu'on n'a plus le temps de raconter des histoires, on tend vers une société purement animale, où chacun est assigné à une tâche fonctionnelle. La grande menace, c'est que nous vivons dans une civilisation technico-économique qui laisse peu de place à la pensée. Sans culture, nous n'avons aucune chance de pouvoir un jour construire notre identité. »

« Prendre à bras-le-corps ce qui naît de positif dans notre monde, sortir des vieux codes, refuser les entre-soi. »

développement humain. Il est devenu indispensable de soutenir recherches et expérimentations. Ainsi, ce questionnaire en débat chez le personnel de médiathèques : « Comment les centres culturels peuvent-ils adapter leur offre aux nouvelles attentes ? Quelles sont la place et la légitimité de la médiathèque sur le territoire culturel ? [...] Quel est l'avenir du livre et de sa médiation à l'ère du numérique ? [...] Y aura-t-il encore des enfants lecteurs au XXI^e siècle ? » C'est aussi la place du jeu vidéo qui est examinée, le rôle de l'écran tactile pour écrire, créer et raconter, mais aussi la place du livre papier, son utilité et même sa nécessité qui sont examinées. L'un de ces colloques prend pour thème : « Des structures du monde entier expérimentent, innovent, inventent chaque jour les troisièmes lieux de demain ».

Les pratiques nouvelles laissées dans les mains du marché aggravent les clivages sociaux. Comme l'indique un rapport ministériel paru en 2008 : « Les

de la baisse de la durée d'écoute de la radio et de la télévision au cours de la dernière décennie, elles affirment sans ambages leur préférence pour les films et les musiques anglo-saxonnes à la différence de leurs aînés, et ont activement participé au recul de la lecture de quotidiens et de livres tout en manifestant certains signes potentiellement inquiétants en matière de fréquentation des équipements culturels : légère baisse de la fréquentation régulière des salles de cinéma masquée au plan général par la progression des 45 ans, tassement de l'inscription et de la fréquentation des bibliothèques, recul dans le domaine des musées et surtout des concerts de musique classique. »

Aucune de ces questions – et il y en a bien d'autres – n'est secondaire. Elles posent toutes, bien au-delà de leur spécificité, le grand enjeu des droits et des pouvoirs partagés. Soit le pouvoir de l'argent domine et impose ses solutions durablement, et c'est la voie royale pour

DES TRAVAUX, DES EXPÉRIENCES NOUVELLES OUVERTS DES VOIES

Le logiciel communiste qui place les droits et les pouvoirs comme moteur de l'action a véritablement la capacité de répondre à ces enjeux. Il ne s'agit pas seulement de défendre l'existant mais aussi de mener les batailles constructives et potentiellement gagnantes pour répondre à ces nouveaux défis dans un esprit d'action commune avec toutes et tous.

Ici c'est le credo de Federico Garcia Lorca qui revit disant : « Il faut que la poésie sorte du livre et aille dans la rue. » Je pense par exemple à ces arts mais aussi à ces pratiques de la rue qui font beaucoup pour toucher, émouvoir le plus grand nombre. Les pratiques créatrices souvent conduites par des jeunes réinventent les chemins de la poésie et de

la danse avec le spam, le rap ou les danses urbaines.

Au cœur de notre monde bouleversé, des expériences nouvelles conduites par des artistes dans des zones rurales lient ce nouveau monde – la ruralité – ou le périurbain avec la création, emportent ici les spectateurs-citoyens à bicyclette dans des décors naturels, se réappropriant d'un même mouvement leur propre paysage et leur sensibilité, ou là créent des joutes de philosophie entre villages, ou encore des épiceries culturelles itinérantes ou de quartier, afin, but ultime, de n'oublier personne.

Des élus locaux se mobilisent pour leur cinéma de quartier ou de village, investissent pour des médiathèques de notre temps, qui font en sorte que le patrimoine ne soit pas restreint à une petite couche de la population.

Concours d'écriture, de photographie, et même poste de poète créé dans un département de France, des événements bousculent la société loin des cercles prétendus érudits qui si souvent parlent en son nom. Le monde associatif si vigoureux malgré la crise et la suppression de leurs emplois répond aux enjeux considérables du bien vivre ensemble en favorisant les réseaux d'échange et de savoir, ou encore en construisant les passerelles avec les artistes. Pour tout cela, l'éducation populaire est la pierre angulaire. Prendre à bras-le-corps ce qui naît de positif dans notre monde, sortir des vieux codes, refuser les entre-soi parfois aveugles au monde, démultiplier la lutte pour la démocratie culturelle, ouvrir portes et fenêtres de lieux culturels qui, malgré leurs efforts, restent bien souvent trop des temples et moins des laboratoires vivant de la citoyenneté comme de l'émotion et de la réflexion.

FAIRE DU COMMUN

Ce monde dominé par le 1 % de la rentabilité à tout prix conduit avec violence à l'uniformisation et à la normalisation des cultures sur un modèle unique alors que la diversité des sources et des pratiques est essentielle parce qu'elle crée les passerelles et les liens forts entre les

humains. La notion de patrimoine commun se heurte aux lois d'un marché qui impose les mêmes musiques sur les radios et les télévisions, souvent les mêmes auteurs, les mêmes films des « majors-compagnies », etc. En parallèle, un milieu de la culture, créatif et imaginaire mais qui, face aux déferlantes libérales, s'enferme parfois quelque peu dans l'entre-soi.

Ne devons-nous pas, ensemble, trouver les chemins de cette indispensable appropriation populaire de la culture et

« Si nous révolutionnions la culture pour cultiver la révolution ? »

en faire une cause nationale. L'heure est venue d'un nouvel élan. Je souhaite lancer cet appel : « Ensemble, regardons ce monde en face et prenons la mesure des désastres qui sont déjà là et ceux, si graves, qu'annoncerait renoncement ou démobilitation. Ensemble, nous pouvons beaucoup pour redonner sens au mot partage. » Mon appel, à l'opposé d'un caporalisme utilitariste de la création, est une main tendue et une invitation à faire du commun dans une diversité ouverte et constructive. Des milliers d'artistes, des professionnels de toutes disciplines « labourent » le terrain. Pris dans les rets de régimes sociaux injustes et dépassés, ils sont, dans les quartiers de nos villes ou dans les zones rurales, des travailleurs infatigables et si peu reconnus parfois par leur propre milieu. Parlant de droits culturels, de coconstruction avec les habitants, de participation, un colloque de responsables de services culture recentre le débat : « Il s'agit

de passer d'une conception esthétique de la culture à une dimension anthropologique, et de reposer le lien entre art, société, culture et éducation. Les enjeux aujourd'hui ne concernent plus uniquement l'objet art, mais le mieux vivre ensemble, l'accès à sa propre identité et le développement de ses potentialités. » Beaucoup de choses nous invitent sans aucun doute à revisiter ce qui a fait la culture depuis les années 1950. Je souhaite qu'on ait ces débats car ils sont importants. Et puis, par exemple, ne faut-il pas concevoir les institutions culturelles non plus comme des lieux principalement dédiés à la diffusion d'une offre, mais comme des lieux de ressources en direction des populations ? Vaste chantier d'innovation. Et même si, dans le projet communiste, la dimension culturelle est au cœur, ne devons-nous pas engager nous-mêmes une véritable mobilisation contre ce qui se vit trop souvent comme un affaiblissement de la cause culturelle vécue en enjeu politique et citoyen ?

Ne faut-il donc pas écrire partout pour poursuivre notre trilogie républicaine « Liberté, Égalité, Fraternité » : « Des savoirs, des droits et des pouvoirs », tout comme le pain, la paix et la liberté de 1936. Des savoirs pour comprendre le monde et agir sur lui et des savoirs pour s'é mouvoir aussi. Des droits à vivre libre et en paix, des droits pour soi et des droits pour toutes et tous ; et puis des pouvoirs dans la ville, dans le pays, dans l'entreprise, pour que le 1 % ne dicte plus sa loi à l'immensité humaine. Alors, pour tout cela, pour notre avenir partagé et pour reconstruire le souffle d'un communisme ancré dans l'objectif d'émancipation, le besoin de culture est d'une intense priorité.

Alors, et si nous révolutionnions la culture pour cultiver la révolution ? ●

***Marc Brynhole** est membre de l'exécutif national du PCF et animateur du collectif Idées. Il a été élu à la culture de la région Centre de 1998 à 2015 et de La Ferté-Saint-Aubin de 2001 à 2014.

— PAR **GÉRARD STREIFF** —

Un doute sur les « réformes » de Macron

L'IFOP a réalisé à la mi-juin 2018 une enquête pour *No Com* (Cabinet conseil en stratégie de communication) et le *JDD* (*Journal du dimanche*) intitulée « Le baromètre de la transformation », la quatrième du genre depuis la présidentielle, histoire de voir comment l'opinion regarde – et réagit à – Macron, ici assimilé au concept de « transformation ». Passons.

Les résultats sont assez contradictoires. On pourrait les résumer de manière schématique ainsi : avec Macron, ça bouge, c'est vrai, c'est peut-être bien pour la France mais ce n'est pas bien pour nous.

Premier élément : la mondialisation est plus que jamais montrée du doigt. Pour l'opinion, la politique de Macron « met à mal la préservation de la France, écrit Pierre Giacometti, cofondateur de *No Com*. Comme partout en Europe, le réflexe identitaire s'installe aussi dans notre pays. En un an, il a progressé de 20 points. [...] C'est le syndrome de la perte de contrôle ».

Deuxième élément : l'Europe est de plus en plus discréditée. Pas de rejet, dit l'enquête, mais « une volonté claire affichée par trois Français sur quatre de voir la France renforcer son pouvoir au détriment de celui de Bruxelles ». On assisterait à « une poussée de souverainisme [...] en réponse au sentiment d'une impuissance européenne ». Autrement dit, du pain béni pour les populismes de tout poil.

Troisième élément, sans doute le plus important : un sentiment très fort que les changements en cours avec Macron « réservent les bénéfices aux catégories les plus favorisées ». La même opinion qui dit approuver la réforme de la SNCF (un rapport de 60/40) ou la réforme du code du travail (un rapport serré de 53/47), la même opinion donc doute que les réformes de Macron aient des conséquences positives pour elle.

« En l'espace d'un an, le scepticisme et l'incrédulité sont devenus majoritaires dans la France populaire, celle des classes moyennes, des retraités, de la France rurale et des petites villes », ajoute Pierre Giacometti. ●

IL FAUT TRANSFORMER LA FRANCE POUR L'ADAPTER AU MONDE QUI CHANGE

MAI 2017 : 69 %

JUIN 2018 : 52 %

IL FAUT PRÉSERVER L'IDENTITÉ DE LA FRANCE POUR LA PROTÉGER FACE AU MONDE QUI CHANGE

MAI 2017 : 31 %

JUIN 2018 : 48 %

POUR CHACUNE DE CES RÉFORMES, DITES-MOI SI SELON VOUS ELLE EST POSITIVE OU NÉGATIVE POUR LA TRANSFORMATION DE LA FRANCE

LA RÉFORME DE LA SNCF

MAI 2017 : POSITIVE 62 %

JUIN 2018 : NÉGATIVE 38 %

LA RÉFORME DU CODE DU TRAVAIL

MAI 2017 : POSITIVE 53 %

JUIN 2018 : NÉGATIVE 47 %

LA SUPPRESSION DE L'ISF

MAI 2017 : POSITIVE 34 %

JUIN 2018 : NÉGATIVE 66 %

1,8 million d'emplois en France sous contrôle étranger

Selon l'INSEE, en France, 28100 entreprises sont sous le contrôle de firmes multinationales étrangères. Ces entreprises représentent moins de 1 % des entreprises du secteur marchand en France (hors agricole et financier). Si le nombre d'entreprises concernées est assez faible, leur contribution dans l'emploi et la création de richesses est importante. En effet, les entreprises contrôlées par des multinationales étrangères emploient 1,8 million de personnes, soit 11 % des emplois des entreprises sur le sol français, et réalisent 150 milliards d'euros de valeur ajoutée, soit 16 % des richesses totales créées par les entreprises en France (hors secteur agricole et financier).

La valeur ajoutée des entreprises sous contrôle étranger ne se concentre pas dans les mêmes secteurs d'activité que celle créée par les entreprises françaises : 75 % des richesses créées par les entreprises sous contrôle étranger proviennent de l'industrie, du commerce ainsi que des activités de services administratifs, contre un peu moins de la moitié pour les multinationales françaises. Plus généralement, les emplois dans le secteur industriel sont surreprésentés dans les entreprises contrôlées par des firmes multinationales étrangères (voir encadré). L'industrie manufacturière concentre 37 % de l'emploi sous contrôle étranger en France, contre 25 % pour les multinationales françaises et 13 % pour les autres entreprises françaises.

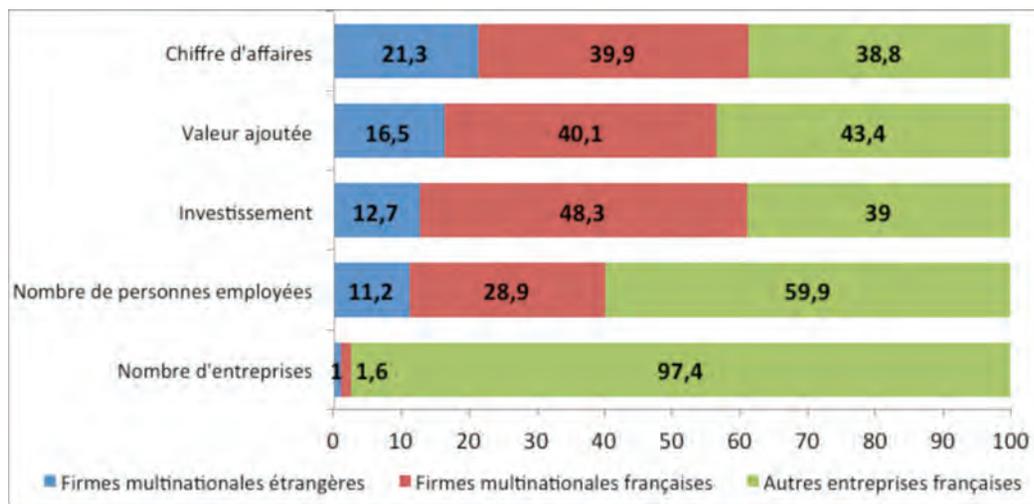
Les multinationales étrangères contrôlant des entreprises en France proviennent de 118 pays. Cependant, le nombre d'emplois concernés par pays est très variable et près de 95 % de l'emploi en France sous contrôle étranger sont partagés entre seulement 16 pays. Plus précisément, 70 % de ce 1,8 million d'emplois sont contrôlés par des pays européens et notamment l'Allemagne (312 000), la Grande-Bretagne (183 000), les Pays-Bas (166 000) et la Belgique (134 000). En dehors de l'Union européenne, ce sont surtout les multinationales des États-Unis (312 600 emplois), de la Suisse (140 000) puis, plus loin, du Japon (47 000) et du Canada (16 000) qui emploient le plus en France. ●

QU'APPELLE-T-ON LA SURREPRÉSENTATION EN STATISTIQUES ?

En statistiques, on parle de surreprésentation d'un sous-groupe d'individus lorsque son poids statistique dans un groupe donné est supérieur à la population moyenne étudiée. On parlera de sous-représentation lorsque son poids statistique dans un groupe sera inférieur à la population moyenne étudiée. Cette sur/sous-représentation peut donc mettre en lumière des inégalités sociales.

Exemple : les femmes représentent 52 % de la population française. 75 % des employés sont des femmes. Les femmes sont donc surreprésentées parmi les employés.

Graphique : Contribution des différents types de firmes à différents agrégats (en %)



Source : INSEE. Lifi 2015, Esane 2015.



Pour la plupart des média et des citoyens, si ce n'est lors du Salon de l'agriculture ou de la diffusion de l'émission de télé-réalité « L'amour est dans le pré », le monde agricole a tendance à disparaître des écrans radars, alors même que les profondes mutations qu'il a subies depuis les années 1950 ont des conséquences sur notre alimentation et sur notre environnement. De nombreux livres leur donnent pourtant la parole.

DES AGRICULTEURS CONTRAINTS À DES STRATÉGIES DE SURVIE

Dans son ouvrage intitulé *La Plaine. Récits de travailleurs du productivisme agricole*, le géographe Élie Gatien est allé interroger des moyens et gros agriculteurs de la Beauce,

ces « travailleurs agricoles » d'un « bastion du productivisme », dont il rapporte les récits. Son livre se présente comme une traversée d'un territoire, la plaine de la Beauce, soit « 8000 mètres carrés d'un espace dont les lointains se réduisent parfois à une ligne simple et droite, coiffé d'un grand ciel », comme le montrent les photographies qui ouvrent chaque chapitre. Les récits des agriculteurs y constituent des points d'étape. Ils sont accompagnés de la voix du géographe qui précise le contexte historique ou économique. Le livre se compose en effet d'une alter-

nance de chapitres consacrés au récit d'un agriculteur, Michel, Christian, Yann, Pascal G., Pascal V., Philippe, Cédric, et de chapitres qui embrassent toute l'ampleur du monde agricole, depuis les banques jusqu'aux chambres d'agriculture et aux salons des machines agricoles où règnent désormais la *smart agriculture* (l'agriculture élégante) et la « machine connectée », en passant par les grandes industries semencières comme Euralis, Limagrain, DuPont Pioneer et Monsanto. Dans cet univers, la loi du marché règne et les agriculteurs sont contraints à des « stratégies de survie » pour ne pas être broyés.

Élie Gatien ne nous propose pas toutefois une plainte ; il ne porte pas non plus de jugement explicite : « Ceux que j'ai rencontrés sont des chefs d'exploitation. Ils sont

indépendants, patron de TPE [Très petite entreprise] et parfois employeurs. Ils prennent des décisions. Ils font des choix. » Il cherche avant tout à « entendre leurs justifications, [...] écouter leurs raisonnements, [...] entrer dans leur univers mental », à comprendre, en fin de compte,

ces travailleurs piégés et malgré tout consentants. Le géographe déroule alors un panorama exhaustif – il manque toutefois la grande distribution – du monde agricole et de sa crise. À travers les récits de ces chefs d'exploitation s'esquissent la concentration foncière engendrée par l'économie concurrentielle – « il doit lui racheter sa part, sinon ses voisins grandiront à ses dépens » ; le sentiment de dépossession et la variabilité des prix fixés par le marché ; le rôle des banques dans la course à l'endettement ; la standardisation des semences

et la perte de la diversité génétique ; le poids de l'industrie chimique, des fournisseurs de machines désormais connectées et le rôle grandissant de la *startup* ; l'épuisement des sols, la disparition de la faune et la nocivité des produits ; les risques psychosociaux ; le vide des campagnes. En arrière-plan apparaissent le poids de l'histoire et des choix politiques, notamment la dérégulation imposée depuis les années 1980-1990, avec la déréglementation des marchés financiers, l'entrée du Crédit agricole dans la logique concurrentielle et le « *business offshore* », l'entrée de la création variétale dans la logique du marché, avec le désengagement de l'Institut national de la recherche agronomique (INRA) de la recherche génétique. L'État n'est plus présent en fin de compte qu'à travers l'hypocrisie

Récits et paroles des femmes et hommes, travailleurs agricoles

— PAR Marine Miquel* —

des contrôles et de la prévention sanitaire, dans un univers où la rentabilité est soumise au rendement.

Dans les deux derniers chapitres, « Cédric » et « Défendre la plaine », Élie Gatien pose la question du « consentement », de l'acceptation par les producteurs de ce modèle productif sur lequel ils n'ont plus de prise et qui écrase aussi bien leurs vies que le paysage. Tandis que la Fédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles (FNSEA) demande, à travers la voix de Cédric, « une régulation » des excès du marché, pour en « organiser la stabilité », son président défend l'industrie, laissant les « travailleurs du productivisme » « la tête dans le guidon ». S'ils perçoivent, tous, les limites de l'impératif du rendement prôné par le marché capitaliste – « Soyons clair, question compétitivité, mieux vaudrait importer la viande d'Argentine » –, ils restent fatalistes – « Aujourd'hui, les trois quarts des gars dont s'occupe Cédric ont des résultats qui s'approchent de zéro. Ils piochent dans leur bas de laine. Des fluctuations de revenus aussi importantes sont difficiles à encaisser [...]. Celui qui est endetté jusqu'au cou et qui n'a plus rien à perdre s'accroche ou tire un coup de fusil. Certains en seraient là. Dans le Loiret, il y en a eu et il y en aura encore. » Les mouvements agricoles, qui ont marqué par leur violence, sont désormais peu audibles et la direction nationale de la FNSEA cogère l'agriculture

« L'État n'est plus présent en fin de compte qu'à travers l'hypocrisie des contrôles et de la prévention sanitaire, dans un univers où la rentabilité est soumise au rendement. »

avec l'État, faisant rentrer dans le rang les opposants à la politique agricole commune.

En dépit de leur condition souvent difficile, les chefs d'exploitation de la Beauce récusent la politisation – comme le souligne Élie Gatien, « à droite, on ne parle pas de politique, on la fait. Avec des choix économiques et des services techniques » – et n'ont pas conscience qu'ils appartiennent

« S'ils perçoivent, tous, les limites de l'impératif du rendement prôné par le marché capitaliste ils restent fatalistes. »

à une classe commune avec les salariés, par exemple ceux d'Air France, dont le combat désespéré contre les restructurations leur reste incompréhensible : « Le lynchage est honteux ! C'est pas du boulot, je ne cautionne pas. Les directeurs des ressources humaines (DRH) sont là pour faire du ménage, certes, mais malheureusement il faut le faire parfois, pour la sauvegarde de l'entreprise. » Ceux qui sont pourtant bien des « travailleurs agricoles » se rêvent encore « seigneurs de la terre »...

DE NOUVEAUX PERSONNAGES HÉROÏQUES, CONFRONTÉS À LA BRUTALITÉ DE LA SOCIÉTÉ NÉOLIBÉRALE

Le regard d'Élie Gatien fait écho à d'autres paroles, mises en scène par le biais de la fiction ou du documentaire : le cinéma et la littérature romanesque récents remettent à l'honneur le monde agricole. Les auteurs ne se contentent pas de conter un monde qui disparaît, ni de montrer la reconstitution de sa mémoire. Ils font de la figure des paysans de nouveaux personnages héroïques confrontés à la brutalité de la société néolibérale, ou s'attachent à dire, sans nostalgie, la marque qu'impriment encore en eux les paysages dont ils sont désormais séparés – sans qu'il y ait forcément coupure.

C'est contre cette idée de coupure qu'Étienne Davodeau a réalisé une bande dessinée, parue en 2011 chez Futuropolis. *Les Ignorants* propose le « récit d'une initiation croisée », menée pendant un an entre l'auteur et un vigneron. Les deux protagonistes se dévoilent mutuellement leur monde respectif, alternant travaux dans les vignes ou virées chez l'éditeur, rencontres avec les auteurs de bande dessinée ou avec le redoutable auteur d'un guide américain des vins, visite de l'imprimerie ou d'une fabrique de barriques, d'une foire ou d'un salon. La bande dessinée reste centrée sur l'échange entre les deux personnages, mettant en avant la générosité, la curiosité et l'amour de la vie qui les caractérisent. Toutefois, la rencontre entre l'auteur et le vigneron esquisse aussi en creux une réflexion sur le monde agricole et ses transformations. Elle souligne le parallèle des conditions et des aspirations propres à ►►

►► leurs deux métiers respectifs. Leur complicité goguenarde prend en effet appui sur une vision du monde partagée, où ressort la recherche de la pleine maîtrise de son travail, l'attachement à un savoir-faire et la reconnaissance du plaisir qu'il procure : « Savoir exactement ce qu'on veut, mais laisser faire les choses. »

Si, ici, l'industrie est absente, si le monde de la viticulture extensive est sans doute bien différent de celui des producteurs de la Beauce, le récit rejoint toutefois, sur bien des aspects, les points soulevés dans l'enquête d'Élie Gatien : la mondialisation ultralibérale et la standardisation qui « réduisent à une stupide note scolaire l'alchimie mystérieuse et émouvante d'un nectar » ; les risques liés aux

« Réintégrer les femmes serait peut-être un moyen mettre en évidence une convergence d'intérêt entre les travailleurs agricoles et les salariés de l'industrie ou du tertiaire. »

évolutions météorologiques – « on entre dans la période où on tend le dos à cause du gel » ; la nécessaire préservation du sol et la structuration du paysage par l'agriculture – « Les tranquilles parcelles de Régis et Robert sont posées au milieu des bois. C'est comme un pacte judiciaire, dans le monde végétal, entre l'horizontalité des unes et la verticalité des autres. » « Quand tu veux un sol vivant, la proximité d'un sous-bois, c'est pas mal. Il n'y a pas de grand terroir viticole qui ne soit pas un bel endroit. »

Richard Leroy s'est reconverti dans la viticulture, après avoir été employé de banque : « Et vous savez quoi ? Je n'ai plus jamais mis de cravate. » Si ce choix apparaît comme une libération, si le vigneron refuse la chimie pour prôner le contact avec la terre et la vigne, « la proximité physique et donc mentale du vigneron avec son travail », il ne s'agit pas ici de vanter un retour à la terre par nostalgie du passé. Il faut simplement faire en sorte « d'abord que le vin soit bon » : « Peut-on parler de vin sans parler de terre ? » « Ne mettez pas trop de métaphysique là-dedans. C'est un projet très concret : nous donner à boire un vin qui parle de la terre à notre corps. »

Il reste que les deux auteurs semblent, dans leur vision des transformations du paysage comme du progrès tech-

nique, prisonniers d'un imaginaire quelque peu romantique : ainsi, peut-on parler, comme le fait Élie Gatien, de la « laideur » de la Beauce, sans renvoyer à une esthétisation de la nature qui rejette tout trait utilitaire ? De même, « l'ordre du progrès technique », qu'il s'agisse de la chimie ou de la mécanisation, n'est pas en lui-même destructeur ; il a pu et peut améliorer les conditions de travail ou perfectionner la connaissance de la nature ; c'est bien l'usage qu'en fait le capitalisme qui est en cause. Au-delà de la mise en cause du productivisme, il s'agit de concilier la nécessité de nourrir une population qui atteindra plus de 9 milliards d'ici 2050 et la conservation de l'environnement.

On pourrait également s'interroger sur l'absence des femmes dans les deux ouvrages. Si elles « travaillent ailleurs », ne font-elles pas pour autant partie du monde agricole, en tant que femmes d'exploitant ? Réintégrer les femmes serait peut-être un moyen de mettre en évidence une convergence d'intérêt entre les travailleurs agricoles et les salariés de l'industrie ou du tertiaire ; ce serait l'occasion, aussi, de s'interroger sur la division du travail genrée qui voit les hommes accaparer le progrès technique et les outils complexes.

Quelle que soit la diversité des approches, à la lecture, une conclusion s'impose : la question des rapports de production agricole, celles du sens et de la condition du métier d'agriculteur ou d'agricultrice sont éminemment politiques, elles requièrent un débat dans l'ensemble de la société : quelle alimentation voulons-nous et dans quelles conditions ? ●

***Marine Miquel** est co-responsable de la rubrique Lire.

BIBLIOGRAPHIE

Étienne Davodeau, *Les Ignorants. Récit d'une initiative croisée*, Futuropolis, 2011.

Élie Gatien, *La Plaine. Récits de travailleurs du productivisme agricole*, Éditions Amsterdam, 2018.

L'Agriculture paysanne expliquée aux urbains, 2015, téléchargeable sur le site de la Confédération paysanne.

John Bellamy Foster, *Marx écologiste*, Éditions Amsterdam, 2011.

Jean-Baptiste Malet, *L'Empire de l'or rouge. Enquête mondiale sur la tomate d'industrie*, Fayard, 2017.



Vaincre Macron

Éditions La Dispute, 2017

BERNARD FRIOT

PAR **IGOR MARTINACHE**

Il s'agit d'une invitation à rompre avec la domination capitaliste dont le nouvel hôte de l'Élysée n'est qu'un représentant et un serviteur, incontestablement zélé. L'auteur assume désormais et revendique le qualificatif de « com-

muniste » s'agissant du projet de société salariale accomplie qu'il défend ici. Rappelons les trois piliers de la socialisation salariale de la valeur qui la sous-tend : un salaire à vie à partir de 18 ans, dont le montant, plafonné, serait fonction de la qualification personnelle ; la copropriété d'usage de l'outil de travail et une subvention publique à l'investissement en lieu et place de la propriété lucrative qui domine actuellement. L'auteur développe avec patience et pédagogie chacun de ces éléments tout en prenant à contre-pied celles et ceux qui seraient tentés de le taxer d'irréalisme alors qu'ils sont déjà partiellement en place. Telle est la logique sous-jacente à la création du régime général de la Sécurité sociale en 1946, arraché de haute lutte par les militants communistes et cégétistes contrairement à ce qu'en dit l'historiographie dominante. Les représentants ouvriers, tels Henri Raynaud ou Ambroise Croizat, que l'auteur n'hésite pas à qualifier de « révolutionnaires », ont alors réussi en effet à mettre en place une caisse unique pour les risques accidents du travail et maladies professionnelles, santé, vieillesse et famille, abondée par une cotisation interprofessionnelle à taux unique représentant alors pas moins du tiers de la masse salariale globale et gérée par les représentants des travailleurs eux-mêmes. Le tout complété par une série de nationalisations prolongeant la socialisation de l'investissement contre la mainmise du capital privé. Un tel projet n'a cessé d'être attaqué et rogné par les « réformes » successives, et ce dès 1947 avec la création d'un régime complémentaire de retraites par répartition pour les cadres, l'AGIRC (suivie par celle de l'ARRCO pour les autres salariés du privé en 1961, qui vient contrer la revendication cégétiste d'un déplafonnement du régime général), bien avant le coup décisif de la création de la CSG au tournant des années 1990 et dont le gouvernement Macron entend poursuivre l'œuvre par un tour de passe-passe (hausse du taux de CSG inférieur à celui de la baisse des cotisations sociales correspondantes) masquant la nature du recul qui la sous-tend. Pour saisir ce qui est en jeu, il faut d'abord se déprendre de l'idéologie dominante qui consiste à réduire la valeur économique à celle que produit le travail qui met en valeur le capital sur un marché, confusion quant à la nature du travail abstrait permettant sa monopolisation

par le capital contre laquelle Marx nous mettait déjà en garde. Celle-ci conduit en effet par exemple à prendre la retraite pour un salaire différé alors même qu'il s'agit d'un salaire continué, comme le révèle l'exemple des fonctionnaires, dont on ne s'étonne dès lors plus qu'ils apparaissent comme la figure prioritaire à abattre aux yeux d'un pouvoir qui les fait passer pour improductifs et vivant sur des prélèvements effectués sur la valeur marchande. Bernard Friot explique ainsi les stratégies visant à détricoter l'œuvre des révolutionnaires de 1946, notamment en matière de retraite et de sécurité sociale.

Par ailleurs le chiffre alarmiste d'un quart des jeunes gens de 18-35 ans au chômage est un mensonge éhonté, dans la mesure où 70 % d'entre eux sont inactifs (étudiants notamment) : c'est donc un quart de 30 %, soit 7,5 % de cette population qui est réellement privée d'emploi. Mais ce chiffre martelé dès les années 1970 a permis l'adoption de dispositifs dédiés permettant de les employer au rabais. Dans le même ordre d'idée, l'auteur dénonce le SMIC comme un autre moyen de décrocher les salaires de la qualification personnelle, alors même que son introduction récente en Allemagne est présentée comme une grande mesure sociale de l'inamovible chancelière Merkel. Bref, on l'aura compris, la perspective tracée par Bernard Friot bouscule nombre de représentations profondément intériorisées, y compris parmi les militantes et militants se revendiquant du communisme et de l'anticapitaliste. ●



Derrière la vitre

Folio Gallimard, 1970

ROBERT MERLE

PAR **VALÈRE STARASELSKI**

En cette période du cinquantenaire des événements de 1968, n'oublions pas, côté littérature, *Derrière la vitre*, ce saisissant roman de Robert Merle paru en 1970.

L'action nous plonge heure par heure dans la journée du 22 mars 1968 à la faculté de Nanterre, qui allait devenir historique. Cent quarante étudiants, Nanterre en comptait alors 12 000, décident d'occuper la salle du conseil des professeurs dans l'unique tour de la faculté, symbole aux yeux de ces étudiants du pouvoir répressif gaulliste honni.

En s'attachant au quotidien matériel et mental de manière omnisciente, en mêlant personnages fictifs et réels (Ô, le portrait de Daniel Cohn-Bendit), Robert Merle livre un instantané en même temps qu'une radiographie impressionnante. Enseignant lui-même alors à Nanterre, il affirme que l'idée de ce livre est antérieure à 1968 et que la matière en a été puisée dans les nombreux entretiens qu'il a eus avec ses étudiants : « Je leur avais ►►

demandé la franchise et leur franchise dépassait tout ce que j'avais pu imaginer. J'oserais même dire que, par moments, elle me laissait pantelant. »

Ainsi du rapport à la sexualité et à l'amour (dont on sait quel élément déclencheur il fut dans ces événements), qui polarise aussi fortement que normalement les jeunes gens de l'époque : « Quand David surgit, elles béèrent, pouffèrent, la main devant la bouche et se mirent à le dévisager avec des rires énervés et des chuchotements. David leur tourna le dos, quelles obsédées, ce n'est pas la peine d'avoir une tête pour ne penser qu'à son derrière, comportement absolument infantile lié à la surestimation du sexe, née elle-même de l'inhibition. »

Cependant, à travers la multiplicité des points de vue, le lecteur voit, ressent, comprend la division en classes de la société de l'époque. Division qui donne d'ailleurs son titre et sa substance à ce roman somme toute historique. « Les yeux vagues, il regarda à nouveau les ouvriers répandre le goudron sur la terrasse... il n'était séparé d'eux que par une vitre, mais de ce côté-ci, tout était tiède et propre. C'était un monde où personne ne suait à manipuler les choses (sauf à partir de 7 heures du soir, les femmes de ménage arabes ou espagnoles). Ici, dans la journée, on ne maniait que des matériaux ultralégers, les idées, et à travers les idées, les hommes : fonction essentielle de la classe dominante, transmise pieusement de profs à élèves. Et les dominés, là-bas, de l'autre côté de la vitre, courbés en deux dans le froid, le vent aigre, la pluie, les muscles tirailés par l'effort comme des bêtes de somme, ils n'avaient pas plus de chance de s'introduire jamais dans ce monde-ci que moi dans le leur. »

Car chacun sait aujourd'hui que 68 n'aurait pas pu être sans celles et ceux de derrière la vitre. ●

la doxa libérale, l'auteure appelle à substituer au conformisme et au prêt-à-penser pavlovien de l'idéologie dominante une recherche historique contextualisée. L'objectif de l'ouvrage est d'ouvrir des pistes de réflexion sur Staline, mais aussi sur le bilan global de l'URSS et sur ses permanences dans l'espace post-soviétique.

L'ouvrage pose des questions sur la nature de classe du pouvoir soviétique et les dynamiques liées. Tout d'abord, il avance qu'il n'y a pas d'autocratie stalinienne. Les dirigeants du PCUS sont décrits comme un collectif de militants exaltés. Une nouvelle classe de possédants ne se serait vraiment développée qu'à partir de Khrouchtchev, jusqu'à détruire le système qui l'avait fait naître sous Gorbatchev et Eltsine, avec l'aide des monopoles financiers occidentaux. C'est aussi l'image d'un Staline brutal, stupide et inculte que le livre entend réviser : il est décrit comme le moins sanglant de l'organe de décision collective. Les auteurs rappellent également qu'il était très cultivé. Pour les auteurs, les choix de Staline ne prennent sens que replongés dans les rapports de forces et dans les enjeux concrets qui leur ont donné naissance. Ses obsessions natalistes ? Le dépeuplement massif occasionné parla guerre civile et par la Seconde Guerre mondiale. La dissolution du Komintern ? Une concession pour faciliter l'ouverture d'un second front contre les nazis. Mais, finalement, qui est Staline ? Staline, c'est l'allégorie du pouvoir soviétique. L'ouvrage s'appuie sur de nouveaux travaux historiques consacrés à l'URSS en Russie, en Chine mais aussi dans les pays anglo-saxons. Les questions du rapport entre la Chine et l'Union soviétique, et de l'analyse des communistes chinois sur la chute de l'URSS, sont d'ailleurs abordées. Des lectures sont suggérées. Si les questions restent ouvertes et les conclusions rares, ce livre mêlant récits de voyage et réflexions historiques de fond invite à ne pas se satisfaire des lectures trop rapides. Penser vraiment l'expérience soviétique appelle à l'élaboration d'analyses critiques sur l'URSS qui vont plus loin que le simple calque des raccourcis de l'idéologie dominante. Quelle est l'opinion des Russes sur Staline, l'URSS et le communisme ? La plupart placent Staline en tête des grands hommes et regrettent l'URSS. Ils reconnaissent des succès à l'Union soviétique : la culture, le style de vie et la politique des nationalités. Mais ils estiment que le retour au communisme n'est pas possible aujourd'hui. Ces informations tranchent radicalement avec l'opinion occidentale moyenne. Il ne s'agit donc en aucun cas de rétablir des statues ni même de réhabiliter : il s'agit bien plutôt de penser un phénomène historique et politique. Ce livre offre deux regards sur cette question qui demeure importante. ●



1917-2017 Staline tyran sanguinaire ou héros national ?

Éditions Delga, 2017

DANIELLE BLEITRACH,
DIALOGUE À DEUX VOIX
AVEC MARIANNE DUNLOP

PAR **CONSTANTIN LOPEZ**

Les Russes en veulent terriblement aux communistes... pour la disparition de l'Union soviétique. Tel est l'un des constats que ce livre iconoclaste, riche en paradoxes et en interrogations, fait éclater à la face du lecteur. Partant du constat que la réflexion historique sur le socialisme réel et notamment sur la période stalinienne a été verrouillée par

Université permanente du PCF

CALENDRIER

- 9 octobre : **philosophie - matérialisme 1**
16 octobre : **littérature - Aragon 1**
23 octobre : **histoire - Révolution française 1**
30 octobre : **économie - crises 1**
- 6 novembre : **philosophie - matérialisme 2**
13 novembre : **littérature - Aragon 2**
20 novembre : **histoire - Révolution française 2**
27 novembre : **économie - crises 2**
- 4 décembre : **philosophie - matérialisme 3**
11 décembre : **littérature - Aragon 3**
18 décembre : **histoire - Révolution française 3**
- 8 janvier 2019 : **philosophie - matérialisme 4**
15 janvier : **littérature - Aragon 4**
22 janvier : **histoire - Révolution française 4**
29 janvier : **économie - crises 3**
- 5 février : **philosophie - matérialisme 5**
12 février : **littérature - Aragon 5**
19 février : **histoire - Révolution française 5**
26 février : **économie - crises 4**
- 5 mars : **philosophie - matérialisme 6**
12 mars : **littérature - Aragon 6**
19 mars : **histoire - Révolution française 6**
26 mars : **économie - crises 5**
- 2 avril : **philosophie - matérialisme 7**
9 avril : **littérature - Aragon 7**
16 avril : **histoire - Révolution française 7**
23 avril : **économie - crises 6**
30 avril : **économie - crises 7**
- 7 mai : **philosophie - matérialisme 8**
14 mai : **littérature - Aragon 8**
21 mai : **histoire - Révolution française 8**
28 mai : **économie - crises 8**
- 4 juin : **philosophie - matérialisme 9**
11 juin : **littérature - Aragon 9**
18 juin : **histoire - Révolution française 9**
25 juin : **économie - crises 9**

LES SÉANCES
AURONT LIEU LES MARDIS,

À L'ESPACE NIEMEYER

(Paris 19^e - place du Colonel-Fabien
M^o Colonel-Fabien - Ligne 2)

ELLES SERONT RETRANSMISES
SUR LES RÉSEAUX SOCIAUX.

VOUS POURREZ AUSSI LES RETROUVER
SUR LA CHÂÎNE YOUTUBE :

@univpermanente



Le parti politique, « prince moderne »

Le pouvoir politique est-il voué à être exercé par un individu, quand bien même celui-ci serait choisi par le peuple ? Pour Gramsci, la réponse ne peut être que négative : dans les sociétés modernes, la formation d'une volonté collective – décisive dans l'exercice du pouvoir – passe par un « organisme », le parti politique. Les « hommes providentiels » peuvent tout au plus restaurer une volonté collective affaiblie, mais ils ne sauraient en créer de nouvelle.

— PAR FLORIAN GULLI ET JEAN QUÉTIER —

DE L'INDIVIDU CONCRET À L'ORGANISME

L'action politique est pour Gramsci l'expression d'une « volonté collective ». Agir suppose d'avoir dépassé l'éparpillement des volontés particulières qui divergent et se contrecarrent. Mais comment passer de l'« infinité de volontés particulières » à la volonté collective ?

Pour Machiavel, dans la Florence du XVI^e siècle, cette tâche unificatrice était celle du prince. Machiavel adressait ses

conseils à des individus concrets, comme Laurent II de Médicis auquel son ouvrage intitulé *Le Prince* était dédié, espérant qu'ils soient en mesure de déployer cette *virtù* décisive dans la formation d'une volonté collective. Ce faisant, il partait du principe que le pouvoir en question ne pouvait être exercé que par un chef, non par un groupe. Or, pour Gramsci, les sociétés occidentales modernes se caractérisent par la présence d'une société civile⁵ consi-

Le prince moderne, le mythe-prince, ne peut être une personne réelle, un individu concret ; il ne peut être qu'un organisme, un élément complexe d'une société, dans lequel a pu déjà commencer à se concrétiser une volonté collective reconnue dans l'action où elle est affirmée partiellement. Cet organisme est déjà fourni par le développement historique, et c'est le parti politique : la première cellule où se résument des germes de volonté collective qui tendent vers l'universalité et la totalité. Dans le monde moderne, seule une action historique-politique immédiate et imminente, caractérisée par la nécessité d'une marche rapide, fulgurante, peut s'incarner mythiquement dans un individu concret ; la rapidité ne peut être rendue nécessaire que par l'imminence d'un grand danger, qui précipitamment embrase, telle la foudre, les passions

*et le fanatisme, en réduisant à néant le sens critique et le corrosif de l'ironie qui peuvent détruire le caractère « providentiel » du condottiere¹ (ce qui s'est produit dans l'aventure de Boulanger²). Mais une action immédiate d'un tel genre, de par sa nature, ne peut avoir ni le souffle large ni un caractère organique : ce sera presque toujours une entreprise du type restauration et réorganisation, et non du type qui caractérise la fondation des nouveaux États et des nouvelles structures nationales et sociales (comme c'était le cas dans *Le Prince*³ de Machiavel, où l'aspect de restauration n'était qu'un élément rhétorique, c'est-à-dire lié au concept littéraire de l'Italie, fille de Rome, et devant restaurer l'ordre et la puissance de Rome⁴) ; semblable initiative est du type « défensif » et non créateur, original ; en d'autres termes on suppose qu'une*

volonté collective, qui existait déjà, a perdu sa force, s'est dispersée, a subi un grave affaiblissement, dangereux et menaçant, mais ni décisif ni catastrophique, et qu'il faut rassembler ses forces et la fortifier ; alors que dans l'autre conception on entend créer ex novo, d'une manière originale, une volonté collective qu'on orientera vers des buts concrets et rationnels, mais évidemment d'un concret et d'un rationnel qui n'ont pas encore été vérifiés ni critiqués par une expérience historique effective et universellement connue.

Antonio Gramsci, *Cahiers de prison*, Cahier 13, § 1 (1932-1933), Paris, Gallimard, 1978, Traduction de Paolo Fulchignoni, Gérard Granel, Nino Negri, p. 355sq.



Nicolas Machiavel,
par Santi di Tito,
peintre maniériste italien
de l'école florentine.

dérablement plus développée que ce n'était le cas dans l'Italie de la Renaissance. Si le moment de la formation de la volonté collective joue un rôle aussi décisif dans l'exercice du pouvoir, c'est précisément parce que désormais celui-ci repose moins sur la coercition que sur le consentement. Et les forces qu'il faut chercher à faire converger sont bien plus nombreuses et différenciées dans l'Italie de Gramsci que dans la Florence de Machiavel.

La formation de ce que Gramsci nomme une « volonté collective nationale-populaire », autrement dit une direction politique hégémonique, recevant l'approbation de la grande masse du peuple, ne peut donc plus reposer sur un seul individu, mais sur un « organisme », le parti politique. Dès lors, le prince doit devenir le lieu de cristallisation de cette volonté collective, devenir ce que Gramsci nomme un « mythe-prince ». Ce concept de « mythe » est emprunté à Georges Sorel, qui le présentait, dans ses *Réflexions sur la violence* (1908), comme un moyen d'agir sur le présent. Ainsi, pour Sorel, la grève générale devait-elle constituer le « mythe » du socialisme. Toutefois, Gramsci considérait la conception du mythe développée par Sorel comme insuffisante car trop marquée par une forme de messianisme irrationnel. Tandis que l'appel à la grève générale est de caractère « négatif et préliminaire », le mythe-prince qui s'incarne dans le parti politique suppose une phase « active et constructive » (Cahier 13, § 1).

Il s'agit bien de « former » la volonté collective. Mais le parti politique ne se contente pas d'exprimer une volonté collective qui lui préexisterait. Une telle volonté n'existe pas à l'échelle nationale. Les conditions historiques qui peuvent la voir naître existent (par exemple les crises), mais elles ne la font jamais advenir mécaniquement. La faire advenir, telle est la tâche du parti politique. Ce dernier ne néglige ni ne méprise les mouvements spontanés qui émanent de la société. Il se propose de les « éduquer » si besoin⁶. Pour Gramsci, le prince moderne doit promouvoir « une réforme intellectuelle et morale » et porter le projet d'une nouvelle civilisation, la fondation d'un nouvel État.

LA VOLONTÉ COLLECTIVE : RESTAURATION VERSUS CRÉATION

Grand observateur de la vie politique européenne moderne, Gramsci n'ignore pas l'apparition régulière dans l'histoire des peuples d'hommes providentiels, de « condottieres », il n'ignore pas non plus que les masses sont toujours capables de s'enflammer pour les « grands hommes ». Néanmoins, ce constat n'infirme pas, aux yeux de Gramsci, la thèse voulant que l'action politique et la volonté collective soient désormais l'affaire des partis politiques. Les transformations historiques des sociétés modernes ne laissent plus aux individus, fussent-ils « grands », qu'un rôle subordonné.

Il faut se garder, en effet, d'accorder aux condottieres plus qu'il ne leur revient. Ce n'est pas tant l'individu concret qui anime les masses que « l'imminence d'un grand danger ». Ce dernier « embrase, telle la foudre, les passions et le fanatisme, en réduisant à néant le sens critique et le corrosif de l'ironie qui peuvent détruire le caractère "providentiel" du condottiere ». Les dangers, les moments d'exception, les crises, prédisposent les masses à s'en remettre à un individu. L'homme providentiel n'est donc pas cet être au verbe tout puissant capable de lever les foules. Il est le produit d'une situation de crise qui perturbe le sens critique des masses. À lui seul il ne peut rien. C'est le contexte de crise et l'effet qu'il produit sur les masses qui font l'homme providentiel.

Gramsci prend l'exemple de « l'aventure Boulanger ». Le boulangisme est qualifié d'« aventure » parce qu'il fut un échec. L'ascension rapide du général, du condottiere, ne doit pas tant à ses qualités propres qu'au contexte de crise nationale ouvert par la défaite française face à l'Allemagne en 1870. Le sentiment d'humiliation qui s'est alors emparé des Français les a rendus psychologiquement disponibles

►► aux propos de Boulanger, propos qu'ils auraient peut-être jugé ridicules dans un autre contexte. Il est possible d'entrevoir un parallèle entre la figure de Boulanger et celle de Mussolini. Lorsque Gramsci écrit ces lignes, Mussolini semble avoir réussi là où Boulanger a échoué, à la fois parce qu'il s'est montré moins hésitant que lui et parce qu'il a su se doter d'un parti susceptible de donner à son action les relais dont elle a besoin. Mais on comprend que Mussolini, lui non plus, ne parvient pas à fonder un « ordre nouveau », contrairement à ce qu'il prétend. Son entreprise demeure conservatrice et restauratrice : c'est la perspective d'une révolution ouvrière qui conduit, au début des années 1920, les propriétaires fonciers et la bourgeoisie urbaine à soutenir le fascisme. Dans les sociétés civiles complexes, l'action des hommes providentiels ne peut avoir « ni le souffle large ni un caractère organique ». Ceux-ci peuvent au mieux espérer restaurer une volonté collective ayant connu « un grave affaiblissement », à la suite par exemple d'une défaite militaire. L'innovation historique, ce que Gramsci nomme « une réforme intellectuelle et morale », ne peut advenir que par l'action d'un parti politique conçu comme un « organisme ». Précisément parce qu'il prépare le terrain pour l'intervention active des masses dans la vie politique, un tel parti ne saurait être que démocratique. Si ce n'est pas le cas, le parti, « simple exécutant », ne l'est que de manière métaphorique : il est en réalité un « organe de police » (Cahier 14, § 34). ★

1 Dans l'Italie du Moyen Âge et de la Renaissance, les condottieres étaient des chefs d'armées de mercenaires. Par extension, un condottiere désigne un aventurier.

2 Le général français Georges Boulanger (1837-1891) joua un rôle central dans la crise politique que connut la Troisième République à la fin des années 1880. Nommé ministre de la guerre en 1886, il multiplie les provocations revanchardes à l'encontre de l'Allemagne et acquiert une réputation d'homme fort, recueillant des soutiens à droite comme à gauche. Galvanisés par la vague d'anti-parlementarisme suscitée par l'affaire des décorations (le gendre du président de la République avait été impliqué dans un trafic de légions d'honneur), les partisans de Boulanger l'incitent à faire un coup d'État, mais celui-ci renonce. Menacé de poursuites pour complot, il s'enfuit en Belgique où, discrédité, il se suicide en 1891.

3 Dans cet ouvrage de 1513, le philosophe florentin Nicolas Machiavel (1469-1527) examinait les différentes voies permettant à un prince d'accéder au pouvoir et de s'y maintenir. Laissant de côté les interrogations morales, Machiavel y analyse la politique du point de vue de la « vérité effective de la chose » plutôt que de celui de « l'imagination » et s'intéresse tout particulièrement à l'articulation entre la « fortune » et la « *virtù* », c'est-à-dire la capacité d'intervenir habilement dans une situation contingente.

« Délivrer l'Italie des barbares » : de Machiavel à Gramsci.

De nos jours, Machiavel a mauvaise réputation : il ferait l'apologie du cynisme en politique, de la manipulation et du mensonge au service des ambitions personnelles. Un individu « machiavélique » considérerait que la fin justifie tous les moyens. Mais cette lecture est caricaturale. Rousseau dira de Machiavel : « En feignant de donner des leçons aux Rois, il en a donné de grandes aux peuples. *Le Prince* de Machiavel est le livre des républicains » (*Du Contrat social*, III, 6). Le chapitre final du *Prince* est une « exhortation à prendre l'Italie et la délivrer des barbares ». L'Italie de Machiavel est faible et divisée, proie facile pour les grandes monarchies européennes et notamment pour la monarchie française qui envahit la péninsule à plusieurs reprises. Machiavel appelait de ses vœux un rédempteur, un prince, capable de mettre un terme à cette domination « barbare » en donnant à l'Italie son unité : « Quelles portes lui fermerait-on ? Quel peuple lui refuserait obéissance ? Quelle envie s'opposerait à lui ? Quel Italien lui refuserait hommage ? Cette barbare tyrannie pue à tout le monde ici ». Ces derniers mots du *Prince* n'allaient pas manquer d'entrer en résonance avec la situation italienne des années 1920 et 1930. L'Italie est soumise à une « domination barbare », non plus au sens de la domination étrangère du XVI^e siècle, mais au sens du fascisme. Délivrer l'Italie sera la tâche d'un prince bien particulier, le « prince moderne », autre nom du Parti communiste.

4 Associant le morcellement et la faiblesse de l'Italie au déclin de l'Empire romain, l'ouvrage s'achève par une « exhortation à prendre l'Italie et la délivrer des Barbares » dans laquelle Machiavel cite les vers de Pétrarque : « Car l'antique valeur/Dans les cœurs italiens n'est pas encore morte ».

5 Nous renvoyons à ce sujet aux analyses de la société civile chez Gramsci développées dans Cause Commune n°4 et 5.

6 Nous renvoyons à ce sujet aux analyses sur la direction et la spontanéité développées dans Cause Commune n°3.



ORGANISEZ DES DÉBATS !

Organiser des débats avec les membres de l'équipe de Cause ★ commune, autour d'un des thèmes des dossiers ou des livres c'est possible !

CONTACTEZ-NOUS SUR causecommune-larevue.fr



 Cause ★ commune est sur Facebook

L'ÉQUIPE DE LA REVUE



Guillaume Roubaud-Quashie
Directeur



Davy Castel
Rédacteur en chef



Jean Quétier
Rédacteur en chef



Gérard Streiff
Rédacteur en chef
(Controverses/Sondages)



Sébastien Thomassey
Mise en page



Frédo Coyère
Mise en page et graphisme



Noëlle Mansoux
Secrétaire de rédaction



Camille Ducret
(Critiques/Lire)



Marine Miquel
(Critiques/Lire)



Florian Gulli
(Dans le texte)



Saliha Bousseadra
(Féminisme)



Léo Purguette
(Grand entretien)



Mickaël Bouali
(Histoire)



Jérémie Giono
(Militer)



Sophie Mazenot-Chappuy
(Parlement)



Laura Moscarelli
(Philosophiques)



Jean-Michel Galano
(Philosophiques)



Victor Blanc
(Poésies)



Corinne Luxembourg
(Production de territoires)



Séverine Charret
(Production de territoires)



Gérard Legrip
(Regard)



Élodie Lebeau
(Regard)



Pierre Crépel
(Sciences)



Fanny Chartier
(Statistiques)



Michaël Orand
(Statistiques)



Benjamin Sozzi
Vidéo



Claudine Périllaud
Relecture



Vincent Bordas
Relecture



Constantin Lopez
Réseaux sociaux



Sabrina Royer
Réseaux sociaux



Julien Rossi
Débats



Hélène Bidard



Igor Martinache



Aurélien Aramini



Maëva Durand

PROCHAIN NUMÉRO
novembre/décembre : **Karl Marx**



Parti communiste français

Prix : 8€